

مكتبة من الأصل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16036 - 7 F

SAMEDI 17 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La première cosmonaute française en mission dans l'espace

**CLAUDIE ANDRÉ-DESHAYS** devrait s'envoler du cosmodrome de Baïkonour, samedi 17 août à 15 h 18 (heure de Paris), en direction de la station spatiale russe Mir, à laquelle son vaisseau devrait s'amarrer lundi. Elle y séjournera quatorze jours pour y conduire des expériences médicales, biologiques, physiques et technologiques. Trente et unième femme dans l'espace et première Française à endosser la combinaison de cosmonaute, ce médecin de trente-neuf ans, scientifique brillante, a été précédé sur les stations orbitales russes par trois compatriotes, qui y ont déjà effectué quatre missions. Claudie André-Deshays retrouvera à bord de Mir l'Américaine Shannon Lucid, qui doit établir, le mois prochain, le nouveau record féminin de séjour dans l'espace avec 183 jours.

Lire page 11

## La sauvegarde du littoral

En dix ans, la loi littoral a contribué à préserver les côtes françaises. Reportage à l'île d'Yeu. p. 5

## Réduction du temps de travail

Le décret sur les modalités d'application de la loi visant à favoriser l'emploi par la réduction du temps de travail est paru au Journal officiel. p. 18

## Les loyers étalés

Pour la première fois, le ministère du logement a enregistré en 1995 une quasi-stabilisation des prix dans le secteur privé. p. 6

## Sans-papiers : M. Debré intransigeant

Le ministre de l'Intérieur estime que régulariser les sans-papiers de l'église Saint-Bernard serait une « lâcheté » et une décision « tragique ». p. 7 et un point de vue p. 9

## Tests nucléaires : l'impasse

L'opposition de l'Inde semble condamner le projet de traité qui aurait mis fin aux expériences nucléaires. p. 2

## Nouvelles vagues

Le portrait de Noa, vingt-six ans, chanteuse et israélienne, en quête de paix plutôt que prisonnière du passé du « peuple élu ». p. 8

Abonnement, 3 DM ; Argentine-Correo, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,55 CAN ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 14 KND ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 330 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 9 F ; Singapour, 800 F S\$ ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,60 \$.

M 0147-617-7.00 F

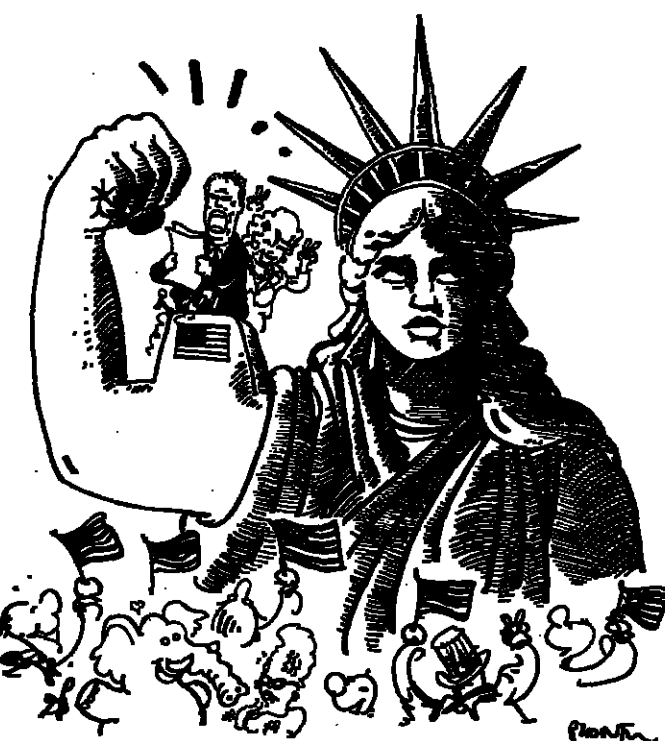


## M. Dole veut ressusciter l'Amérique de Reagan en menant les républicains à la présidence

L'adversaire de M. Clinton sort renforcé de la convention de San Diego

**POUR SA TROISIÈME** tentative de conquête de la Maison Blanche, Robert Dole a choisi, à soixante-treize ans, de se faire l'avocat d'une Amérique résolument optimiste à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Le fond, sinon le ton, était reaganien lorsque le candidat républicain, prononçant jeudi soir 15 août son « discours d'investiture », à l'issue de la convention de San Diego, a promis de restaurer tout à la fois une forte croissance économique, les valeurs morales des années 50 et une absolue supériorité militaire des États-Unis. « Nous restaurerons les promesses de l'Amérique et nous relancerons l'économie », a lancé l'ancien sénateur du Kansas, s'engageant à « reconstruire les forces armées américaines » et à doter le pays d'un « filet de défense antimissiles ».

Si le programme est reaganien, le ton était celui d'un centriste. Convoquant qu'il ne s'agit pas d'une majorité d'Américains qu'en gommant les aspects les plus radicaux d'une « plate-forme » « ultra-conservatrice », M. Dole s'est bien gardé d'insister sur les aspects les



plus conflictuels du programme du parti républicain : interdiction absolue de l'avortement (même en cas de viol ou d'inceste), refus du contrôle des ventes d'armes individuelles, diminution radicale du poids et des pouvoirs de l'État fédéral. Au contraire, le candidat a défendu la nécessité de l'intervention de l'État au service des plus faibles, pauvres ou personnes âgées : « En temps de besoin, le pont entre l'échec et le succès peut être le gouvernement ».

A l'instar de Ronald Reagan, M. Dole ne voit pas de contradiction entre son désir de relancer une croissance forte par une diminution drastique des impôts et sa volonté de réduire le déficit budgétaire. Il compte mener la bataille du 5 novembre pour la présidence en mettant en avant ce projet de baisse de la fiscalité. Certains sondages indiquent que la convention de San Diego a permis à M. Dole de réduire son retard sur M. Clinton.

Lire page 3 et notre éditorial page 9

## Le patron de Virgin, potentat ombrageux de Majorque

**PALMA DE MAJORQUE**

(Des Baléares)

de notre envoyé spécial

Richard Branson, le fondateur de Virgin, l'une des plus grosses fortunes britanniques, n'aime pas qu'on lui résiste. Et n'hésite pas à le faire savoir. Début août, l'homme d'affaires a occupé la « une » des quotidiens des Baléares, prenant à témoin l'opinion, pour se plaindre d'une décision défavorable du conseil municipal du petit village de Banyalbufar, sur la côte septentrionale de l'île.

Déjà propriétaire dans cette région d'un somptueux hôtel de luxe, La Residencia, ancien palais majorquin réaménagé où il séjourne régulièrement, M. Branson a aussi racheté la finca Son Bunyola, une ancienne exploitation de grands propriétaires terriens, dotée d'une imposante demeure de maître, certes un peu austère et isolée - elle est fichée dans un encaissement de la montagne écorchée par la chaleur -, mais bordée de champs d'oliviers, non loin de calanques jusqu'alors fréquentées par quelques familles majorquines.

De cette demeure toute en retenue, Richard Branson compte faire un établissement

de prestige, plus sélectif encore que le précédent, destiné à une jet set moins tapageuse que celle d'Ibiza et de Palma, souhaitant profiter des paysages méditerranéens à l'abri des regards, ou disposer d'un pied-à-terre quand l'un des innombrables yachts qui croisent autour de l'île est à l'ancre.

Les autorités de Banyalbufar et son nouveau maire, soucieux de l'environnement, viennent de geler son projet en émettant un avis négatif sur ses permis d'aménagement. Ce camouflet a provoqué l'ire immédiate du magnat britannique. Interviewé il y a une semaine par le *Diario de Mallorca*, M. Branson s'est fait menaçant. Si le maire de Banyalbufar persiste, explique-t-il, non seulement il remettra en cause la décision d'acheter pour sa famille une résidence secondaire sur l'île, mais il revendra Son Bunyola et annulera les 3,5 milliards de pesetas (140 millions de francs) qu'il entend investir dans ce seul projet à Majorque.

Une menace qui a de quoi embarrasser les autorités majorquines, à cause des emplois et des retombées économiques qui sont à la clé. Et pour l'image. La présence de Richard

Branson, nouveau nabab de Majorque, qui entend par ailleurs ouvrir une liaison directe Palma-Londres sur sa compagnie Virgin Airways, contribue à remettre à la mode une destination victime de l'urbanisation des années 60 et de l'exploitation touristique des rivages sud et est de l'île. Du boom des sixties est d'ailleurs né le terme « baléarisation », qualifiant un tourisme bétonneur non maîtrisé, sans aucun égard pour les paysages, et qui a fait fuir les *beautiful people*.

Certes, la famille royale espagnole continue de passer ses étés à Palma, où se situe l'une de ses résidences. Certes, le bateau de la duchesse de Kent dessine sa silhouette au gré des calanques. Certes, la venue de Françoise Sagan est saluée par la presse majorquine. Mais tout cela commence à dater. Richard Branson, lui, amène dans son sillage des rock stars présentables, tel Bob Geldof, ex-chanteur des Boomtown Rats et initiateur, en 1985, du fameux concert Band Aid organisé à Wembley, à la saveur plus « in » aux yeux des jeunes yuppies argentées.

Caroline Monnot

## Elections manipulées en Bosnie-Herzégovine

**À MOINS D'UN MOIS** des élections générales en Bosnie-Herzégovine, les partis nationalistes peuvent se satisfaire de contrôler presque parfaitement le processus de paix. Ils souhaitent désormais ardemment la tenue des élections, car celles-ci devraient servir leurs intérêts. Le résultat pourrait ainsi être à l'exact opposé de l'esprit des accords de paix de Dayton. Les signes d'une poursuite de la « purification ethnique » se multiplient, et la division du pays devient plus effective de jour en jour.

La communauté internationale, désireuse que les élections aient lieu à tout prix à la date prévue, mesure-t-elle les difficultés qu'elle va affronter, à la fois le jour du vote et dans les mois qui suivront ? Une organisation non gouvernementale, International Crisis Group (ICG), réputée pour la rigueur de ses analyses politiques, vient de relancer le débat en appelant solennellement les Occidentaux à reporter les élections. Cet avis semble de plus en plus partagé par les partis démocratiques bosniaques, qui s'acheminent lentement vers l'idée qu'un boycottage sera leur unique alternative.

« A un mois des élections, la liberté de mouvement n'est pas garantie, le retour des réfugiés se heurte toujours à des obstacles, et les tentatives de créer des États ethniquement

purs continuent à prévaloir », a reconnu Flavio Cotti, le président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée d'organiser les élections bosniaques. Au mois de juin, M. Cotti avait précisé qu'un certain nombre de conditions minimales devaient être remplies durant l'été, notamment la mise à l'écart définitive des « criminels de guerre », la restauration de la liberté de mouvement et de la liberté d'expression. Faute de quoi, concluait-il, les élections conduiraient à offrir « une légitimité pseudo-démocratique à des structures de pouvoir ultranationalistes ». Aujourd'hui, on

peut raisonnablement se demander par quel miracle les élections pourraient être « libres, équitables et démocratiques ».

Le retour des réfugiés n'a pas eu lieu. Seuls 100 000 Bosniaques sont revenus de l'étranger (sur 2 millions d'exilés), et uniquement dans les territoires contrôlés par l'armée de leur ethnicité. Parallèlement, la « purification ethnique » s'est allégrement poursuivie. 80 000 personnes supplémentaires ont été expulsées de leur foyer depuis la signature de Dayton. La liberté de mouvement n'existe pas. La Bosnie est divisée en trois territoires sévèrement protégés par trois forces de

police. Les personnes qui s'aventurent à travers les lignes de partage sont souvent menacées, battues, détenues, et parfois assassinées.

Les « criminels de guerre » exercent toujours une influence déterminante sur le processus de paix. Les États-Unis ont reconnu, par la voix de l'ambassadeur, que le général Ratko Mladic « contrôle à 100 % l'armée serbe de Bosnie », et, dans une déclaration de l'ambassadeur Kornblum, que Radovan Karadzic « exerce une influence politique » sur la République serbe.

L'absence de liberté de mouvement et le règne des « criminels de guerre » ne permettent pas au pays de vivre une campagne électorale digne de ce nom. En territoire serbe et en territoire croate, les candidats d'opposition sont systématiquement menacés, et certains sont victimes de violences physiques. D'autres ont été expulsés de la ville où ils se présentent. En territoire contrôlé par l'armée bosniaque, le parti nationaliste musulman tente d'intimider l'opposition, notamment en empêchant la tenue de réunions publiques.

Rémy Ourdan

Lire la suite page 9 et nos informations page 3

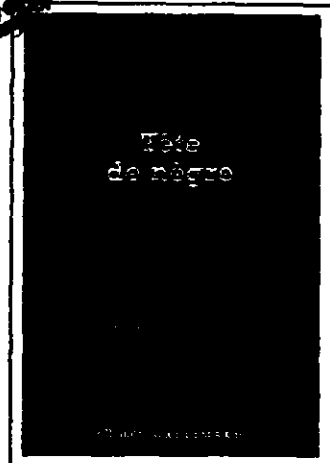
## Renaissance théâtrale à Rio



**VIOLENTE** et passionnée, Rio de Janeiro demeure la capitale culturelle du Brésil. En juillet, pour sa première édition, un festival de théâtre contemporain, où des compagnies françaises étaient invitées, y a attiré les foules. Dix ans après la chute de la dictature militaire, le théâtre brésilien reprend de la vigueur, comme en témoigne pour *Le Monde* l'actrice Fernanda Montenegro.

Lire page 15

Séries noires  
en série  
S. Daniel Pennac  
Une nouvelle de 70 pages



## Hommage à Chester Himes

« SÉRIES NOIRES en série » : jusqu'au 23 août, chaque vendredi (daté samedi), *Le Monde* offre à ses lecteurs des nouvelles inédites, en collaboration avec Gallimard. Après Daniel Pennac (13 juillet), Jérôme Charyn (20 juillet), Henri Raczymow (27 juillet), Didier Daeninckx (3 août) et Thierry Jonquet (10 août), c'est au tour de Daniel Picouly de nous proposer une savoureuse comédie noire en hommage au grand Chester Himes. Une histoire de tête coupée...

## Pur-sang à Deauville

**DU 17 AU 22 AOÛT** se tiennent à Deauville (Calvados), comme chaque année, les ventes de yearlings. Cinq cents chevaux de pur-sang d'un an, sélectionnés parmi les meilleurs, y seront présentés aux enchères publiques. Évidemment aussi réputé que celles de Kenilwood aux États-Unis et de Newmarket en Grande-Bretagne, ces ventes permettront d'évaluer la santé de l'élevage français par rapport à la concurrence internationale. Leurs résultats constitueront également un test pour la nouvelle politique initiée par Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette, devenu il y a un an président de France-Galop, la société qui organise les courses de plat et d'obstacles.

Lire page 10

## Une baguette mythique



SERGIU CELIBIDACHE

**LE CHEF D'ORCHESTRE** roumain Sergiu Celibidache, qui vient de disparaître à Paris, n'aura enregistré officiellement qu'une poignée de disques. Une centaine d'enregistrements pirates jalonnent néanmoins sa carrière légendaire, commencée en 1945, à l'âge de trente-trois ans, à la tête de la Philharmonie de Berlin.

Lire page 7

International	2	Communication	12
France	5	Jean	13
Société	6	Agrès	14
Carrel	7	Abonnements	14
Horizons	8	Météorologie	14
Entreprises	10	Culture	15
Aujourd'hui	11	Radio-Télévision	17

## INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 17 AOÛT 1995

**DÉSARMEMENT** Après près de trois ans de négociations, la convention de l'ONU sur le désarmement à Genève a renoncé à réunir le consensus sur un projet de traité in-

terdisant les essais nucléaires. L'Inde s'oppose à ce projet, ce qui a un effet d'entraînement sur d'autres pays, en particulier le Pakistan. Les Occidentaux s'efforcent cependant de sauver

ce texte et demandent qu'il soit transmis à l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre. ● A NEW DELHI, le premier ministre Deve Gowda a choisi le jour où le pays cé-

lèbre son indépendance, le 15 août, pour exposer les motifs de son opposition à un traité qu'il juge « discriminatoire ». ● LES CHINOIS n'ont pas fait de commentaire, mais ils ne de-

vraient pas être mécontents de voir l'Inde endosser ce rôle, alors que la Chine ne s'était ralliée qu'à contre-cœur au mouvement vers l'arrêt des essais.

## Les Occidentaux tentent de sauver le traité d'interdiction des essais nucléaires

L'opposition de l'Inde semble condamner l'accord. Les grandes puissances, au premier rang desquelles la France et les Etats-Unis, qui soutiennent activement le texte, souhaitent relancer le débat lors de l'Assemblée générale des Nations unies à l'automne

GENÈVE  
de notre correspondant  
Le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) existe bel et bien, mais il paraît condamné à mort par l'Inde. Le président indien, K. R. Narayanan, a déclaré au comité de négociation de ce traité au sein de la Conférence sur le désarmement de l'ONU, Jaap Ramaker, a tenu à répéter solennellement jeudi 15 août à Genève : « Le traité est là, n'oublions pas que nous avons un traité. » Nul ne sait cependant ce qu'il en adviendra.

La France, qui a participé activement à l'élaboration d'un texte interdisant toutes les expériences nucléaires, ne ménage aucun effort pour tenter de le sauver. Le 11 juin déjà, en visite à Genève, Jacques Chirac avait déclaré : « La conclusion du traité d'interdiction complète des essais nucléaires constitue aujourd'hui un objectif majeur de la communauté internationale. » En raison du refus catégorique de l'Inde de souscrire à ce document, les négociateurs ont fini par renoncer au consensus si désespérément recherché à la conférence de Genève. Mais il existe de fortes raisons d'espérer que le dernier projet de traité, à savoir le texte-compromis du président Ramaker, s'il est soumis à la signature des Etats, à la mi-septembre lors de l'ouverture de la

51<sup>e</sup> assemblée générale des Nations unies à New York, sera bien accueilli.

Le fait que les cinq grandes puissances nucléaires (la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie) soient parvenues à un accord, qu'elles soient maintenant soutenues par la majorité des pays qui ont négocié, est certes un bon signe. Que l'ensemble des pays occidentaux et ceux de l'Europe centrale et orientale, ainsi que ceux du Sud (l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, le Kenya, le Maroc entre autres) aient annoncé leur adhésion, comme vient aussi de le faire la Mongolie, peut être considéré par les « amis du traité » comme un encouragement certain.

### LES EXIGENCES INDIENNES

L'ambassadeur de la République populaire de Chine, Sha Zukang, qui avait pourtant, pendant la plus grande partie des pourparlers, donné tant de fil à retordre aux négociateurs, a déclaré, à l'issue de la séance plénière qui s'est tenue le 15 août au Palais des Nations, à Genève, qu'« à part un ou deux négociateurs peu équilibrés », la majorité des Etats soutenaient le traité. En outre, nombreux sont ceux qui semblent partager pleinement les vues de l'ambassadeur d'Austra-



TANCHO

lie, Richard Starr, qui estime que le travail accompli par la conférence sur le désarmement ne doit pas être perdu. « Ce serait du gaspillage ».

La Conférence sur le désarmement devait donc pouvoir conclure ses travaux vendredi 16 août. Elle doit prendre une décision quant au sort du traité, probablement lors de la prochaine – et sans doute la dernière – réunion plénière, prévue pour le

mardi 20 août. Actuellement, l'Iran est le seul Etat à réclamer une réouverture des négociations sur le traité, contestant toujours la place de l'Etat d'Israël au sein du groupe « Moyen-Orient », dont Téhéran fait partie. Mais le principal obstacle vient de l'Inde, qui exige toujours qu'une clause prévoyant l'élimination de tous les arsenaux nucléaires des grandes puissances figure dans le traité.

**SOVERAINETÉ**  
Certains observateurs internationaux expliquent pour leur part la position de l'Inde par la situation politique intérieure du pays, dont le gouvernement souhaite visiblement maintenir ouverte son option nucléaire. Dans le même temps, il cherche à mettre à profit la vague d'hostilité qui se développe dans l'opinion publique contre ce traité, considéré

comme une création des Etats-Unis, voire même de l'ancienne puissance coloniale, le Royaume-Uni. Tout se passe comme si l'Inde cherchait à la fois à s'affirmer comme une puissance nucléaire et à être considérée comme l'avocat du désarmement nucléaire complet.

Si certaines délégations essaient de comprendre la position de New Delhi, beaucoup d'autres, en revanche, critiquent la volonté de blocage affichée par l'Inde. On admet volontiers au Palais des Nations que la décision de signer ou non un instrument juridique de l'importance du CTBT relève de la souveraineté nationale, mais nombre de membres de la conférence sur le désarmement n'acceptent pas les manœuvres destinées à empêcher les autres Etats d'y adhérer.

En outre, la position indienne a été réajustée sur le Pakistan qui s'est dit prêt à refuser à son tour de signer le traité si l'Inde n'y adhère pas et qui en profite pour multiplier les manœuvres dilatoires. L'opposition d'un seul Etat suffit à mettre la conférence dans l'impasse. Il s'agit donc pour les négociateurs de trouver un biais permettant de transmettre le traité à l'Assemblée générale de l'ONU, afin de préserver une chance de la sauver.

Isabelle Vichniac

### Une Inde confiante en son destin

LE VETO opposé par l'Inde au projet de CTBT est survenu le jour, jeudi 15 août, où elle célèbre son indépendance. Ce n'est qu'une demi-coïncidence. Comme il approche du demi-siècle de retrouvailles avec la vie internationale (le cinquantenaire anniversaire de la fin du raj britannique sera fêté en 1997), ce pays au passé prestigieux est plus que jamais convaincu – dans ses profondeurs, les sondages le démontrent – d'être, à l'horizon du III<sup>e</sup> millénaire, une puissance du premier rang, qui dépasse la Chine pour sa population, que ses progrès économiques notables depuis sa réforme libérale de 1991 vouent à être le futur « dragon d'Asie », et qui n'a de leçon de démocratie à recevoir de personne, surtout pas de l'Occident. Dans cette confiance en son destin (qui confine à l'arrogance chez maints dirigeants, de haute ou basse caste) repose l'explication première du refus que vient, à Genève, de signifier l'Inde aux puissances nucléaires officielles, au risque d'attirer sur elle les foudres américaines.

Le premier ministre, Deve Gowda, chef d'une coalition de gauche, a répété jeudi du haut du Fort-Rouge de Delhi, haut lieu de l'ex-Empire moghol, ce qu'avait dit ses prédécesseurs du Parti du Congrès ou de la droite : « Nous nous opposons à un traité discriminatoire ». L'Inde, qui fut chef de file d'un non-alignement, dont le désarmement était un cheval de bataille – sans d'ailleurs que cela l'empêche de faire exploser en 1974 un engin « pacifique » –, prend soin de préciser qu'elle n'a pas changé de position : elle est prête à signer un CTBT qui serait lié à un désarmement nucléaire généralisé. En attendant cette issue, au vrai improbable à vue humaine, elle refuse d'entériner une division du monde entre *have* et *have not*, comme on dit en anglais sous-continentale, c'est-à-dire entre les pays qui ont la bombe et ceux qui n'en ont pas – ou pas officiellement. Encore est-il heureux que la fragile équipe au pouvoir depuis juin se situe sur une longueur d'onde différente des nationalistes hindous (BJP), premier groupe au Parlement, qui sont prêts, eux, à faire un essai imposant le pays comme nucléaire.

### UN JOKER

Mais la volonté de puissance n'est pas tout. Le souci de « sécurité nationale » est un autre impératif, non négociable, que M. Gowda a aussi redit. De fait, l'Inde ne peut oublier que l'unique pays d'Asie à posséder la bombe, la Chine, a mené contre elle, en 1962, une guerre meurtrière et en phase aiguë d'affirmation de territoire (l'Aksai Chin, auparavant partie intégrante du Cachemire) a été « croquée » par Pékin. Si les relations des deux géants se sont apaisées depuis la fin des années 80, New Delhi ne peut pourtant pas négliger que le pays du Milieu est en pleine montée en puissance militaire et en phase aiguë d'affirmation diplomatique, comme le montre, entre autres, sa poussée en Birmanie, Etat voisin du sous-continent.

Garder un joker nucléaire dans sa main paraît donc indispensable à cette capitale. C'est pourtant un risque énorme, puisque le refus indien de signer le CTBT est la raison donnée par le frère ennemi pakistanais, autre pays « du seul » (c'est-à-dire sur le point de posséder l'arme nucléaire), contre qui elle a livré trois guerres, pour camper lui-même sur des positions ambiguës en ce domaine.

Jean-Pierre Clerc

### Pékin n'est pas mécontent du jeu de New Delhi

PÉKIN  
de notre correspondant

D'une certaine manière, le refus de l'Inde de signer le traité d'interdiction des essais nucléaires arrange la Chine. Celle-ci n'est pas mécontente de laisser New Delhi endosser le rôle du trouble-fête dans cette partie où elle s'estime elle-même, en tant que puissance nucléaire déclarée, obligée de suivre le mouvement à son corps défendant.

La dernière explosion chinoise a bien été présentée comme l'ultime dans une tentative de réédition de la manière dont la France s'y était prise pour clore la série d'essais qui avaient précédé son adhésion à l'interdiction. Cependant, la Chine, qui se voit en grande puissance, se considère dans une certaine mesure comme défavorisée par l'échec international en ce domaine. Avec quelque quarante-cinq essais répertoriés, elle arrive loin derrière les puissances majeures. Son outil de miniaturisation, permettant une projection de la capacité nucléaire, est notoirement insuffisant pour la doter d'une véritable dissuasion en toutes circonstances, notamment dans l'hypothèse dite MAD (Mutually

assured destruction, ou destruction mutuellement assurée).

On en revient donc, pour Pékin, à un jeu du faible au fort où une destruction minimale – concentrée, par exemple, sur une ville de la côte ouest des Etats-Unis – suffit à hausser le statut du pays et à justifier qu'il lui soit accordé attention. C'est toute la stratégie que la Chine a déployée ces dernières années, tout en sachant qu'elle ne pouvait enfreindre certaines lois non écrites telle la tendance à une dénucléarisation de l'échiquier mondial.

Cette stratégie l'a amenée à composer avec les Etats-Unis, récemment à Genève, sur les règles d'inspection des sites nucléaires dans le cadre du traité d'interdiction des essais. Après avoir demandé, pour valider une inspection, une majorité des deux tiers des cinquante et un pays décidés à adhérer au traité, Pékin s'est contenté du chiffre sensiblement inférieur de

trente pays, qui a satisfait Washington.

Mais qu'aujourd'hui ce soit l'Inde, pays du tiers-monde, avec lequel Pékin est allé jusqu'à la guerre dans le passé, qui fasse le mauvais élève de la classe nucléaire, apporte de l'eau au moulin d'une Chine qui freine des quatre fers devant l'idée d'un club de grandes puissances dictant sa nouvelle loi à la planète.

Les relations sino-indiennes peuvent sembler, à l'heure actuelle, stabilisées, mais elles le sont sur une base fragile, dans la mesure où le contentieux frontalier des deux puissances démographiques majeures de l'Asie a été simplement mis entre parenthèses. En ce sens, le jeu nucléaire de l'Inde renforce un facteur d'incertitude que l'apparente bonne conduite de la Chine, pour sa part, n'apaise guère.

Francis Deron

### Un mode d'emploi pour le désarmement atomique

AUCKLAND  
de notre correspondant

Le général américain Robert McNamara, secrétaire à la défense sous les présidents Kennedy et Johnson, le Prix Nobel de la paix 1995, l'Anglais Joseph Rotblat, l'ancien premier ministre français Michel Rocard, ainsi que quatorze autres personnalités (experts techniques, académiciens, etc.) ont rendu, mercredi 15 août à Sydney, le rapport que leur avait commandé, en novembre 1995, le précédent gouvernement australien sur l'élimination totale des armes nucléaires.

Il s'agissait en quelque sorte de rédiger un mode d'emploi pour le désarmement nucléaire international, fondé sur la conviction que le monde a une occasion sans doute unique dans son histoire de « faire maintenant le choix, clair et nouveau, de mener ses affaires sans armes nucléaires et en accord avec la Charte des Nations unies ». D'autres groupes s'étaient déjà li-

vrés à l'exercice, sans toutefois avoir recours à une telle variété d'expériences et de points de vue, sans non plus avoir le soutien logistique d'un gouvernement.

Dans une première partie consacrée au « débat sur les armes nucléaires », le rapport rappelle la « menace intolérable sur l'humanité tout entière » que représente « l'immense capacité de destruction des armes nucléaires », l'instabilité qu'engendre l'exclusivité d'accès de certains pays aux armes nucléaires, l'incohérence entre un système de défense « construit à une période exceptionnelle d'antagonismes profonds » et une époque nouvelle, où l'on continue d'affirmer, contre toute logique, l'utilité des arsenaux de l'ancien système.

« Le monde fait face aux menaces de prolifération et de terrorisme nucléaires. Ces menaces grandissent. Il faut les éliminer », résume-t-on à l'issue de la dernière rencontre de la commission de Canberra. Les membres de la commission en ap-

pellent donc aux cinq grandes puissances nucléaires pour qu'elles s'engagent à éliminer ces armes, en partant du principe que « l'engagement politique, ancré dans un cadre légal solide et obligatoire, peut assurer et maintenir un monde totalement débarrassé d'armes nucléaires ».

### LES VÉRIFICATIONS

La commission recommande surtout une série de mesures « qui peuvent être prises immédiatement » afin de rendre le « monde plus sûr », en particulier : de mettre en veilleuse les forces nucléaires pour le moment en état d'alerte ; de retirer toutes les têtes nucléaires de leur vecteur porteur ; de cesser le déploiement des armes nucléaires non stratégiques (tactiques) ; de continuer les négociations pour réduire davantage les arsenaux russe et américain ; d'obtenir des puissances nucléaires qu'elles s'engagent réciproque-

ment à ne pas lancer d'attaque nucléaire en premier ni utiliser d'armes nucléaires à l'encontre des pays « non nucléaires ».

Le rapport insiste sur l'importance de suivre et vérifier l'élimination progressive des armes nucléaires et propose que d'autres initiatives viennent renforcer les mesures « à prendre immédiatement ». Pour « empêcher la prolifération horizontale », il faut développer les conditions de vérification des opérations de désarmement et faire cesser la production de matériel fissile (uranium, plutonium) non destiné au nucléaire « domestique ».

Le gouvernement australien présentera ce rapport sur l'élimination des armes nucléaires à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre et à la prochaine session de la conférence sur le désarmement, en janvier 1997.

Florence de Changy

### COMMENTAIRE

#### L'ERREUR DES « GRANDS »

Il y a un an la France, ayant déclenché une tourmente planétaire par la reprise de ses essais nucléaires, jurait que ce seraient les derniers, et devenait l'un des plus ardents avocats d'un traité bannissant ce type d'expériences. Il y a quatre ans Bill Clinton, candidat à la Maison Blanche, faisait de l'interdiction mondiale des essais un de ses thèmes de campagne, puis les Etats-Unis devenaient les actifs parrains de la négociation, non sans avoir préalablement procédé aux expériences qu'ils jugeaient encore nécessaires.

MM. Clinton et Chirac auraient souhaité pouvoir se prévaloir, dès la rentrée prochaine, d'un texte marquant une étape importante vers le désarmement nucléaire. Ils ne le pourront vraisemblablement pas. L'Inde paraît en effet déterminée à faire front contre une démarche de nantis nucléaires, désireux de protéger leur monopole technologique et donneurs de leçons. Les Occidentaux ont prêté le flanc à ces accusations, même si des motifs de politique intérieure animent les

dirigeants de New Delhi et même si leur argumentation regorge de contradictions.

Au stade actuel, le traité paraît condamné, puisque le texte ne peut entrer en vigueur que s'il est ratifié au moins par les cinq grandes puissances nucléaires (les membres du Conseil de sécurité) et par les pays dits « du seuil » (Inde, Pakistan, Israël). Certes, même si l'on en restait là, le bilan ne serait pas nul, puisque les cinq « grands » ont l'un après l'autre annoncé qu'ils souscrivaient à « l'option zéro » en matière d'essais nucléaires, mettant ainsi un frein à la course aux armements entre eux. Mais, outre que cet engagement reste assez équivoque pour la Chine notamment, l'autre grand objectif de la négociation, qui était de freiner la prolifération nucléaire, est, lui, bien compromis.

Quels que soient les résultats qu'espèrent encore obtenir les Occidentaux de leurs pressions sur l'Inde ou sur ceux qui seraient tentés de la suivre, les conventions de cette nature n'ont de valeur que si elles sont universelles, vérifiables et rapidement ratifiées. Le moins qu'on puisse dire est que c'est très mal parti.

Claire Tréan

Bob Dole promet...

Robert Dole a dit...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995

Le 15 août 1995...  
le 15 août 1995



# Bob Dole promet à l'Amérique une nouvelle ère de prospérité

Dans son discours de clôture de la convention du Parti républicain, qui a eu lieu à San Diego, le candidat du Grand Old Party à la présidentielle a tenté d'effacer son image de vétéran du Congrès

Robert Dole a donc, dans la soirée du jeudi 15 août, la convention républicaine de San Diego par un discours d'investiture qui marque le véritable départ de sa campagne électorale. Si la convention elle-même avait

surtout pour objectif de présenter une image unie de la famille républicaine, écartelée entre ses modérés et ses ultras chrétiens, le discours d'investiture avait pour fonction de remodeler l'image d'un homme qui n'a pas su, jusqu'ici,

mobiliiser l'opinion. Prenant de la distance d'avec son passé de politicien de Washington, Robert Dole s'est présenté en simple fils de l'Amérique, plus courageux et plus expérimenté que son rival Clinton. Dans un évident

souci de gommer l'impression d'être le représentant des nantis, Bob Dole a aussi affirmé que son parti était toujours « celui de Lincoln », une formation qui n'entend empêcher personne de « vivre le rêve américain ».

**SAN DIEGO**  
de nos envoyés spéciaux  
Une ère de croissance et de prospérité économique, la restauration des valeurs morales, du leadership et de la force de l'Amérique : telle est la promesse présidentielle de Bob Dole faite, jeudi 15 août, lors de son discours d'investiture, point d'orgue de la convention républicaine de San Diego. La campagne électorale du candidat du Grand Old Party a pris ce jour-là son vrai départ. Après deux tentatives présidentielles infructueuses et un essai malheureux pour la vice-présidence, l'ancien sénateur du Kansas, âgé de soixante-trois ans, livre son dernier combat politique.

Pour M. Dole, le discours de San Diego constituait une occasion unique de relancer une campagne jusqu'à présent marquée par la grisaille, et de combler l'important retard sur Bill Clinton que révèlent les sondages. Tout en promettant à ses concitoyens des lendemains plus prometteurs, Bob Dole s'est livré à une critique parfois féroce du bilan domestique et extérieur de M. Clinton. Rien dans ses propos n'était très nouveau, mais, pour la première fois, l'homme de Russell - la petite bourgade du Kansas - au milieu de la prairie, entourée de blé et de puits de pétrole - où il est né - a proposé un contre-projet cohérent, s'attachant à mettre en exergue les différences, tant de caractère que de programme, qui l'opposent à M. Clinton.

Si l'hôte de la Maison Blanche a

effectivement emprunté certains thèmes du Grand Old Party, M. Dole ne s'est pas pour autant lancé dans un catalogue de nouvelles propositions, préférant s'attacher à dissiper la tonalité extrémiste qui marque le « Contrat avec l'Amérique », cette « bible » républicaine des élections législatives de novembre 1994.

Quant au changement qu'il souhaite incarner, c'est avant tout celui d'une croissance économique « bien plus ambitieuse », qui ne doit cependant laisser « personne en arrière ». C'est elle qui est censée faire la différence avec M. Clinton : « Nous sommes le parti des réductions d'impôts (...), lui et son parti nous ont imposé la plus lourde augmentation fiscale de l'histoire », a-t-il martelé.

« Je serai le président qui préserve, protège et renforce le Médicard (l'assurance-maladie des personnes âgées), a-t-il encore souligné, dans le souci manifeste de dissiper l'impression laissée par la promesse des républicains de rééquilibrer le budget de l'Etat en diminuant les programmes sociaux. De même, s'agissant de l'immigration, le « parti de Lincoln » n'entend pas empêcher les immigrants mexicains légaux de vivre le « rêve américain », comme les descendants directs des pères fondateurs. Mais la tâche de M. Dole, s'il est élu, sera surtout de redresser la faillite de l'administration Clinton, puisque l'Amérique est livrée « à la criminalité, à la drogue, l'avortement, les naissances illégitimes, et l'abandon des enfants ».

M. Dole entend lutter à la fois contre le « pouvoir politique » des syndicats d'enseignants et contre l'« Intolérance » des juges libéraux, toutes choses dont il rend Bill Clinton responsable. Plus grave, la voix de l'Amérique dans le monde n'est plus respectée. M. Dole a accusé M. Clinton de se conduire d'une manière « irresponsable », en imposant une diminution des crédits de la défense et en refusant le lancement d'un programme de bouclier anti-missile. Accusant le chef de la Maison Blanche de fai-

dos en quittant le Sénat au printemps, conscient du handicap que constituait son identification aux cercles fermés de Washington dans la course à la Maison Blanche.

A San Diego, une bonne partie de la convention a été consacrée à effacer cette image. Sa fille Robin, puis sa femme Elizabeth, ont évoqué le fils dévoué à sa famille modeste et laborieuse du Kansas, le soldat mutilé qui endura trente-neuf mois d'hôpital, le père attentif, l'époux solide et généreux à l'écoute des pauvres et des petites gens. Son ami le sénateur John McCain, prisonnier de guerre au Vietnam, a lui, rendu hommage à « l'homme d'honneur et d'intégrité ».

Le décor ainsi planté, le candidat Bob Dole a pu se présenter, jeudi soir, la tête haute, comme le dernier représentant d'une génération qui a encore quelques enseignements à léguer à l'Amérique, parlant enfin le langage des Américains. Transformant le handicap de son âge en atout, Bob Dole a voulu montrer qu'un homme qui a vaincu la pauvreté et la souffrance peut offrir aux électeurs non pas l'amertume ou la nostalgie mais la force et la sagesse de l'expérience, doublée de la foi dans les valeurs qui ont forgé l'Amérique.

Désormais, les Américains savent qui est Bob Dole, homme et moraliste. Mais il n'est pas sûr qu'ils aient une idée plus claire de ce que serait sa présidence. L'un des conseillers de Bob Dole, Robert Hellsworth, a confié au *Los Angeles Times* qu'aux yeux de l'ancien sénateur trois éléments jouent un rôle clé dans la campagne d'un candidat : le choix de son vice-président, le discours de la convention et les débats télévisés qui opposent les candidats en fin de campagne. La désignation de Jack Kemp comme second du « ticket » présidentiel républicain a incontestablement revalorisé la candidature de Bob Dole.

Jeudi soir, ce dernier a aussi passé l'épreuve de la convention, sinon triomphalement, du moins sans trop d'embarras, même si, plus d'une fois, il a trébuché sur les mots d'un discours pourtant si souvent répété. Mais, face à un orateur aussi redoutable que Bill Clinton, Bob Dole n'abordera pas la troisième épreuve en position de force.

Sylvie Kauffmann et Laurent Zecchini

## Se présentant comme l'héritier de Ronald Reagan, il a fait sien l'optimisme légendaire qui caractérisait l'ancien chef de l'Etat

blesse dans la lutte contre le terrorisme, il a affirmé que celui-ci avait « donné le feu vert à un Etat terroriste, l'Iran, pour étendre son influence en Europe », propos bien curieux au moment où les alliés européens de Washington renâclent devant les pressions américaines qui les somment d'isoler l'Irak.

Se présentant comme l'héritier de Ronald Reagan, Bob Dole a fait sien l'optimisme légendaire qui caractérisait l'ancien président : « Je me présente à vous testé par l'adversité. Je suis par principe un combattant, l'homme le plus optimiste d'Amérique, car la vie m'a ap-

le technicien de Washington, le législateur qui arpentait les couloirs du Capitole depuis trente-cinq ans, l'expert des négociations byzantines, le politicien à l'humour si sarcastique qu'il en est parfois mesquin. L'homme surtout qui pendant la campagne des primaires s'était révélé si déconnecté de l'Amérique profonde qu'il s'étonna publiquement du succès des baraganes de son rival Pat Buchanan sur l'anxiété économique de la population.

Pas une fois, dans ce discours d'investiture, Bob Dole n'a évoqué l'œuvre législative de toute une vie, celle à laquelle il a tourné le

augmenter la population active sans à ouvrir toute grande la frontière mexicaine, ce que ferait peut-être Jack Kemp, mais surtout pas Robert Dole. Difficile aussi d'accélérer les investissements qui ont déjà beaucoup augmenté et dont l'expérience prouve qu'ils dépendent de l'évolution du couple population active-progrès technique.

Reste alors pour donner quelques fondements aux souhaits de Jack Kemp à miser sur une accélération de la productivité globale. Hélas, celle-ci a plutôt tendance à se ralentir depuis vingt ans. Le progrès technique progresse à peine un peu plus de 0,5 % par an outre-Atlantique et il faudrait multiplier par quatre ce rythme pour doubler la production nationale des Etats-Unis au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Un miracle, peut-être. Une possibilité, sûrement pas.

Alain Verhulst

## L'impossible rêve de Jack Kemp

**S'IL ARRIVE** aux hommes politiques de se tromper, Jack Kemp, le colistier de Bob Dole, a sans doute battu une sorte de record en la matière. En déclarant que les Etats-Unis devaient se fixer comme objectif de doubler leur taux de croissance, il a plusieurs fois induit en erreur ceux qui l'ont entendu. L'économie américaine croît vite depuis quatre années et a créé plus de dix millions d'emplois. Son taux d'expansion depuis 1992 correspond à son rythme potentiel, soit 2,5 % l'an. Difficile de faire mieux. C'est déjà un tour de force pour Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, que de faire cheminer la production sur la voie étroite qui sépare forte activité et inflation. Une croissance de 4 à 5 % l'an doublerait le produit PIB des Etats-Unis en quinze ans !

Bien entendu, jamais de telles performances n'ont été réalisées durablement, surtout par des économies développées et rien d'autorisait à penser que cela puisse arriver un jour. Depuis la révolution industrielle, l'expansion s'est faite au rythme moyen de 2 à 2,5 % l'an, ce qui correspond à un doublement du produit national en trente-cinq ans. Adopter un impôt à taux unique comme le propose l'impétueux Jack Kemp, réduire la fiscalité sur le revenu de 15 % en trois ans, donnerait un coup de fouet à la consommation et par contre-coup à l'activité. Mais l'accélération qui en résulterait pendant deux ou trois ans ne se prolongerait pas.

Reste une ultime chance de « libérer l'économie de toutes années d'erreurs accumulées » qui serait d'agir sur les moteurs de la croissance : le capital et le travail. D'autre part, la productivité totale qui dépend surtout du progrès technique. Mais on voit mal comment

## Le nouveau gouvernement russe entend poursuivre les réformes

Le libéral Vladimir Potanine coiffa les affaires économiques

**MOSCOU**  
de notre envoyé spécial  
Mettant fin à un mois de spéculations et de manœuvres de couloirs, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a annoncé, jeudi 15 août, la composition de son nouveau cabinet. Pour manifester l'ancrage de la Russie à l'économie de marché, c'est un jeune banquier, Vladimir Potanine, trente-cinq ans, qui, nommé « premier vice-premier ministre », chapeautera désormais les questions liées à l'économie. Il remplace Vladimir Kadamnikov, représentant du lobby industriel et ancien directeur général des usines automobiles de la Voïga (VAZ) à Togliatti.

Proche d'Anatoli Tchoubais, l'actuel chef de l'administration présidentielle, M. Potanine s'est donné pour tâche d'enrayer la chute de la production industrielle (-5 % depuis janvier), de favoriser les investissements étrangers et de développer les activités du secteur bancaire. Issu du prestigieux Institut des relations internationales (Mgimo), il dirigeait, depuis 1993, Onexim Bank, une des cinq banques les plus importantes du pays.

Afin de tempérer la promotion du « libéral » Potanine, M. Tchernomyrdine a nommé un représentant du complexe militaro-industriel, Alexei Bolchakov, soixante-six

ans, au poste de « premier vice-premier ministre en charge de l'industrie ». Chargé, il y a deux ans, de présider à l'intégration économique de la Communauté des Etats indépendants (CEI), M. Bolchakov, qui a fait l'essentiel de sa carrière dans les communications à Saint-Petersbourg, coiffa un « super-ministère » de l'industrie. Il assurera l'interim de M. Tchernomyrdine.

Le troisième fauteuil de « premier vice-premier ministre », char-

gé des affaires sociales est revenu à Viktor Ilouchine, quarante-neuf ans, proche de Boris Eltsine depuis 1977. Originaire, comme le président, de la région de Sverdlovsk, M. Ilouchine avait, en juillet, perdu son poste de « premier » conseiller au sein de l'administration présidentielle lors de l'élection des durs de l'appareil. Sa nomination récompense un parcours sans faute pendant la campagne électorale ainsi que sa capacité à gérer les fai-

bles de son patron. C'est lui qui, en 1995, avait annoncé, avec tout le tact requis, l'hospitalisation de Boris Eltsine. Sa nomination devrait rassurer les syndicats, dont les menaces de grève à la rentrée se font insistantes. Il devra s'atteler à résoudre le problème du non-paiement des salaires, un fléau national qui paralyse « 96 500 entreprises » et touche entre « 15 et 17 millions de personnes », selon Troud, l'organe des syndicats.

Autre proche du président, Alexandre Livchits, cinquante ans, ancien conseiller économique, devient vice-premier ministre et reçoit le portefeuille des finances. C'est à lui qu'incombait la difficile tâche d'assurer une meilleure collecte des impôts, engrangés pour moins de 60 % au premier semestre de cette année - ce qui a été la cause du non-paiement des tranches de juillet et août des crédits du Fonds monétaire international, dont les experts sont arrivés le 13 août à Moscou. Ancien professeur d'économie, M. Livchits devra, en outre, mettre sur pied le projet de budget 1997, qui souffre comme les précédents d'une insuffisance des revenus par rapport aux prévisions.

Enfin, Oleg Davydov, vice-premier ministre et ministre des relations économiques extérieures, qui conduit les négociations sur la dette extérieure russe, conserve ses attributions, de même que Evgueni Iassine, à l'économie. Si plusieurs ministères (Industrie, énergie, santé, ressources naturelles) et la direction du FSB (ex-KGB) n'ont pas encore été pourvus, les principaux portefeuilles, à savoir les affaires étrangères, l'intérieur, la défense, restent aux mains respectivement d'Evgueni Primakov, Anatoli Koulikov et Igor Rodionov.

Marie Jégo

## Le général Lebed satisfait de ses entretiens en Tchétchénie

Le GÉNÉRAL Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité russe, a affirmé, vendredi 16 août, que les conversations qu'il avait eues, la veille au soir, avec les dirigeants indépendantistes tchéchènes, Zelimkhan Iandarbiyev et Aslan Maskhadov, « avaient été constructives et pleines d'espoir ».

La rencontre a eu lieu à Starye Atagi, dans le sud de la République, et le général a indiqué, selon Interfax, qu'il avait abordé « toutes les questions relatives à l'établissement de la paix », ajoutant que « les problèmes tchéchènes (devaient) être résolus par des moyens pacifiques ».

Les deux parties ont affirmé qu'un accord était intervenu concernant la création d'une commission pour la surveillance du cessez-le-feu. Selon les responsables indépendantistes, le général Lebed « a confirmé son intention de retirer les troupes du territoire tchéchène ». « Les efforts de paix de Lebed méritent les plus grands éloges », a déclaré M. Iandarbiyev. Le secrétaire du Conseil de sécurité a, par ailleurs, affirmé, jeudi, qu'il savait que était derrière les récents événements en Tchétchénie et a laissé entendre, rapporte Interfax, qu'il désignerait bientôt les coupables. « Il est entièrement clair qu'a déclenché les événements du 6 août (début de l'assaut des indépendantistes dans la capitale tchéchène, Grozny), qui a laissé les

combattants entrer en ville et dans quel but ». Il a indiqué qu'il nommerait « chacun d'eux » et qu'il annoncerait des changements dans « les structures gouvernementales chargées du conflit tchéchène » lors d'une conférence de presse, probablement vendredi après-midi à Moscou.

Sur le terrain militaire, la trêve, convenue mercredi entre les deux parties, reste fragile. Les indépendantistes tchéchènes maintiennent leur pression sur Grozny, et des attaques, lancées par les rebelles, dans la nuit de jeudi à vendredi dans la capitale, ont fait au moins deux morts et douze blessés dans les rangs russes. - (AFP Reuters.)

## M. Christopher défend la tenue des élections en Bosnie en septembre

**SARAJEVO**  
de notre correspondant  
Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, est venu à Sarajevo, jeudi 15 août, afin de confirmer les résultats de la conférence de Genève : la « République » séparatiste croate d'« Herzeg-Bosna » va être dissoute, et les élections générales du 14 septembre seront un succès. Tel était le message de la diplomatie américaine, tandis que tous les observateurs estiment, au contraire, que le processus de paix en Bosnie-Herzégovine est en train de dérailler vers une division du pays en trois territoires ethniques.

La journée avait pourtant bien commencé, puisque Warren Christopher a célébré la réouverture de l'aéroport de Sarajevo au trafic aérien civil. Le premier avion d'Air Bosna venait d'atterrir, en provenance de Turquie. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a salué « un nouveau pas vers la liberté », et M. Christopher s'est félicité que « cet aéroport, naguère encerclé, symbole à travers le monde de l'isolement de Sarajevo, [soit] le nouveau symbole de la réintégration de cette ville dans le monde ».

Après l'ouverture des routes en décembre dernier, la réunification de la ville en mars et la reprise du trafic ferroviaire en juillet, la remise en service de l'aéroport marque vraiment la fin du siège de la capitale bosniaque.

LE LAPUS DE M. IZETBEGOVIC

Alija Izetbegovic a profité de cette cérémonie pour exprimer sa satisfaction après l'accord intervenu cette semaine à Genève sur le renforcement de la Fédération croato-bosniaque. Les Croates se sont engagés à dissoudre l'« Herzeg-Bosna » le 31 août prochain, tandis que le gouvernement de Sarajevo abandonnera également certaines prérogatives. A partir du 1<sup>er</sup> septembre, les institutions fédérales devraient avoir, notamment, autorité sur les douanes et la police, qui étaient les garants de l'existence de cette « République » croate auto-proclamée. M. Izetbegovic a qualifié l'attitude croate de « retour en arrière », et a salué le « grand pas en avant » que constitue le renforcement d'une fédération quasi inexistante.

Le lapsus du président bosniaque n'aura toutefois échappé à personne, tant la dissolution parallèle d'institutions républicaines inquiète les défenseurs d'une Bosnie unitaire. « Je me félicite de la disparition de la Bosnie-Herzégovine... euh... euh... de l'Herzeg-Bosna... », a-t-il déclaré. Si les Croates ont, sans aucun doute, cédé aux pressions américaines, l'accord de Genève n'a pas rassuré l'opposition bosniaque, qui soupçonne régulièrement Alija Izetbegovic d'accepter la division du pays en entités ethniques et de se satisfaire, pour sa part, d'un Etat musulman.

Warren Christopher, venu à Sarajevo afin d'encourager les Bosniaques à s'engager dans le processus électoral, a parlé du scrutin comme d'« un tournant crucial sur la route difficile de la paix », estimant que « le peuple bosniaque reprendra le pouvoir qui lui a été dénié durant quatre longues années par les troupes embusquées, les prisons, les chars et les mines ». Il a, toutefois, pu mesurer le peu d'enthousiasme des Bosniaques pour ces prochaines élections, alors que le pays demeure divisé par la haine séparatiste, et partiellement contrôlé par les « criminels de guerre ». Haris Silajdzic, le principal opposant musulman au président Izetbegovic, a annoncé son intention de boycotter le scrutin.

Précisant que son Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH) allait se retirer de la course électorale, M. Silajdzic a déclaré qu'il ne souhaitait pas participer à « une ratification du génocide ». L'opposition bosniaque estime que les élections vont conforter la position dominante des partis ethniques, et que les règles établies par la communauté internationale favorisent l'éclatement du pays.

Rémy Ourdan

# Les Chypriotes grecs de Dhérynia souhaitent la réconciliation malgré les affrontements meurtriers

La ligne de démarcation a été renforcée pour éviter de nouveaux heurts

Le manifestant tué, mercredi 14 août, à Dhérynia (à l'est de Nicosie) par un policier chypriote turc devait être enterré, vendredi

16 août, dans la petite ville voisine de Paralimni, trois jours après son cousin, qui avait été lynché à mort le 11 août. Les habitants grecs

de cette région orientale de Chypre sont pour la plupart des réfugiés de Famagouste, occupée depuis 1974 par l'armée turque.

## DHÉRYNIA (à l'est de Nicosie)

de notre envoyé spécial

A deux cents mètres, le drapeau turc qu'avait essayé d'arracher mercredi 14 août au pèril de sa vie, un jeune manifestant grec, flotte haut dans le ciel. Derrière, bien visible à l'œil nu, s'étale l'ancienne partie grecque de Famagouste, Varosha, ville fantôme depuis l'invasion turque de Chypre en 1974. De ce point d'observation de l'armée chypriote grecque, on comprend mieux la colère et le ressentiment de Solomou Solomou contre ce drapeau, symbole de son statut de réfugié. Cet ouvrier de vingt-six ans, qui avait quitté Famagouste à l'âge de quatre ans, vivait avec ses parents à Paralimni, à quelques kilomètres, dans une de ces cités dortoirs construites à la hâte par le gouvernement chypriote pour accueillir les quelque cent cinquante mille réfugiés de la partie nord de l'île occupée par les Turcs. Son geste, « totalement spontané », selon un témoin, lui a coûté la vie et a ravivé l'amertume de tous les réfugiés qui peuvent chaque jour contempler à loisir, mais derrière des barbelés, leurs anciennes maisons.

## « COLÈRE ET INJUSTICE »

A Paralimni, petite ville de douze mille habitants, où Solomou sera enterré, vendredi 16 août, en fin d'après-midi, trois jours après son cousin, le frère, Nicos Vitis, a décrié un deuil de quarante jours et tous les drapeaux sont en berne. « Le conseil municipal va décider comment honorer ces deux héros martyrs », affirme M. Vitis. « La douleur et la colère dominent, confie-t-il, mais j'ai demandé à tout le monde de rester calme et de ne plus manifester près de la ligne de front. » Le drame a visiblement surpris les Chypriotes grecs qui n'avaient pas imaginé que les armes parleraient.

Tout en rendant hommage aux victimes, beaucoup au fond déplorent l'action des manifestants qui

ont franchi la zone-tampon au risque de créer des troubles graves, que personne, ici, ne souhaite. « Nous devons manifester pour protester contre l'occupation, mais il ne fallait pas violer la zone-tampon, car maintenant on a deux morts et que va-t-il se passer ? », s'interroge Théoniza, une veuve de quatre-vingts ans, qui ne veut pas revivre sa fuite de 1974 et les vingt-deux jours qu'elle a passés dans la base britannique de Dhékella.

Curé de Paralimni depuis 1974, date de sa fuite de Famagouste, le Père Evelthon Charalambous comprend les manifestants « qui étaient simplement allés crier contre l'occupation, sans armes et sans même revendiquer leurs biens ». « Moi, dit-il,

distingue soigneusement l'armée et les colons turcs, des Chypriotes turcs, qui ne sont pas nos ennemis », dit-il. « Ce ne sont pas des Chypriotes turcs qui ont tiré, affirme-t-il péremptoirement, ce sont des militaires turcs. » Est-il prêt à revivre avec les Chypriotes turcs ? « Je ne comprends pas ceux qui affirment que c'est impossible, répond-il, j'ai passé toute ma jeunesse avec eux, ils étaient mes amis et ils pourront l'être demain. » Les quelques dizaines de Chypriotes turcs qui, employés dans le bâtiment, traversaient chaque jour la ligne de démarcation pour venir travailler à Paralimni ont toutefois cessé de le faire depuis dimanche. « Eux ont peur et nous avons peur des réactions »,

chacun se remémore la balle en ignorant les drames humains. « Akis toutefois, comme la grande majorité des Chypriotes grecs, ne veut pas la guerre. « Nous pouvons trouver une solution », dit-il.

Le maire de Paralimni croit, lui aussi, en une solution négociée à travers l'ONU bien qu'il avoue sa « déception » de voir le Conseil de sécurité « traiter sur le même pied des manifestants désarmés et pacifiques et l'armée turque ». Nicos Vitis croit, toutefois, que la situation va se calmer. « Ce n'est pas de notre intérêt de faire monter la tension, dit-il. Ce sont les Turcs qui veulent cela, mais on ne va pas tomber dans leur piège. » L'arrivée des islamistes au pouvoir à Ankara a durci les choses, selon M. Vitis, qui estime qu'ils sont « plus extrémistes et intolérants » que les gouvernements précédents.

En attendant, pour éviter tout nouvel incident, M. Vitis a demandé et obtenu des renforts de police dans sa ville. Sur la ligne de démarcation, jeudi après-midi, les travaux allaient aussi bon train pour prévenir toute nouvelle infiltration.

Des camions de la police amenaient des barrières de fils de fer barbelés d'un mètre cinquante de haut que des hommes disposaient dans les champs jouxtant le poste de Dhérynia. C'est par là que, mercredi, deux cent cinquante manifestants environ avaient débordé le triple cordon d'environ trois cents policiers qui avait été mis en place. Torse nu, les soldats chypriotes grecs renforçaient aussi leurs bunkers de sacs de sable, alors que des jeeps de l'ONU patrouillaient dans le secteur et qu'une activité fébrile était visible du côté turc.

A la veille des obsèques de Solomou Solomou, les autorités chypriotes grecques semblent avoir pris la mesure du danger et paraissent disposées à tout faire pour empêcher un enlèvement de violence aux conséquences imprévisibles.

Françoise Chépeaux

## Les offres turques de dialogue

M. Tansu Ciller, ministre des affaires étrangères turc, s'est rendu, jeudi 15 août, au nord de Chypre, où elle a appelé à la reprise des discussions entre Chypriotes turcs et Chypriotes grecs. « Nous demandons au secrétaire général des Nations unies d'organiser une réunion entre les deux dirigeants chypriotes », le président Glafkos Clerides et le dirigeant chypriote turc Rauf Denktash, a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse dans le secteur turc de Nicosie. M. Ciller avait auparavant affirmé : « Nous sommes pour la paix à Chypre, mais nous ne tolérons pas de violation de frontière », et elle avait menacé quiconque touche au drapeau turc de « lui briser les mains ».

De son côté, M. Denktash a déclaré, jeudi à la BBC, que la crise pourrait être réglée si la majorité chypriote grecque acceptait un système fédéral dans lequel les deux communautés seraient politiquement égales. Il a proposé des discussions sur un « système fédéral bicommunautaire » qui, a-t-il dit, a le soutien des Nations unies.

Je suis maintenant ici, je vois ma maison chaque jour et je n'ai pas le droit d'y aller. Comment n'éprouverais-je pas un sentiment de colère et d'injustice ? Pour le Père Charalambous, la manifestation de mercredi s'est faite aussi en réaction à « la passivité de l'ONU et des grandes puissances. Les gens n'ont pas compris qu'elles ne condamnent pas le lynchage barbare, dimanche, de Tassos Isaac. Selon eux, cela signifiait que les Grands justifiaient l'action turque ».

Comme la plupart des personnes rencontrées, le Père Charalambous

confie le Père Charalambous.

« Dans leur majorité, les Chypriotes turcs sont très bien », affirme pour sa part Akis, un comptable de Trodos, venu en famille à Dhérynia, voir les lieux du drame. « Le problème, dit-il, c'est l'armée turque et les gens qui sont venus avec elle. » Pour Akis, les derniers événements s'expliquent par la frustration de vingt-deux ans d'attente sans solution. « Les Grands promettent, promettent et on ne voit rien. Le drame des disparus - 1 619 personnes - n'est pas résolu, les réfugiés ne peuvent pas regagner leurs foyers et

## Le premier ministre israélien s'est mis à dos les Palestiniens, ses colons et son gouvernement

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Bien sûr » semble être le leitmotiv du gouvernement du premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, pour ce qui concerne les négociations avec l'Autorité palestinienne. Le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, a annoncé, jeudi 15 août, qu'il se réunirait « bientôt » avec le dirigeant de l'OLP Yasser Arafat pour lui parler du nouveau plan de « redéploiement » de l'armée israélienne à Hébron, présenté le jour même en petit comité au chef de l'exécutif.

« C'est la confusion. Nétanyahou ne sait pas quoi faire. Résultat, il ne fait rien. En ce moment nul n'est au pouvoir en ce pays », n'hésite pas à dire Yaron Ezrahi, chercheur à l'Institut démocratique d'Israël. D'autres, comme l'éditorialiste du quotidien Haaretz, imputent au premier ministre la ferme intention de « détruire les accords d'Oslo, en utilisant la tactique du salami : trancher par tranches ». L'un des plus importants chroniqueurs politiques du pays, Nahoum Barnea, faisait au contraire, il y a quelques jours, l'éloge du gouvernement pour avoir réussi à « désamorcer un début de front arabe contre Israël ».

Le « redéploiement » de Tsahal à Hébron est reporté à octobre au plus tôt, après les vacances juives de septembre. M. Nétanyahou le fait dépendre de la fermeture de trois institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, dont la Maison d'Orient, siège officiel de l'OLP. Le plan soumis par M. Mordechai au premier ministre assure un plus grand contrôle du centre-ville par l'armée israélienne, en particulier au Caveau des Patriarches. Il prévoit la création d'un « couloir de sécurité » entre les quatre cents colons qui

y vivent et les habitants de l'implantation juive voisine de Kiryat Arba et permet la poursuite « à chaud » d'éventuels suspects dans les zones palestiniennes.

Désorienté, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a envoyé, mercredi, une lettre au président américain Bill Clinton, lui demandant de forcer M. Nétanyahou à respecter les engagements pris par ses prédécesseurs. Il a aussi dénoncé la décision prise par l'Etat juif d'installer trois cents maisons mobiles dans des implantations de Gaza et de Cisjordanie. Dans les territoires

autonomes, la pression monte et les islamistes sont les seuls à proposer un plan d'action, ne serait-ce qu'en « posant des clous et des barrières sur les routes des colons », a suggéré Mahmoud Zahar, porte-parole du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, à Gaza.

Les colons, eux, trouvent M. Nétanyahou trop mou. Quant aux ministres et à l'armée, ils lui reprochent ses méthodes de travail « en solitaire ». Entouré de son principal émissaire auprès des pays arabes, Dore Gold, et de son directeur de cabinet, Dany

Naveh, M. Nétanyahou décide seul de la marche à suivre du gouvernement. L'état-major de l'armée, déjà pénalisé par de sévères coupes budgétaires, est lui aussi tenu à l'écart des décisions. Qui plus est, le procureur général, Michal Ben-Yair, qui, la semaine dernière, avait provoqué la démission du ministre de la justice, Yaacov Neeman, pour obstruction à la justice, a accusé jeudi le député et maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, l'un des fidèles de M. Nétanyahou, de fraude lorsqu'il était trésorier du Likoud, en 1988. - (Interim.)

Françoise Chépeaux

## Une partie de l'opposition participera aux élections libanaises

### BEYROUTH

de notre correspondant

Bien que les dés en soient pipés, les élections libanaises, qui commencent dimanche 18 août, n'en revêtent pas moins une signification politique majeure. Ne serait-ce que parce que les personnalités et formations de l'opposition dites « de l'intérieur » - par opposition à ceux qui, de l'étranger, ont prôné leur boycottage - ont décidé d'y participer. Le scrutin, qui s'étendra sur cinq dimanches, a lieu selon le système majoritaire plurinominal à un seul tour.

Le prochain Parlement, comme celui auquel il succède, sera un instrument entre les mains de la Syrie, dont l'hégémonie sur le Liban s'ancre au fil des ans. L'épisode de l'invalidation de la loi électorale par le Conseil constitutionnel, puis de son maintien sur injonction de Damas, au prix de violations encore plus flagrantes de la Constitution, a mis les points sur les « i » pour le cas où c'eût été nécessaire.

Mais ce Parlement comptera une opposition qui, comme le faisait déjà une poignée de députés dans

l'Assemblée sortante, critiquera ouvertement le pouvoir et, par-delà, son tuteur syrien - qui tolère cette attitude. Contrairement à ce qu'ils avaient fait lors de la précédente consultation en 1992, les opposants « de l'intérieur » chrétiens se sont lancés à fond dans la bataille, et c'est à une foire d'empoigne que l'on assiste dans toutes les circonscriptions. De cinq à dix candidats se disputent chaque siège.

### DUEL AMAL-HEZBOLLAH

Chez les musulmans sunnites, l'entrée en lice à Beyrouth du premier ministre Rafic Hariri, à la recherche d'une légitimité populaire qui ne repose pas sur sa seule fortune, ni sur ses relations avec la Syrie et d'autres pays arabes, a donné du relief à une compétition jusque-là ronronnante. Ses concurrents directs sont l'ancien chef de gouvernement Sélim Hoss, et Tammam Salam, fils de l'ex-premier ministre Saeb Salam. M. Hariri prend des risques, car un demi-succès serait pour lui un grave échec.

Les tentatives de conciliation entre le mouvement chiite Amal, dont le chef est le président du Parlement, Nabih Berri, et le Hezbollah pro-iranien ayant échoué, la bataille aura lieu entre ces deux formations pour la conquête des sièges dévolus à leur communauté.

Chez les druzes, on assiste à une résurgence des rivalités entre les clans Joumblatt et Arslane, malgré la prépondérance du premier. Un taux de participation d'un tiers des inscrits est prévu. Il était de 13 % en 1992.

Ayant verrouillé le jeu à travers des listes dominantes où elle a placé ses hommes, la Syrie pourrait même souhaiter voir certains de ses poulains, notamment M. Hariri, arriver quelque peu affaiblis au Parlement. Dans tous les cas de figure, quelque cent députés, sur les cent vingt-huit sièges du Parlement, seront à la dévotion de Damas. Les élections libanaises ne sont peut-être plus qu'un rite, mais la Syrie y sacrifie.

Lucien George

## Légère augmentation de l'inflation aux Etats-Unis

WASHINGTON. Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en juillet par rapport à juin. En un an (juillet 1996 comparé à juillet 1995), la hausse est de 3 %. En juin, les prix avaient augmenté de 0,1 %. Cette accélération, qui s'est produite malgré une baisse des coûts de l'énergie, s'explique en grande partie par les prix alimentaires (+0,5 % en un mois), notamment ceux des produits laitiers. Elle a provoqué une légère tension sur les taux obligataires, les marchés y voyant les premiers signes d'une accélération de l'inflation. Par ailleurs, la production industrielle a progressé de 0,1 % en juillet, après 0,6 % en juin, a annoncé, jeudi 15 août, la Réserve fédérale. Sur un an (juillet 1996 comparé à juillet 1995), la hausse est de 3,8 %. La progression de juillet est due à une hausse de 4,3 % de la production automobile. En juillet, les capacités de production dans l'industrie ont été utilisées à 83,2 %, contre 83,4 % en juin, ce qui semble indiquer un léger ralentissement de l'activité aux Etats-Unis. - (APR)

## Une arrestation de Megawati Sukarnoputri de plus en plus évoquée en Indonésie

DIJAKARTA. Les autorités évoquent de plus en plus la possibilité d'une arrestation de Megawati Sukarnoputri, figure de proue de l'opposition indonésienne, interrogée jeudi 15 août, par la police pour la deuxième fois en moins d'une semaine. Officiellement, la fille du président fondateur de l'Indonésie est interrogée en tant que complice dans une affaire d'insultes au chef de l'Etat, dont l'accusé principal, Budiman Sujatmiko, est également accusé d'avoir fomenté les émeutes de la fin juillet à Djakarta. Le président Suharto vient de déclarer à des journalistes japonais que l'éventuelle décision d'arrêter M<sup>me</sup> Megawati sera prise sur une base légale. - (APR)

### AFRIQUE

■ BURUNDI : le premier convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) vers le Burundi depuis l'annonce, le 31 juillet, de l'imposition d'un embargo par les pays voisins, est arrivé jeudi 15 août dans le nord du pays, venant de Tanzanie. Un autre convoi est prévu la semaine prochaine. - (APR)

■ GAMBIE : l'élection présidentielle, initialement prévue le 11 septembre, aura lieu le 26, a-t-on annoncé jeudi 15 août, après des consultations entre la commission électorale et les dirigeants militaires. Cette décision vise à laisser un peu de temps aux partis politiques, à nouveau autorisés depuis mercredi, pour faire campagne. - (Reuters)

■ RWANDA : le colonel Théoneste Bagosora, détenu au Cameroun et considéré comme un des principaux responsables présumés du génocide de 1994, et l'ancien ministre des transports, André Ntagarura, lui aussi détenu au Cameroun, ont été mis en accusation par le procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR), a annoncé le TPR, jeudi 15 août, à La Haye. - (APR)

### AMÉRIQUES

■ CUBA : le vice-ministre sud-africain des affaires étrangères, Aziz Pahad, en visite à La Havane, a critiqué, jeudi 15 août, la loi Helms-Burton, durcissant l'embargo économique imposé par les Etats-Unis à Cuba. Il a estimé qu'il existait des possibilités pour le secteur privé sud-africain de faire des affaires avec Cuba, notamment dans les domaines minier, de la pêche et du tourisme. - (Reuters)

■ ÉTATS-UNIS : la marine a récupéré deux nouveaux corps de victimes de la catastrophe du Boeing 747 de la TWA, qui a explosé il y a près d'un mois au large de Long Island (New York), a annoncé, jeudi 15 août, le Bureau national de la sécurité des transports. Cela porte à deux cent un le nombre de corps repêchés sur les deux cent trente passagers et membres d'équipage de l'appareil. - (APR)

### ASIE

■ CHINE : au Tibet, « plus de trois cents officiels ont déclenché une purge contre les moines dissidents de trois grands monastères, et demandé à plus de mille moines de signer des engagements d'allégeance politique, faute de quoi ils seraient expulsés de leurs monastères », selon un communiqué publié, jeudi 15 août, par l'organisation Tibet information network (TIN). Il s'agit des monastères de Drepung et Sera, près de Lhassa et de celui de Ganden, à 40 kilomètres à l'est de la capitale tibétaine. - (APR)

■ PAPAOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE : l'armée utilise du phosphore blanc contre les rebelles indépendantistes de l'île de Bougainville (extrême-est de la Papouasie), a affirmé Martin Miriori, porte-parole de l'Armée révolutionnaire de Bougainville, dans un communiqué publié jeudi 15 août à La Haye. Le phosphore blanc est un produit incendiaire proche du napalm. - (APR)

### EUROPE

■ BIÉLORUSSIE : le président Alexandre Loukachenko a annoncé, jeudi 15 août, le report de soixante et un élections partielles, prévues pour le 24 novembre, et l'organisation d'un référendum pour approuver sa politique d'inspiration soviétique et la nouvelle constitution. M. Loukachenko projette de faire passer son mandat de cinq à sept ans et de créer un nouveau Parlement bicaméral, lors du référendum fixé le 7 novembre. - (APR)

■ HONGRIE-ROUMANIE : un accord a été conclu, mercredi 14 août, pour signer en septembre un traité politique bilatéral réglant notamment le statut des minorités vivant dans la région, ont indiqué à Bucarest de hauts responsables des deux ministères des affaires étrangères. La signature du traité figure parmi les conditions que la Roumanie et la Hongrie doivent remplir en vue d'une possible admission au sein de l'Union européenne et de l'OTAN. - (APR)

■ HONGRIE : le ministre hongrois de l'industrie et du commerce, Imre Dunai, a présenté jeudi 15 août sa démission, acceptée par le premier ministre, a indiqué un responsable du cabinet du premier ministre. La démission serait la conséquence d'un désaccord avec le gouvernement concernant la hausse du prix de l'énergie. - (APR)

■ POLOGNE : le cardinal Jozef Glemp, primat, devant deux cent mille pèlerins réunis au sanctuaire de Czestochowa pour l'Assomption, a déclaré, jeudi 15 août, que l'actuel système « post-communiste » dans son pays était « temporaire ». Il a dénoncé le « penchant centriste » des ex-communistes au pouvoir, accusés de « se faire brillamment passer pour des Occidentaux en introduisant une morale qui se veut moderne ». - (APR)

### ÉCONOMIE

■ GRANDE-BRETAGNE : les prix de détail ont baissé de 0,5 % en juillet par rapport à juin (variation des taux d'intérêt immobiliers) exclus. Sur un an, la hausse des prix est de 2,8 %. L'indice du coût de la vie calculé en excluant les crédits immobiliers, les impôts directs et les droits d'accises (tabac, alcool) a baissé de 0,5 % d'un mois sur l'autre et a augmenté de 2,4 % sur un an. Le mois de juillet a été marqué par une forte baisse des prix des produits alimentaires, des vêtements et des chaussures. Ces statistiques montrent que le gouvernement devrait parvenir à ramener le taux annuel d'inflation (hors immobilier) au-dessous de 2,5 % dans le courant de l'année prochaine. - (APR)

## AMÉNAGEMENT

est, publiée le 15 août, dans les cotations sur les cotations des pressions atmosphériques.

En dix ans, la météo

## ANALYSE

Depuis l'été 1995, la météo a été marquée par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Exemple : la météo a été marquée par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

Les monstres de la météo ont été marqués par une série de phénomènes exceptionnels : une sécheresse prolongée, une canicule, une tempête, une inondation, une éruption volcanique, une épidémie de grippe, une épidémie de choléra, une épidémie de typhoïde, une épidémie de paludisme, une épidémie de malaria, une épidémie de dengue, une épidémie de Zika, une épidémie de Chikungunya, une épidémie de Ebola, une épidémie de Marburg, une épidémie de Nipah, une épidémie de SARS, une épidémie de H1N1, une épidémie de H5N1, une épidémie de MERS-CoV, une épidémie de COVID-19.

مكتبة من الأصل



**AMÉNAGEMENT** La loi littoral, publiée le 3 janvier 1985, produit, dix ans après, des effets visibles sur les côtes françaises, en dépit des pressions des promoteurs

immobiliers et des tentatives de contournement de quelques élus locaux. **ANTOINETTE RUFENACHT**, maire (RPR) du Havre et présidente de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL), réclame de la sou-

plasse dans la mise en œuvre des dernières dispositions réglementaires, faisant valoir que les arbitrages entre protection du littoral et

développement économique doivent tenir compte des spécificités locales. **CET ARGUMENT** est au centre de la crise municipale que traverse l'île d'Yeu, en Vendée, dont les

élus ont démissionné pour protester contre l'application de la loi préconisée par la préfecture et susceptible d'aggraver les difficultés économiques des artisans de l'île.

## En dix ans, la loi littoral a contribué à préserver les côtes françaises

L'application du texte se heurte à la résistance de certains élus, qui demandent une plus grande liberté. A l'île d'Yeu, son entrée en vigueur provoque une crise et entraîne l'organisation, dimanche, d'une élection municipale partielle

de nos correspondants  
Depuis janvier 1986, le littoral a « sa » loi, qui pose pour principe général l'interdiction de toute construction nouvelle à l'intérieur d'une bande de 100 mètres à partir du rivage. Même s'il a fallu attendre plusieurs années pour que les premiers décrets soient publiés, cette loi a changé la donne dans les régions littorales soumises à une forte spéculation immobilière. Avec une efficacité variable selon les régions et en fonction de l'ampleur des dégâts déjà causés par l'urbanisation sauvage, la loi, dix ans après sa publication, limite la liberté de manœuvre des « bétonneurs ».

Exemple : le Var. Le 5 août, le Conseil d'Etat a annulé le plan d'occupation des sols (POS) d'Hyères ; il a suivi le tribunal administratif de Nice qui, en 1992, avait notamment débouté des habitants de la presqu'île de Giens contestant la loi littoral. Jugant sur la forme, le Conseil d'Etat a sanctionné la ville, qui s'était contentée d'aménager son POS après une annulation pour vice de forme en 1988. Excess de zèle ? « Pas du tout », rétorque un ingénieur de la direction département-

ale de l'équipement (DDE), pour qui la loi « a le mérite de globaliser les problèmes tout en les hiérarchisant ». « Transformer les 430 kilomètres de côtes variées en marais était passé dans la norme pour certains élus ou bétonneurs, ajoute le fonctionnaire. On peut dire que depuis la loi nous sommes entrés dans un nouveau type de culture qui, fatalement, s'édifie au détriment de la seule logique économique ».

Sur les quarante-deux articles de la loi, deux retiennent plus fréquemment l'attention : ceux qui imposent un contrôle du préfet pour les extensions limitées de l'urbanisation dans les départements, comme le Var, qui ne disposent pas de schéma directeur d'aménagement et qui visent la « préservation des sites naturels remarquables ou caractéristiques », aussi nombreux que convoités dans le premier département de France au plan de la fréquentation touristique. Ces dernières années, de grosses opérations ont fait les frais des deux articles hémis des bâtisseurs : Cap Esterel (100 000 m<sup>2</sup> pour un programme de 7 000 lits), la ZAC de Perdigon entre Cavalaire et La Croix-Valmer

(87 000 m<sup>2</sup> ramenés à 35 000 m<sup>2</sup>), celle du golfe de Gassin (44 000 m<sup>2</sup> ramenés à 25 000 m<sup>2</sup>), la ZAC de la Tessonnière sur la commune du Rayol-Canadel (25 000 m<sup>2</sup>) ou Port-Fréjus (150 000 m<sup>2</sup> à l'origine). Passe-droits et dérogations ne sont plus de mise dans les 31 communes variées (sur 153) où s'appliquent les rigueurs de la loi. Une seule a été enregistrée en dix ans : c'était en 1993, à l'occasion de la construction de la station d'épuration des eaux usées intéressantes. 7 communes de l'agglomération toulonnaise, soit 260 000 personnes. Les écologistes avaient introduit une dizaine de recours contre cette construction, en cours de réalisation en bordure de mer sur les falaises du cap Sicié, un site de 200 hectares classé depuis 1938.

### DRACOMIENNE

Pour ne pas bloquer les travaux dans lesquels 150 millions de francs avaient déjà été investis, le sénateur (PR) François Trucy avait introduit un amendement qui devait donner lieu à une dérogation autorisant depuis, « à titre exceptionnel, les stations d'épuration d'eaux usées avec rejets en mer non liés à une

opération d'urbanisation nouvelle ». La loi littoral est draconienne, mais les responsables de la DDE voient toujours arriver dans leurs bureaux les mêmes promoteurs avides de béton et d'espace. Aujourd'hui, rien n'y fait : au cours des sept dernières années, sur 1 million de mètres carrés sollicités dans le cadre de trente-six programmes répartis sur 16 communes littorales, 340 000 m<sup>2</sup> seulement ont été autorisés.

La situation de la Corse est bien différente. Difficile de dire si les attentats du FLNC ont complètement dissuadé les candidats à la construction sur le bord de mer. Une chose est sûre : à l'inverse de ce qui se passe pour l'immobilier touristique, la spéculation foncière s'y poursuit depuis vingt ans. Le grand domaine littoral, vierge de constructions récentes, notamment dans l'extrême Sud, continue de se vendre, tout en produisant des plus-values importantes. Les principaux clients intéressés par ces « placements » sont des compagnies d'assurances.

Pour le reste, la loi littoral connaît des fortunes diverses. Les conditions de sa bonne application dépendent de l'existence ou non

de documents d'urbanisme. Ainsi, les POS actuellement en cours d'élaboration dans plusieurs communes littorales sont contestés en raison de constructions prévues en bord de mer. A Bonifacio, Serra-di-Ferro, Leca di Porto-Vecchio, Santa-Maria-Poggio ou, plus au nord, à Nanza dans le Cap ou à l'Arinella sur la commune de Bastia, les POS font l'objet d'une opposition formelle.

### L'INTERPRÉTATION

« Si les élus n'appliquent pas la loi, il faut que les représentants de l'Etat fassent le nécessaire », confie Michèle Salotti, militante écologiste et chef de file des défenseurs de l'environnement en Corse.

Espoir innocent dans cette région où l'Etat de droit est souvent réputé absent ? Apparemment pas : « Nous sommes confiants, depuis que la Cour de cassation a tranché favorablement à notre thèse, dans l'affaire de l'Alba Serena », assure M<sup>me</sup> Salotti. Il s'agissait d'une opération immobilière de plusieurs milliers de mètres carrés construits sur le littoral de la côte orientale. Une partie de cette implantation a été réalisée à l'intérieur de la bande des cent mètres du domaine

public maritime. Poursuivis devant les tribunaux, les promoteurs ont obtenu gain de cause devant la cour d'appel, en juin 1994. Mais la Cour de cassation a donné raison au pourvoi interjeté par le procureur général de Bastia.

Cette affaire, aujourd'hui en attente d'une nouvelle décision du tribunal de Montpellier, pose la question de l'interprétation de la loi. Trois maisons construites dans une même zone suffiraient à définir le caractère urbain du foncier. Dès lors, en Corse, l'existence d'un habitat rural traditionnel, souvent en ruine et abandonné, sert de prétexte à l'indication cadastrale d'implantation immobilière suffisante au développement d'autres constructions. Ce mitage des sites que la loi littoral devrait combattre prioritairement peut, paradoxalement, se trouver justifié par une certaine interprétation des textes.

A l'opposé géographique de la Corse, en Loire-Atlantique, la loi littoral n'a plus guère d'utilité, si ce n'est pour limiter les gros projets immobiliers, par exemple en étouffant dans l'oeuf la réalisation sur la pointe Saint-Gildas, à l'extrémité de l'estuaire de la Loire, d'un port en eau profonde de 800 places jouxtant un complexe immobilier de 7 000 lits. Car, entre Piriac, aux franges de la Bretagne, et Bourgneuf-en-Retz, aux portes de la Vendée, 95 % de l'espace littoral sont déjà urbanisés dans des conditions souvent aberrantes, à néo, stigmatisées par le géographe Jacques Lecoq dans son livre récent *La Bretagne ou l'environnement égaré* (Editions Nature et Bretagne).

Du coup, le débat entre aménagement et protection de la nature s'est porté sur l'estuaire de la Loire, entre Saint-Nazaire et Nantes. Les projets d'extension du port autonome sur le site de Donges-Est suscitent les protestations des écologistes, qui dénoncent la destruction de zones humides à haut intérêt faunistique et floristique. Le plan « Loire grandeur nature », lancé par le gouvernement en 1994, et la législation européenne sur la protection des oiseaux ont balisé ce débat qui reste très vif.

Au sein de la zone de protection spéciale de 16 500 hectares, soumise à l'agrément de Bruxelles, les aménagements seront désormais très réglementés, voire impossibles. Dans cette « écharpe verte », sur laquelle le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire s'extend désormais toute visée, l'établissement doit réaménager 2 000 hectares en zone humide et les remettre au Conservatoire du littoral en compensation des remblayages effectués sur Donges-Est.

Sur un estuaire très fragile, cœur d'un bassin hydrologique de 40 000 hectares d'intérêt international pour la reproduction des poissons et la migration des oiseaux, la gestion des espaces restera, quoi qu'il en soit, un problème épineux. Les besoins de terrain du port, qui veut allonger ses quais et développer une plate-forme logistique multimodale, les investissements d'Elf sur sa raffinerie de Donges, de Gaz de France sur le terminal méthanier de Montoir et d'EDF sur la raffinerie de Cordemais, en attendant peut-être la centrale nucléaire du Carnet, créent une pression croissante.

Le programme concerté d'aménagement, de développement et de protection de l'estuaire de la Loire, rédigé par l'Etat, ne sera pas de trop pour élaborer une directive territoriale d'aménagement (DTA) fixant les grandes infrastructures à réaliser et redonnant à l'Etat la haute main sur l'avenir de l'estuaire de la Loire, même si élus et organismes consulaires ont eu leur mot à dire.

José Lenzini, Michel Codacci-Pisanelli et Adrien Favreau

## La révolte des maçons de l'île d'Yeu

ILE D'YEU (Vendée)  
de notre envoyée spéciale

Les touristes qui débarquent chaque jour par centaines sur l'île d'Yeu, au large de la Vendée, ne voient rien d'une campagne électorale que les candidats ont voulu discrète : en plein milieu du mois d'août, soucieux de ne pas donner en spectacle, ils ne distribuent pas de tracts et ne tiennent pas de réunions publiques. Pourtant, l'île vit une crise qui devrait se dénouer, dimanche 18 août, avec le premier tour d'une élection municipale partielle : le 13 juin, le maire (div. droite) Jean-Claude Bernard, élu en 1995, a remis sa démission, suivi de l'ensemble du conseil municipal, afin d'appuyer les revendications des entrepreneurs du bâtiment de l'île (73 entreprises, 265 salariés), inquiets d'une stricte application de la loi littoral. Car c'est la mise en conformité du plan d'occupation des sols (POS) de l'île d'Yeu avec cette loi de 1985 qui est à l'origine du malaise.

En avril, les maçons avaient déjà bloqué la navette maritime avec le continent, pour protester contre l'attitude de la préfecture de La Roche-sur-Yon, opposée à l'octroi d'une série de permis de construire par le maire. Le 13 juin, ils ont séquestré pendant dix heures huit fonctionnaires des services de l'Etat à l'occasion d'une réunion de la commission de révision du POS.

Les difficultés d'application de la loi littoral sont évoquées en priorité par la liste de droite menée par Jean-Claude Orsonneau, ex-premier adjoint du maire démissionnaire, qui a choisi de ne pas se représenter. Le thème est d'autant plus porteur que les dispositions de la loi sont mal connues des élus qui, pour

beaucoup, la perçoivent comme une « complication inutile ». De fait, l'île d'Yeu, en dépit des cinquante à quatre-vingts permis de construire délivrés chaque année depuis 1990, offre encore un littoral préservé du « bétonnage », qui a défiguré une partie de la côte vendéenne sur le continent.

La liste menée par M. Orsonneau compte nombre de professionnels de la pêche et du bâtiment, longtemps les deux mamelles de l'économie igoënnaise. Donnée favorite, cette liste souhaite avant tout le maintien du POS adopté en 1990, qui prévoyait l'ouverture à une urbanisation progressive, après aménagement, des terrains de plusieurs zones proches des principaux hameaux.

### UN MALAISE PLUS PROFOND

« Il est vrai qu'on y a trop souvent construit avant de procéder à l'aménagement des terrains », admet Stéphane Vignaud, quatrième de la liste. « Mais, continue-t-il, tout s'est fait avec l'accord de la préfecture qui, du jour au lendemain, change les règles du jeu sans se soucier des difficultés économiques du bâtiment ».

« La préfecture tire argument de la loi littoral, de la loi Barnier sur les paysages et de la loi sur l'eau pour revenir sur les concessions faites, au nom de l'insularité, à l'île d'Yeu, et qui ont donné lieu à trop de dérapages », rétorque Michel Guillebeau, président de l'office de tourisme et membre de la liste de gauche conduite par Maurice Coustoulières, conseiller municipal sortant. Pour M. Guillebeau, ancien adjoint de Pierre Crochet, maire (div. gauche) de 1983 à 1995, « la loi littoral est un épouvantail agité au nez des électeurs pour occulter les

véritables enjeux de l'avenir de l'île ». « Entre un professionnel de la pêche n'est plus un critère de compétence », estime-t-il, en soulignant la méconnaissance par ses adversaires des questions de finances locales, d'assainissement et d'élimination des déchets, alors que ces dossiers seront le lot quotidien de la future municipalité.

La crise provoquée par la loi littoral révèle une malaise beaucoup plus profond : s'y mêlent le déclin structurel de la pêche, la place accordée au tourisme dans le développement économique, les effets pervers de la spéculation foncière, la coexistence méfiante des Ogiens et des résidents secondaires, et même le contenu à donner à la notion d'insularité. Les contraintes de la loi, qui tout le monde approuve sur le fond – à condition de l'adapter aux dimensions (11 kilomètres de long, 4 de large, 2 332 hectares) et aux caractéristiques de l'île (5 000 habitants l'hiver, 25 000 l'été, 2 300 résidences secondaires sur 4 300 habitations) – ont mis au jour le mal-être d'un territoire longtemps habité à l'argent facile, quand la pêche rapportait gros et que les continents achetaient maisons et terrains sans regarder à la dépense.

Déçu par le mandat élargi du maire sortant, beaucoup d'Ogiens font part de leur difficulté à choisir un nouvel élu capable de faire traverser à l'île cette double crise économique et identitaire. Même l'ombre de Philippe de Villiers, président du conseil général de Vendée, actuellement en vacances ici, où il jouit d'une certaine popularité parmi les marins, ne suffit plus à les rassurer.

Pascal Sauvage

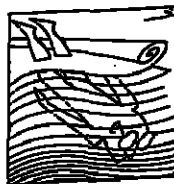
## Le tribunal de Nice crée la jurisprudence Calderaro

La compétence territoriale du tribunal administratif de Nice couvre la côte méditerranéenne, des Alpes-Maritimes au Var. Cette situation en fait une juridiction pointue et scrupuleuse sur l'application de la loi littoral : 10 % des dossiers d'urbanisme traités par la 2<sup>e</sup> chambre y ont trait. Outre les préfets, qui exercent le contrôle de légalité sur les projets des communes, de plus en plus de particuliers – notamment des retraités, plus disponibles – et d'associations de défense déposent des recours.

Norbert Calderaro, auteur d'un livre aux éditions Le Moniteur, *Le Droit du littoral*, est vice-président depuis trois mois de la juridiction niçoise, après avoir été dix ans commissaire du gouvernement. En défendant avec constance la loi littoral, en annulant des permis de construire, le tribunal administratif de Nice a établi une « jurisprudence Calderaro ». A la faculté de droit, on est délivré un DEA de droit immobilier, un professeur de droit public, Hubert Charles, s'est également spécialisé dans la loi littoral. (Corresp.)

## Une longue course contre la montre

LA CRÉATION du Conservatoire du littoral en 1975, l'entrée en vigueur de la loi littoral onze ans plus tard, sous l'impulsion du secrétaire d'Etat à la mer de l'époque, Guy Lengagne, ont permis aux défenseurs des côtes de l'Hexagone de marquer quelques points dans la course



contre la montre qui les oppose depuis des décennies aux « bétonneurs ». Dans l'entourage du ministre de l'environnement, Corinne Lepage, on estime que le Conservatoire a été créé au bon moment : dix ans plus tard, et à fortiori aujourd'hui, il aurait été trop tard. Quant à la loi littoral, elle a eu « incontestablement des effets positifs ».

Pourtant, la lutte pour la préservation du littoral est un combat sans fin. Confrontés dans ces zones sensibles aux appétits des promoteurs – qui paraissent insatiables

jusqu'au début de la crise de l'immobilier –, les élus apprécient peu les entraves législatives à leur liberté et montrent plus souvent une âme de bâtisseurs que d'écologistes. Compte tenu des délais administratifs et des difficultés d'interprétation d'un texte complexe, parfois imprécis, la mise en conformité des plans d'occupation des sols (POS) avec la loi de 1985 est toujours en cours. La manifestation de mauvaise humeur des élus de l'île d'Yeu s'inscrit dans ce contexte.

Président de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL), Antoine Rufenacht, nouveau maire (RPR) du Havre et président de la région Haute-Normandie, pense qu'il ne faut pas « remettre en chantier » la loi. Mais il demande une « certaine souplesse » dans sa mise en œuvre. L'ANEL demande la sortie de textes d'application supplémentaires, après « une concertation aussi large que possible » avec des élus, les seuls à avoir la « connaissance du terrain ». M. Rufenacht fait ainsi valoir que l'arbitrage

entre protection et développement économique doit tenir compte des spécificités locales.

Certains conseillers du gouvernement rejoignent les élus au moins sur un point : « Les maires de communes littorales, admettent-ils, ne sont pas encouragés financièrement à préserver le littoral. Les gens ne sont même pas incités à un comportement neutre ».

### LE TOURISME ÉVOLUE

Schématiquement, un maire « bétonneur » est gagnant sur tous les tableaux, sauf celui de la vertu et du paysage : tout en donnant du travail à ses artisans, commerçants, chefs d'entreprise..., il accroît à coup sûr, par le biais de la taxe professionnelle et des impôts locaux, la richesse de sa commune. Le maire qui préserve sa portion de côte voit, lui, échapper cette manne. Pis, contre toutes les lois du marché, il offre gratuitement un service de plus en plus rare : des espaces naturels préservés.

Dès lors, pourquoi ne pas créer

des mécanismes de transferts fiscaux entre communes du littoral, afin que les élus « bétonneurs » riches paient pour leurs collègues plus sages, mais plus pauvres ? Cette idée est défendue par M. Rufenacht, qui assure : « La seule solution, ce sont des systèmes d'intercommunalité et de péréquation ». D'autres pistes peuvent être explorées : pourquoi ne pas faire payer une taxe, sous une forme ou une autre, pour la jouissance d'une côte sauvage ? Ou bien récompenser par une dotation de l'Etat les communes méritantes ? Mais toutes ces idées passeront par des aménagements de la fiscalité, ce qui suppose délais et résistances en tous genres, surtout au moment où l'Etat affiche une volonté de baisse de l'impôt sur le revenu et de compression des dépenses publiques.

C'est pourquoi il ne faut probablement pas s'attendre, à court terme, à de nouvelles avancées, après les mesures prises récemment : autorisation, depuis la fin

1995, de la dation en paiement de terrains au profit du conservatoire du littoral ; institution de taxes sur les transports maritimes et sur les ouvrages d'art, qui bénéficient aux collectivités gestionnaires d'espaces insulaires, dans le cadre de la loi de février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement.

Au bout du compte, ce sont les exigences économiques qui pourraient préserver le paysage, après avoir contribué à sa destruction. L'état de cette année semble confirmer une nouvelle tendance, qui voit une partie des estivants fuir les côtes bétonnées, chères, surchargées de touristes, de constructions et de nuisances. Les collègues de M. Rufenacht au sein de l'ANEL ont bien conscience de cette évolution. Mais, comme l'explique leur président, « le changement de cap est extrêmement long à réaliser ».

Bref, la course contre la montre continue.

Jean-Louis Andrieux

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 17 AOÛT 1996

**LOGEMENT** Les loyers dans le secteur privé ont été quasiment stables en 1995 : 0,8 % de hausse à Paris et, au niveau national, une augmentation moyenne inférieure à

l'indice des prix à la consommation. 1995 a été marquée par un nouveau mouvement de ralentissement de la hausse des loyers, après les envolées du début des années 90. ● UNE

ÉTUDE du ministère du logement note que les propriétaires cherchent désormais, avant tout, des locataires « stables et solvables ». Les litiges à l'occasion d'un renouvellement de

bail sont de plus en plus souvent réglés à l'amiable. ● LE DÉCRET ANNUUEL réglementant les hausses de loyer en région parisienne devrait néanmoins être reconduit, même si

les administrateurs de biens souhaitent sa suppression. Les associations de locataires font remarquer que l'écart des prix entre Paris et la province demeure très élevé.

## La hausse des loyers en 1995 a été inférieure à l'inflation

Oubliées les flambées locatives du début des années 90. Le ministère du logement enregistre une quasi-stabilisation des prix dans le secteur privé. Les montants à Paris demeurent néanmoins plus de deux fois supérieurs en moyenne à ceux de province

LA FLAMBÉE des loyers des années 1990-1992 est bel et bien terminée. Selon un rapport annuel de la direction de l'habitat et de la construction du ministère du logement, 1995 a été marquée par un nouveau mouvement de ralentissement de la hausse des loyers. La tendance est engagée depuis deux ans mais s'est encore amplifiée en 1995. Pour la première fois, aussi bien en province que dans l'agglomération parisienne, la hausse moyenne a été inférieure à l'indice des prix à la consommation, qui est de 2 %. A Paris et en proche banlieue, les loyers du parc privé ont augmenté respectivement de 0,8 % et de 1 % en 1995 contre 1,4 % et 1,8 % en 1994. Par comparaison, entre 1990 et 1992, ils augmentaient, en moyenne, de 6 % à 7 % par an dans l'agglomération parisienne (4 % à 5 % en province).

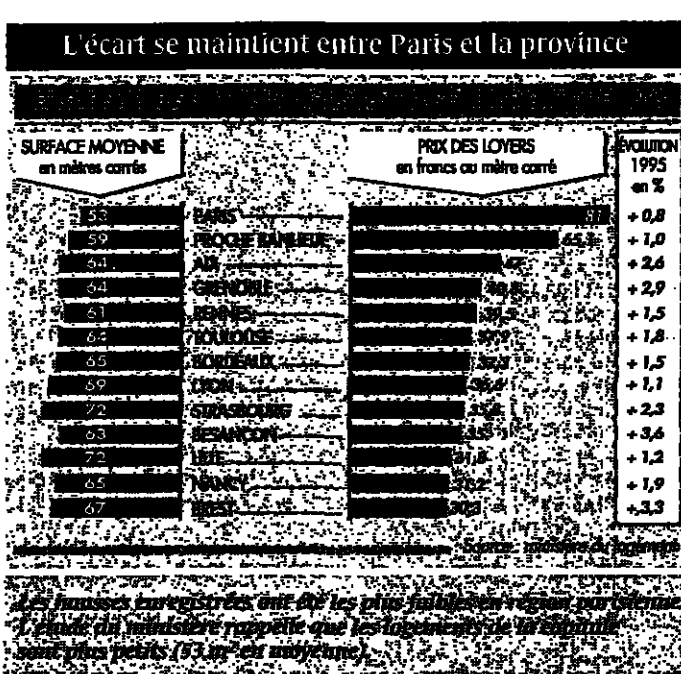
Les propriétaires de logements locatifs semblent tirer les leçons de la crise : quitter à modérer leur appétit, ils recherchent, avant tout, des locataires « stables et solvables ». Nécessité faisant loi, ils semblent aussi davantage respectueux de la loi et des droits des locataires qu'à l'époque du boom immobilier. La pratique de l'augmentation de loyer hors du cadre légal est, en net retrait. Ces hausses dites « empiriques » affectaient 40 % des loyers du secteur privé il y a quatre ans, contre 23 % en 1995.

Alors qu'on attend, d'ici à la fin du mois, la publication du décret annuel réglementant les augmentations de loyer en région parisienne, cette décélération pourrait, une nouvelle fois, inciter les représentants des propriétaires à réclamer sa suppression. En vertu de la

loi du 6 juillet 1989, les pouvoirs publics ont en effet la possibilité de limiter, par décret, l'augmentation des loyers - lors du renouvellement du bail ou à l'occasion d'un changement de locataire - dans les zones géographiques où les prix pratiqués sont manifestement supérieurs à la moyenne nationale. Un décret d'encadrement des loyers en région parisienne est ainsi publié chaque année à la fin du mois d'août. L'augmentation, dans ces circonstances, ne peut dépasser la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC). En outre, si le loyer est manifestement sous-évalué ou si le propriétaire a réalisé des travaux, l'augmentation ne doit pas excéder l'écart existant avec les loyers pratiqués dans le voisinage, pour un logement équivalent.

**ENCADREMENT** Depuis deux ans, la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) et la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) argumentent qu'il n'est nul besoin de conserver un système d'encadrement conçu à l'origine pour limiter la hausse dans une période où celle-ci est enrayée. Les associations de locataires, de leur côté, rétorquent que, si la hausse est ralentie, le niveau des loyers parisiens reste, lui, très élevé.

L'enquête du ministère du logement souligne que la loi du 6 juillet 1989 visant à améliorer les rapports locatifs est de mieux en mieux connue, même si elle l'est davantage dans les agglomérations urbaines où le marché est tendu. Les litiges, dont la quasi-totalité portent sur des augmentations lors des renouvellements de



baux, sont encore nombreux mais de plus en plus souvent réglés à l'amiable. Néanmoins, la référence aux loyers du voisinage reste une information difficile à obtenir, notamment en zone rurale et dans les départements où aucun obser-

vatoire du type de l'Observatoire des loyers en région parisienne (OLRP) n'a été mis en place. Pour établir son rapport sur l'évolution des loyers, le ministère du logement a travaillé sur un échantillon représentatif de

600 000 logements répartis dans onze villes de province, et de 831 000 logements parisiens et de la proche banlieue. Depuis deux ans, le mouvement de décelération amorcé en 1992 est plus soutenu dans l'agglomération parisienne qu'en province. Dans l'un et l'autre cas, le tassement notable de l'indice du coût de la construction, sur lequel sont théoriquement indexées les augmentations de loyer, explique, pour une part, cette quasi-stabilisation intervenue en 1995. Plus du quart des loyers du secteur libre sont demeurés identiques au franc près en 1995, soit presque trois fois plus qu'en 1992.

**MODESTE MOUVEMENT DE BAISSE** Comme le soulignent les associations de locataires, l'écart demeure important entre Paris et la province. Le locataire parisien a déboursé, en moyenne, en 1995, 81 francs au mètre carré pour se loger, le provincial, 36,50 francs (lire le tableau ci-contre). Chaque année, dans le parc locatif privé, un peu plus de 20 % des ménages changent de logement. Or, c'est à l'occasion d'un changement de locataire qu'on enregistre les plus fortes hausses de loyer.

Le tassement général des prix s'explique largement par celui, plus marqué à Paris qu'en province, de la hausse des loyers de relocation. Ainsi, en 1995, dans l'agglomération parisienne, la moitié des logements ont vu leur loyer rester stable, voire diminuer, après un changement de locataire. Ce n'était le cas que pour un tiers des logements il y a quatre ans. Une baisse de l'ordre de 10 % est observée dans près d'un quart des cas. En province, les loyers stables ou en baisse concernent désormais deux locations sur cinq. Toutefois, dans les deux cas, ces baisses portent sur les loyers situés au-dessus, voire très au-dessus, des prix du marché. Ils sont revus à la baisse au moment du changement de locataire.

Ce mouvement de baisse est encore « très modeste, voire marginal », souligne le ministère du logement. Il a concerné, en 1995, moins de 1 % du parc privé locatif à Paris comme en banlieue et en province. « Depuis quelques années, résume l'étude, la conjoncture économique conduit à un nivellement vers le haut des loyers les plus faibles et à un maintien, voire un tassement à la marge, du niveau des loyers les plus élevés. »

Christine Garin

## Deux foyers d'accueil entrent en conflit avec la Mairie de Paris

Les résidents, qui revendiquent notamment un « vrai » toit, ont été évacués par la police

LES OCCUPANTS de deux foyers parisiens d'hébergement d'urgence ont entamé un bras de fer avec la Mairie de Paris. Evacués, mercredi 14 août, par les forces de l'ordre, agissant en application d'un référé du tribunal administratif de Paris, une centaine de jeunes hommes hébergés au foyer George-Sand (Paris, 20<sup>e</sup>) ont passé les nuits des 14 et 15 août dans le centre Emmaüs du quai de la Gare (Paris, 13<sup>e</sup>).

Les résidents, des sans-abri âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, occupaient le foyer George-Sand depuis le 12 août pour réclamer un toit, un emploi et quelques moyens de subsistance. Ils ont quitté les lieux mercredi dans le calme, avant de se rassembler devant la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement. Ils ont été reçus dans la soirée, mais ils n'ont obtenu ni explication sur les raisons de l'évacuation ni proposition de relogement.

« A la Mairie de Paris, nous a expliqué, mercredi après-midi 14 août, Philippe Carlon, directeur de cabinet du maire (PS) du 20<sup>e</sup> arrondissement, Michel Charzat, on nous a dit que des hébergements seraient trouvés hors de Paris pour les jeunes qui travaillent, mais certainement pas pour les leaders du mouvement. » A la suite des dégradations que l'évacuation policière a occasionnées, le foyer George-Sand est

fermé jusqu'à nouvel ordre pour travaux. Depuis mardi midi 13 août, les jeunes exclus sont en outre privés des repas gratuits dont ils bénéficiaient.

Mardi, les garçons avaient rejoint le mouvement engagé par les résidents du foyer Crimée (Paris, 19<sup>e</sup> arrondissement), elles aussi en rébellion et victimes dans la journée d'une évacuation pour le moins musclée. Ces femmes sans domicile fixe, la plupart arrivées après avoir subi des violences conjugales, parfois sans papiers - seules un quart travaillent ou touchent le revenu minimum d'insertion (RMI) - occupaient le foyer Crimée depuis le début de la matinée de mardi, afin de protester contre les solutions précaires de réinsertion qui leur étaient proposées.

**TROIS HOSPITALISATIONS** Selon des témoins, lors de l'intervention policière, les jeunes femmes, apeurées, s'étaient réfugiées dans leurs chambres, et certaines d'entre elles en avaient même été tirées « par les cheveux ». Trois personnes avaient été admises à l'hôpital : l'une pour une clavicule cassée, les deux autres après avoir été traînées à terre alors qu'elles étaient enceintes. L'une d'entre elles, presque à terme, a été victime d'une hémorragie. Elles sont toutes trois sorties de l'hôpital

dans la journée de mercredi. Les résidents ont pu réintégrer leurs chambres. Dans un communiqué, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a dénoncé le fait que « la Mairie de Paris répond à des manifestations de détresse humaine dramatique par la force policière ». L'occupation du foyer Crimée faisait suite à un mouvement de protestation qui avait débuté le 8 juillet. A l'époque, les jeunes femmes réclamaient un « vrai » logement, des ressources pour les plus jeunes d'entre elles et un accès aux crèches du quartier pour leurs enfants. L'histoire avait vite tourné court. Le 12 juillet, devant la pression croissante des associations, la Mairie de Paris, gestionnaire du foyer Crimée, en avait interdit l'entrée à toute personne étrangère à

l'établissement. Des négociations s'étaient alors ouvertes entre le centre d'action sociale, organe de la Ville de Paris, et les associations pour trouver des solutions à la cinquantaine de dossiers recensés. Mais la tension montait au sein du foyer, jusqu'à ce que des bagarres éclatent : l'expulsion d'une des porte-paroles des femmes avait porté un coup d'arrêt au mouvement.

Depuis, un calme relatif semblait être revenu au foyer Crimée. Il a suffi de l'irrésistible au centre George-Sand pour remettre le feu aux poudres. Déjà, en juillet 1995, les hommes du foyer George-Sand avaient mené un combat similaire. Au bout de deux semaines de bras de fer, ils avaient obtenu satisfaction.

A. Da. et C. P.

### PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES 1<sup>er</sup> BUREAU AVIS D'ENQUÊTES

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1996, le projet de contournement est du Puy-en-Velay sera soumis DU 2 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 1996 INCLUS aux formalités d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'attribution du caractère de route express à cette voie et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Brives-Charensac, Chadrac, Cussac-sur-Loire, le Montcel et le Puy-en-Velay.

Pendant cette période, les dossiers d'enquête seront déposés en mairies de :

Brives-Charensac, Chadrac, Cussac-sur-Loire, le Montcel, le Puy-en-Velay, Saint-Christophe-sur-Dolaison, Saint-Germain-Laurade, Solignac-sur-Loire et à la préfecture de la Haute-Loire, où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les observations pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. Vivier, président de la commission d'enquête, à la préfecture de la Haute-Loire.

Cette commission désignée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand est composée de M. François Vivier, président, colonel du génie en retraite, de M. Serge Haffois, ingénieur des mines et des forêts en retraite et de M. Pierre Granger, directeur de services techniques en retraite.

La commission d'enquête ou un de ses membres recevra personnellement les observations du public en mairie des communes suivantes :

- Brives-Charensac : le mardi 3 septembre de 9 h à 12 h et le mardi 1<sup>er</sup> octobre de 9 h à 12 h
- Chadrac : le jeudi 3 octobre de 14 h à 17 h
- Cussac-sur-Loire : le mardi 10 septembre de 9 h à 12 h
- Le Montcel : le vendredi 27 septembre de 9 h à 12 h
- Le Puy-en-Velay : le lundi 16 septembre de 9 h à 12 h
- Le Puy-en-Velay : le vendredi 20 septembre de 14 h à 17 h et le mercredi 9 octobre de 14 h à 17 h et le jeudi 14 octobre de 14 h à 17 h
- Saint-Christophe-sur-Dolaison : le vendredi 6 septembre de 14 h à 17 h
- Saint-Germain-Laurade : le jeudi 12 septembre de 14 h à 17 h
- Solignac-sur-Loire : le mardi 24 septembre de 14 h à 17 h
- et à la préfecture de la Haute-Loire : le mercredi 16 octobre de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30.

A l'issue de l'enquête, copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Haute-Loire et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne intéressée pourra en demander communication. Le Puy-en-Velay, le 24 juillet 1996 Le Préfet de la Haute-Loire Nicolas JACQUET

### PRÉFECTURE DU NORD DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE 3<sup>ème</sup> BUREAU

Communes de DUNKERQUE, FORT-MARDYCK, GRANDE-SYNTHÉ, GRAVELINES, LOON-PLAGE et MARDYCK

### AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

La Société STATOIL, 5, rue des Chasses, 92111 CLICHY CEDEX, pour le compte de la Société NORFRA, sise à FORUSBEEN, 4035 STAVANGER - NORVEGE, a déposé un dossier relatif :

- à l'approbation du projet de la canalisation NORFRA, pour son tracé maritime et terrestre sur le territoire français,
- à l'obtention du permis d'immersion des déblais de dragage en mer.

Ce dossier sera soumis à enquêtes publiques en mairies de DUNKERQUE, FORT-MARDYCK, GRANDE-SYNTHÉ, GRAVELINES, LOON-PLAGE et MARDYCK, DU 2 SEPTEMBRE 1996 AU 2 OCTOBRE 1996 INCLUS où le public pourra en prendre connaissance tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et formuler ses observations qui seront consignées sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

M. Marcel DELANNOY, commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public aux lieux, dates et horaires suivants :

LIEN	DATE	HORAIRE
Mairie de DUNKERQUE	Mardi 3 septembre 1996	14 heures à 17 heures
"	Mardi 10 septembre 1996	"
"	Mardi 17 septembre 1996	"
"	Mardi 24 septembre 1996	"
"	Mardi 2 octobre 1996	"

Le Préfet du Nord

M. Debré estime de « céder au char

Les occupants de

Dans un entretien...  
UNE NOUVELLE...  
Louis Debré...  
intention de...  
ministère de...  
sans papiers...  
Saint-Bernard...  
une interview...  
ministère de...  
que « réagisse...  
« L'Etat...  
logement...  
une décision...  
Soulignant...  
équivalent...  
une solution...  
exceptionnelle...  
humaines...  
me qu'il...  
rents d'émancip...  
est devenue...  
sans-papiers...  
qui assurent...  
eux, parents...  
n'ont pas été...  
faison un...  
aux dix mille...  
proposés du...  
médiateurs...  
pères (Le Monde...  
l'ère estime...  
parents d'émancip...  
autres critères...  
imposer et...

## DISPARITION

Sergiu Celibidache

Un chef exigeant de...

LE CHEF D'ORCHESTRE...  
main Sergiu Celibidache...  
de son domicile...  
le 14 août...  
quatre-vingt-cinq...  
Celibidache était...  
Il représentait...  
face aux « marxistes...  
qui rougissent le...  
sique. Né à Rome...  
le 28 juin 1912...  
gement scientifique...  
dans son pays...  
Berlin. En 1956...  
élué Hochschulle...  
qu'en 1945...  
Thomas (un chet...  
caliste de Bach...  
de Heinz Gme...  
thèse de doctorat...  
sur Joseph des...  
qui n'est pas b...  
grande énigme...  
période de la...  
sur sa presen...  
seconde guerre...  
Juste après la...  
chef d'orchestre...  
Furtwängler...  
interdit d'entraî...  
attendant le ju...  
chira des accu...  
contre lui...  
nombreux autr...  
allemands qui...  
la Philharmonie...  
échoit à Leo Borchard...  
malheureusement...  
Celibidache hérite...  
formation prestigieuse...  
voute attentive...  
jeune « trente-trois...  
parce qu'il est...  
mente. A cette époque...  
apprennent leur...  
petits Opéras...  
commençaient...  
chant, répéter...  
pen à peu aux...  
Celibidache n'ava...  
parcours.

Les témoignages...  
l'aptitude du...  
cette époque...  
affirmant qu'il...  
devenu d'autr...  
pas les partitions...  
genre échoué...  
1946, Furtwängler...  
coupçon de nazisme...  
au pupitre le 23...  
dache devient...  
nouveau en 1952...  
publie les rares...  
tota d'enregistrer...  
carrère, et notam...  
phone classique...  
liens, où l'équilibre...

هكذا من الأصل



# M. Debré estime qu'il serait « tragique » de « céder au chantage » des sans-papiers

Les occupants de l'église Saint-Bernard ont reçu le soutien de l'archevêché de Paris

Dans un entretien accordé au quotidien Ouest-France du 16 août, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a réitéré son intention de ne pas régulariser les Africains sans papiers qui occupent l'église Saint-Bernard, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, depuis le

28 juin. Les dix grévistes de la faim entamaient, vendredi 16 août, leur quarante-troisième jour de jeûne.

Le 15 août, jour de l'Assomption, une messe de solidarité avec les sans-papiers a été célébrée dans l'église Saint-Bernard. A cette occasion, les matelas avaient été retirés de la nef. Devant une assemblée multiconfessionnelle, le Père Henri Colmé a souligné que cette messe était le signe de la « fraternité entre des hommes et des femmes aux visages différents, aux confessions différentes, unis dans une humanité renouvelée, la belle humanité qui refuse barrière et exclusion ». Dans son homélie, le prêtre a appelé les chrétiens à « choisir le clan des pauvres », à « rétablir dans leurs droits ceux qui sont hors la loi » et à « rendre la justice de Dieu à ceux qui sont victimes de l'injustice ».

# MM. Méhaignerie, Barrot et Arthuis mis en cause par les « trésoriers » du CDS

Le juge Zanoto a obtenu des révélations

INTERROGÉS sur les opérations de financement occultes du Centre des démocrates sociaux (CDS), trois anciens trésoriers de ce parti ont mis en cause l'ancien ministre de la Justice Pierre Méhaignerie, le ministre du Travail Jacques Barrot et le ministre de l'Économie et des Finances Jean Arthuis, indique Le Point dans son édition datée du 17 août. Les trois hommes étaient membres de la direction du CDS à l'époque des faits.

Selon l'hédonomade, le juge parisien chargé de ce dossier, Jean-Pierre Zanoto, a organisé, fin juin, une confrontation « entre François Froment-Meurice, trésorier occulte, Robert Parenty, trésorier officiel de 1982 à 1991, et Albert Kalaydjian, trésorier adjoint ». Ce dernier avait déclaré « qu'entre l'été 88 et le printemps 89 » un « comité financier », dirigé par Jean Arthuis, avait été mis en place. Selon Robert Parenty, lorsque le manque d'argent se faisait sentir « on se tournait vers FFM (François Froment-Meurice) pour savoir s'il pouvait faire quelque chose ». « Ce quelque chose provenait des comptes suisses que François Froment-Meurice a d'embée reconnu gérer lors de sa garde à vue, en juin 1995 », écrit Le Point.

Albert Kalaydjian a déclaré au juge que « Pierre Méhaignerie avait informé de l'existence de ces fonds secrets gérés par FFM » et qu'il lui avait donné l'ordre, en 1990, « de détruire les cahiers de la comptabilité occulte et les reçus qui s'y rapportaient ». Toujours selon M. Kalaydjian, c'est le cabinet d'expertise comptable du CDS - le cabinet Jean Arthuis et associés - qui aurait conseillé cette destruction. Dans ce contexte, Le Point fait état d'un audit réalisé début 1992 par le cabinet Arthur Andersen et révélant un CDS au bord de la faillite. Sa dette immédiatement exigible est alors évaluée entre 35 et 40 millions. L'audit s'était également ému de « la destruction systématique de toutes les pièces comptables ».

Interrogé sur ces révélations, l'entourage de Pierre Méhaignerie a expliqué que la destruction de la comptabilité avait eu lieu dans le cadre de l'information des comptes du CDS. M. Arthuis a jugé ces déclarations « inexactes et sans aucun fondement ». Enfin, les collaborateurs de M. Barrot ont précisé que, ayant « exercé un secrétariat général politique et non administratif, il n'était pas informé des mécanismes de financement ».

Cécile Prieur

R.-P.P.

## CARNET

### DISPARITION

# Sergiu Celibidache

Un chef exigeant devenu un mythe de son vivant

LE CHEF D'ORCHESTRE roumain Sergiu Celibidache est décédé à son domicile parisien, mercredi 14 août. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Sergiu Celibidache était un mythe vivant. Il représentait l'intégrité musicale face aux « marchands du temple » qui rongent le monde de la musique. Né à Roman, en Roumanie, le 28 juin 1912, il reçoit un enseignement scientifique et musical dans son pays, avant de partir pour Berlin. En 1936, il s'inscrit à la célèbre Hochschule für Musik ; jusqu'en 1945, il est élève de Kurt Thomas (un chef et organiste spécialiste de Bach), de Fritz Stein et de Heinz Gmeindl. Il soutient une thèse de doctorat de musicologie sur Josquin des Prés (1440-1521), ce qui n'est pas banal à l'époque. Une grande énigme plane sur cette période de la vie de Celibidache et sur sa présence à Berlin durant la seconde guerre mondiale.

Juste après la fin de la guerre, le chef d'orchestre allemand Wilhelm Furtwängler, réfugié en Suisse, est interdit d'estrade par les alliés - en attendant le jugement qui le blanchira des accusations portées contre lui -, comme le sont de nombreux autres chefs d'orchestre allemands qui auraient pu diriger la Philharmonie de Berlin. Celle-ci échoit à Leo Borchard, qui mourra malheureusement très vite. Sergiu Celibidache hérite donc de cette formation prestigieuse, contre toute attente. Non parce qu'il est jeune - trente-trois ans -, mais parce qu'il est totalement inexpérimenté. A cette époque, les chefs apprenaient leur métier dans les petits Opéras de province, commençant pas être chef de chant, répétiteur, avant d'accéder peu à peu aux grandes formations. Celibidache n'avait pas suivi ce parcours.

Les témoignages divergent sur l'aptitude du jeune chef à diriger à cette époque : certains musiciens affirment qu'il était déjà ce qu'il est devenu, d'autres qu'il ne dominait pas les partitions et qu'il était du genre échevelé. Le 17 décembre 1946, Furtwängler est lavé du soupçon de nazisme ; il remonte au pupitre le 25 mai 1947. Celibidache devient alors son assistant jusqu'en 1952. C'est l'époque où il accepte les rares disques qu'il acceptera d'enregistrer au cours de sa carrière, et notamment une Symphonie classique, de Serge Prokofiev, où l'équilibre souverain de sa

direction se fait jour (EMI). De cette période, quelques disques piratés ont été publiés, premiers jalons d'une carrière qu'il est possible aujourd'hui de reconstituer grâce à la bonne centaine d'enregistrements non autorisés en vente chez les disquaires. Après son départ de Berlin, en 1952, Celibidache dirige beaucoup en Italie, se rend en Israël. En 1964, il est nommé directeur de l'Orchestre symphonique de la Radio suédoise. Il le restera jusqu'en 1971, année où il devient invité permanent de l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. En 1973, il est le premier chef invité de l'Orchestre national de France, bien sûr rebaptisé Orchestre national de France. Il quitte le National en 1975, poussé dehors par certains musiciens. En 1980, il est nommé directeur musical général de l'Orchestre philharmonique de Munich, un poste qu'il occupait encore le jour de sa mort.

Si Celibidache dirigea à peu près tout le répertoire, il se tint toujours à l'écart de l'opéra. Son interprétation des *Mémoires*, de Henri Dutilleul, de *Daphnis et Chloé*, de Ravel, de *L'Empereur*, de Beethoven, avec Arturo Benedetti Michelangeli au piano, resteront, avec la *Pathétique*, de Tchaïkovski, les *Tableaux*, de Tchaïkovski, de Moussorgski - dans l'orchestration de Maurice Ravel -, et les symphonies de Bruckner, parmi les interprétations les plus marquantes de sa carrière et de notre époque. Entrées dans la légende, elles mettaient directement en relation la musique avec l'inconscient du public, provoquant des émotions proches de l'extase spirituelle chez ceux qui étaient en état de les recevoir. Il était, en effet, parfois difficile d'entrer dans l'univers de Celibidache. Lorsqu'on restait à la porte, on remarquait ses tempos lents, trop lents, l'allure pesante, quand elle n'était pas statique, de ses lectures.

Celibidache s'est très tôt tourné vers l'enseignement de la musique et de la direction d'orchestre. Il n'était pas de ceux qui font croire que tout est possible et il a découragé plus d'une vocation. Savoir, toujours savoir, être conscient des actes objectifs qui permettent une réalisation valide, viable dans l'instant, d'une partition étaient une constante de cet enseignement comme de son art. Celibidache fut, non pas le dernier des Mohicans ou le survivant d'une période révolue, mais l'un des derniers avatars connus du musicien absolu.

Alain Lompech

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Décès

M<sup>me</sup> Pierre Bazile, son épouse, Fanny Bazile, sa fille, Frédéric et Carole Milson et Lucette, Sa famille, Ses amis, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

docteur Pierre BAZILE, le 13 août 1996.

Il était âgé de soixante-sept ans.

Ses obsèques auront lieu le 16 août, à Rouen, dans l'intimité familiale.

4, Rue-Croix-Blanche, 76000 Rouen, 10, rue du Général-Bernard, 75007 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Bernard Lacassagne, Elizabeth Gony, M. et M<sup>me</sup> François Dutoit, Blanche Gony, M. et M<sup>me</sup> Philippe Duval, M. et M<sup>me</sup> Louis Valla, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Bernard GENY, née Jeanne DESCHAMPS, survenu le 14 août 1996, à Châteauneuf (Vosges), dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 17 août, à 11 heures, en l'église de Châteauneuf, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale.

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, rue de Babylone, 75007 Paris.

Bryoux-Russy (14), La Goudeloupe, M. et M<sup>me</sup> Michel Lelièvre, ses parents, Ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Eric LELIÈVRE, survenu en Goudeloupe, le 11 août 1996, à l'âge de trente-trois ans.

Le service religieux sera célébré le samedi 17 août, à 16 h 30, en l'église Saint-Eusèbe de Bayeux (Calvados).

Lien au Gros, 14710 Russy.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

### M<sup>me</sup> Bernard Joffre

née Mireille Robert, Hugues et Nazan Joffre, Frédéric et Philippe Schmutz, Bénédicte et Patrick Beaussant, Pierre-Bernard Joffre, Lucie, Cassandre, Honorine, Ferréol, Léopold, M. et M<sup>me</sup> Jean Robert, Les familles Souleau-Joffre, Joffre, Lambilla et Bellinencourt, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard JOFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, président de chambre au tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes, président d'honneur de l'Union des Bâtières, ingénieur en chef de l'armement (BR), survenu subitement au Québec, le 12 août 1996, dans sa soixante-cinquième année.

« Père, entre ses mains, je remets mon esprit. » Luc 23-46.

Les obsèques religieuses seront célébrées en présence de sa famille et de ses proches amis, le samedi 17 août, à 16 heures, en l'église de Saint-Gervais-le-Bas (Hauts-de-Seine).

Ultérieurement, une messe sera célébrée en leur paroisse de Saint-Honoré-d'Évry, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes, mais il serait aimé que vous souteniez l'action de SOS-Amis France.

Cet avis tient lieu de faire-part.

167 bis, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

Shemaya, son épouse, Liliane, Daniel et Raphaël, ses enfants, Les familles Brinin, Germer et Lévy, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne LÉVY, née GERTNER, qui nous a quittés le 12 août 1996.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Nous nous souviendrons toujours de son courage.

M<sup>me</sup> Alice MARTINEZ-RICHTER, artiste peintre, prix de Rome de peinture, s'est éteinte le 7 août 1996, à quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 20 août, à 9 heures, en l'église de Soeur (Hauts-de-Seine).

Son talent et son caractère généreux restent inscrits dans sa peinture et dans le souvenir que nous gardons d'elle.

### Oùle POFILLAT

nous a quittés le 5 août 1996, dans sa quarante-deuxième année.

Ses cendres seront dispersées dans le Vivier cévenole, à Thines (Ardèche).

Sabine et Mireille Houli, Bernard et Yvonne, 32, rue du Haut-Moréau, 44000 Nantes.

M<sup>me</sup> René Ziza, M<sup>me</sup> Michel Serfaty, Brigitte et Claude Lamy, Nathalie Serfaty, Bruno et Karen Serfaty, Isabelle et Jacques Bloch, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Victor Serfaty, M<sup>me</sup> Marc Serfaty, M<sup>me</sup> Harold Lynn, M<sup>me</sup> Irving Levy, M. et M<sup>me</sup> Paul Adji, M. et M<sup>me</sup> Albert Serfaty, M. et M<sup>me</sup> Roger Rodgers, M. et M<sup>me</sup> Charles Ziza, M. et M<sup>me</sup> André Obadia et leurs enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

docteur Michel SERFATY, Master of Science de l'université de l'Illinois.

L'inhumation aura lieu ce jour, vendredi 16 août 1996, à 15 heures, au cimetière des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Boissière, 75116 Paris.

M. Luc Solente, son épouse, Camille, Baptiste et Oriane, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Vincent Hepp, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Guillaume Hepp, son frère, sa belle-sœur et Sophie, leur fille, M. et M<sup>me</sup> Humbert Solente et leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Monagne, son oncle, sa tante, Florent Monagne, son neveu, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Luc SOLENTE, née Florence HEPP, décédée le 10 août 1996, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité ; un avis de messe sera publié ultérieurement.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36

Téléphone : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42











# AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ESPACE** Première cosmonaute française, Claudie André-Deshays devrait décoller, samedi 17 août à 15 h 18 (heure française) du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan), pour une mission scientifique de quatorze jours à bord de la station spatiale russe Mir, à laquelle son vaisseau Soyouz devrait s'amarrer lundi 19 août. © MÉDECIN et scientifique brillante, elle y mènera

des expériences de biologie, de médecine, de physique et de technologie, en compagnie de l'Américaine Shannon Lucid et de quatre cosmonautes russes. © LA COOPÉRATION spatiale

franco-russe, lancée en 1966 par le général de Gaulle, a permis aux Français d'acquiescer une solide expérience en matière de missions habitées que Moscou mène aujourd'hui plus volontiers

en collaboration avec la NASA. © LES INDUSTRIELS français de l'aéronautique ont pu cependant, grâce à ces bonnes relations, nouer de fructueux accords avec leurs homologues russes.

## Une Française en orbite chez les Russes

Première femme cosmonaute au CNES, Claudie André-Deshays devrait décoller de Baïkonour, samedi 17 août, pour une mission scientifique de deux semaines à bord de la station Mir, où elle retrouvera l'Américaine Shannon Lucid

« IL Y AVAIT de gros orages sur l'Atlantique. Les villes semblaient accrochées le long des côtes comme des guirlandes de Noël. Au-dessus de tout cela, le vaisseau apparaissait comme une étoile du matin très brillante dont l'éclat s'est brusquement accru. "Le moteur s'est allumé", lança Yuri. Avec ses panneaux solaires déployés, le vaisseau ressemblait à un insecte extraterrestre fonçant vers nous. J'ai eu soudain l'impression d'être isolée dans un avant-poste cosmique, attendant impatiemment le convoi de ravitaillement. »

C'est l'arrivée du vaisseau automatique Progress, venu récemment apporter vivres, matériel et courriel à la station Mir, que décrit ainsi l'astronaute américaine Shannon Lucid. L'approche, lundi 19 juin, du Soyouz TM-24 - qui devait décoller samedi 17 juin, à 15 h 17 (heure de Paris) de Baïkonour - ne sera pas très différente. Et à l'ouverture du sas, une fois l'amarrage effectué, l'irruption à bord de Claudie André-Deshays et de ses deux collègues russes, Valéri Korzoun et Alexandre Kaléï, doublera les effectifs à bord : de quoi effacer d'un coup tout sentiment d'isolement.

L'astronaute française passera 14 jours à bord, puis redescendra en compagnie de Yuri Anatienko et Yuri Oussatchev, les deux autres « colocataires » de Shannon Lucid. Cette dernière restera à bord avec Korzoun et Kaléï, jusqu'à ce qu'une navette américaine vienne la relayer,

en principe le 21 septembre prochain. Elle aura alors passé 183 jours dans l'espace, pulvérisant ainsi le record féminin de durée en orbite, détenu jusqu'à présent par la Russe Elena Koudakova.

### 30 ANS DE COOPÉRATION

La différence de durée entre le séjour de l'Américaine et celui de la Française illustre de manière frappante l'évolution de la coopération de la Russie avec les pays occidentaux dans le domaine spatial. Une évolution qui a de quoi rendre amers les Français qui collaborent avec Moscou dans ce domaine depuis trente ans. Scellée par un accord signé solennellement le 30 juin 1966, lors d'une visite du général de Gaulle à Moscou, cette coopération a permis aux astronautes du Centre national d'études spatiales (CNES) français d'effectuer jusqu'à présent quatre séjours dans les installations orbitales russes.

Jean-Loup Chrétien, qui séjourna à bord de Saliout-7 (remplacée en février 1986 par Mir) dès 1982, puis sur Mir, en 1988, fut très longtemps le seul Occidental à avoir mis les pieds sur une station spatiale soviétique. Cela lui a, d'ailleurs, valu d'être engagé dans le corps d'astronautes de la NASA, avec Michel Tognini (qui lui succéda sur Mir en 1992). L'expérience unique des deux Français intéressait beaucoup les Américains pour la préparation de leur coopération avec les Russes dans la construction de la future station spatiale internationale Alpha (à laquelle participent aussi l'Europe, le Japon et le Canada).

« On a senti le glissement chez les Russes dès 1989, lors de la négociation du second accord, se souvient Jean-Yves Le Gall, directeur de la stratégie au CNES. Avant d'être donné d'abord, la France apportait les expériences, la Russie offrait le vol gratuit. Là, ce fut seulement moins cher... » Les Russes avaient découvert les vertus de la société marchande. Ils avaient compris que le fait d'être les seuls à posséder une structure orbitale permanente depuis près de vingt ans (Saliout-1 fut lancé en 1971) représentait une source de dollars appréciable.

La CNES a bénéficié quand même d'une sérieuse ristourne pour les deux vols prévus par l'accord de 1989. Les missions Antares (15 jours en 1992) et Altair (21 jours en 1993) lui furent facturées 12 millions de dollars au total, « contre 20 millions de dollars la semaine aux autres ». Pour la mission Cassiopée de Claudie André-Deshays, en revanche, le tarif est monté à 16 millions de dollars.

L'Agence spatiale européenne (ESA) a payé moins : environ 60 millions de dollars pour les 179 jours passés à bord de Mir par l'Allemand Thomas Reher, revenu sur Terre le 29 février. Quant à la NASA, elle verse 100 millions de dollars par an, aux termes du contrat signé en 1994. Moyennant quoi, Norman Thagard a séjourné 115 jours sur la station



La station Mir, photographiée depuis la navette Atlantis en mars 1996

russe l'an dernier et, après Shannon Lucid, d'autres astronautes de la NASA s'y succéderont sans interruption jusqu'en septembre 1997. En contrepartie, cinq cosmonautes russes ont déjà été accueillis depuis 1994 sur les navettes américaines qui, par ailleurs, viennent régulièrement s'amarrer à Mir.

### VOIS D'ENTRAMEMENT

La comparaison avec les conditions offertes au CNES est difficile, dans la mesure où ces missions font partie du « programme préliminaire » à la construction de la future station internationale Alpha. Elles permettent d'entraîner les hommes

et de mettre au point le matériel et les techniques en vue du montage en orbite de cette dernière, qui devrait débuter, en principe, dès novembre 1997.

Si l'Allemagne est leader de ce programme au sein de l'ESA, la France, en revanche, s'est beaucoup fait tirer l'oreille pour participer à la construction de cette station qu'elle trouve coûteuse. Au CNES, les vols humains sont donc considérés surtout à l'heure des connaissances scientifiques qu'ils permettent d'acquiescer. Pour intéresser qu'il soit en vue de projets futurs, le savoir-faire orbital apparaît moins crucial. Il peut, d'ailleurs, s'obtenir indirecte-

ment auprès des Américains : après Jean-Loup Chrétien et Michel Tognini, un troisième Français, Philippe Perrin, vient d'intégrer le corps des astronautes de la NASA. En compagnie, il est vrai, de huit autres étrangers (un Espagnol et un Allemand de l'ESA, deux Canadiens, deux Japonais, un Allemand et un Italien). Patrick Baudry, en 1985, et Jean-Jacques Favier, cette année, ont, par ailleurs, volé sur la navette dans le cadre de missions franco-américaines.

Deux autres vols franco-soviétiques sont, en principe, prévus d'ici à 2000, sur Mir ou, éventuellement, sur les modules russes de la future

station Alpha. Mais aucune décision ferme n'a encore été prise. « Il faudra se décider dans les mois qui viennent. Les trois vols payants que nous avons faits avec eux jusqu'à présent nous ont apporté des enseignements scientifiques considérables, mais on peut, bien sûr, se demander si, à un million de dollars par jour, l'investissement en vaut la peine », dit Jean-Yves Le Gall. Le « plan stratégique » que la direction du CNES devrait rendre public cet automne comporte une réflexion sur les vols habités français. Les auteurs y estiment que l'Europe - et donc la France - se doit de maîtriser les techniques nécessaires à ce genre de mission, à condition que cela reste financièrement abordable.

En attendant, la coopération spatiale franco-russe ne se limite pas, heureusement, aux séjours à bord de Mir. Elle reste fructueuse sur le plan scientifique, comme le montrera la sonde Mars 96, qui doit être lancée cet automne, et à la réalisation de laquelle la France a activement participé.

Les industriels français du spatial ont su, par ailleurs, tirer parti de leurs trente ans de bonnes relations pour nouer de fructueux accords avec leurs homologues russes. Le meilleur exemple en est sans doute la création, le 17 juillet, de la société franco-russe Starsem qui assurera l'exploitation de la fameuse fusée russe Soyouz, en complément d'Adane, pour le lancement de petits satellites en orbite basse. Dans le domaine des télécommunications, largement dominé par les États-Unis, les industriels russes NPO-FM et français Alcatel se sont associés pour construire ensemble le futur satellite de l'organisation européenne Eutelsat.

Jean-Paul Dufour

## Bûcheuse, scientifique et amateur d'art

AVEC JEAN-JACQUES FAVER, qui vient de voler sur la navette Columbia il y a deux mois, Claudie André-Deshays fait partie d'une nouvelle « race » d'astronautes : les scientifiques.

Signe de l'évolution des missions spatiales, les chercheurs remplacent, en effet, de plus en plus souvent les pilotes pour faire fonctionner en orbite les expériences qu'ils ont préparées au sol.

Née il y a trente-neuf ans au Creusot (Saône-et-Loire), cette jeune femme que rien ne prédisposait aux vols spatiaux est une bûcheuse. À vingt-quatre ans, elle décroche son doctorat de médecine qu'elle complète, coup sur coup et en trois ans, par trois certificats d'études spécialisées : biologie et

médecine du sport, médecine aéronautique et spatiale, rhumatologie.

Une brillante carrière s'ouvrait devant elle quand, en 1985, un appel à candidature du CNES lui permet de sortir des sentiers battus. « Sans doute n'aurais-je pas vraiment envie de m'installer, dit-elle. Et puis, l'occasion était trop belle : on m'offrait l'aventure tout en me permettant d'exercer mon métier. » Sur mille dossiers reçus, le CNES retiendra sept candidats : quatre pilotes de chasse et trois scientifiques, dont une seule femme, elle.

Commentent alors onze ans d'attente avant le grand départ. Onze ans particulièrement studieux : on ne se refait pas. Tout en continuant à travailler au service de rhumatologie de l'hôpital Cochin à Paris, elle reprend ses études. « On m'avait fait comprendre qu'un profil plus tourné vers la recherche conviendrait mieux », s'excuse-t-elle. Elle passe donc un DEA de biomécanique, de

physiologie du mouvement, et soutient une thèse de neurosciences, portant ainsi son bagage universitaire au niveau « bac + 19 ».

En 1990, enfin, elle entre au CNES à temps plein, comme responsable des programmes de physiologie et de médecine spatiale. Mais ce n'est que deux ans plus tard qu'elle aborde enfin vraiment le monde des cosmonautes. Désignée comme doublure de Jean-Pierre Haigneré pour la mission franco-russe Altair, elle va partager, pendant neuf mois, le rude entraînement des cosmonautes russes. Avant de reprendre son rôle de scientifique pour assurer, depuis le sol, le suivi des expériences menées pendant trois semaines par Jean-Pierre Haigneré à bord de Mir. De retour à Paris, elle assure la coordination scientifique de la mission Cassiopée, ainsi que celle des expériences françaises de la mission européenne Eutelsat.

Désignée enfin comme astro-

naute titulaire de la mission Cassiopée, elle reprend bravement, en janvier 1995, les cours théoriques (en russe) et « les séances de torture » dans les simulateurs et les centrifugeuses de la Cité des étoiles, près de Moscou, afin d'être fin prête pour le décollage de samedi.

Cette bûcheuse n'est pas « polaire ». Passionnée de peinture et de sculpture modernes, elle abandonne les cosmonautes, dès que son emploi du temps le permet, pour visiter les ateliers des peintres et sculpteurs soviétiques. À Moscou comme à Paris, son sérieux, sa compétence et son charme font l'unanimité. Et si le nombre restreint de missions programmées par la France rendent assez faibles ses chances de voler une seconde fois, un avenir brillant - probablement au CNES - s'ouvre devant elle dès son retour sur Terre, le 2 septembre.

J.-P. D.

## Des traces de geysers et de la neige fondue sur Europe

CONTINUANT son périple spatial, commencé le 18 octobre 1989, et après avoir largué le 8 décembre 1995 un module-satellite dans l'atmosphère de Jupiter, la sonde américaine Galileo est passée fin juin à 153 000 kilomètres d'Europe, un des quatre satellites galiléens de Jupiter. L'analyse des photos qu'elle a prises à cette occasion indique que la surface de ce satellite, de la taille de notre Lune, est parsemée d'une série de points noirs, qui pourraient, selon les planétologues américains, être les cratères de geysers faisant jaillir de la neige à moitié fondue.

Ces cratères, qui pourraient être les manifestations d'une vie géologique active sur Europe, apportent des arguments supplémentaires à ceux qui pensent qu'il y a de la « glace chaude », voire de l'eau sous

forme liquide, sous la couche de glace, épaisse de 80 à 96 kilomètres, qui recouvre le satellite de Jupiter. Selon Ronald Greeley, professeur de géologie à l'université de l'Arizona qui suit ce programme pour la NASA, la surface d'Europe fait penser à SA, la surface de banquise flottant sur une mer polaire, comme sur notre Terre. La présence de l'eau étant une des conditions nécessaires à la vie, les scientifiques américains recherchent « des niches qui pourraient créer des conditions propices à une forme de vie primitive ». Pour examiner cette hypothèse de près, une réunion de géologues, planétologues et exobiologistes est prévue en novembre prochain. Et un autre survol d'Europe, à 960 kilomètres de distance, prévu en décembre, leur permettra peut-être d'en savoir plus.

LA MISSION Cassiopée est le cinquième vol humain réalisé en coopération avec les Russes. Les expériences scientifiques que réalisera Claudie André-Deshays durant les quatorze jours qu'elle passera à bord de Mir constitueront donc souvent le prolongement de recherches menées par le CNES en apesanteur depuis le premier vol de Jean-Loup Chrétien, il y a quatorze ans. De nouveaux instruments ont néanmoins été développés spécialement à partir des propositions élaborées par les laboratoires du CNRS, du CEA, de l'Inserm, de l'Imass (Institut de médecine aérospatiale du service de santé des armées), et de plusieurs universités.

Quarante laboratoires ou sociétés industrielles se sont associés à la mise au point de ces expériences, qui nécessiteront, au total, 300 kilos de matériel que les cargos automatiques Progress ont acheminé dans la station Mir. Leur prix de revient total équivaut à peu près au coût du « ticket » payé aux Russes pour le séjour, soit 16 millions de dollars, indique-t-on au CNES.

La mission est consacrée, pour une part im-

## Trois cents kilos de matériel

portante, aux sciences de la vie. L'appareil Cognilab, dans lequel tous les cosmonautes pré-sents à bord de Mir prendront place successivement, permettra d'étudier la manière dont l'absence de pesanteur influence les réactions de l'homme aux différentes stimulations neuromusculaires. L'appareil Physioblab vise à comprendre la manière dont le système cardio-vasculaire humain est affecté par l'absence de pesanteur. Il comprend une série de capteurs qui, reliés à un ordinateur, permettent de suivre en temps réel depuis le sol les principales données caractéristiques de l'état cardio-vasculaire d'un homme. Après le retour de Claudie André-Deshays, il restera à bord de Mir et sera utilisé régulièrement par tous les cosmonautes qui s'y « brancheront » une fois par mois durant leurs longs séjours.

A ces études sur l'homme s'ajoute une expérience sur l'animal, l'appareil Fertile, qui permettra de suivre le développement d'embryons de pleurodèles (sortes de salamandres) après fécondation in vivo en orbite. Cette manipulation a pour but de comprendre comment la gravité terrestre influence les premières phases

du développement des êtres vivants. La mission Cassiopée comporte également une partie physique, avec l'instrument Alice II. Version perfectionnée de l'appareil Alice déjà utilisé en 1992 et 1993 lors des missions Antares et Altair, cet appareil permet d'observer l'influence de l'apesanteur sur le comportement des fluides près de leur « point critique » (quand ils passent de l'état solide à l'état liquide ou de l'état liquide à l'état gazeux).

Claudie André-Deshays se livrera, enfin, à deux expériences technologiques. Les sept capteurs de l'appareil Dynalab répartis aux extrémités des modules de la station Mir lui permettront d'étudier la manière dont cette dernière vibre et se déforme. Un treillis métallique de 2 mètres bardé, lui aussi, de capteurs et soumis à différents efforts permettra aux ingénieurs du CNES de valider leurs calculs concernant le comportement des structures métalliques dans l'espace et de tester de nouveaux systèmes d'amortissement et de stabilisation des satellites.

J.-P. D.

# Les comptes du « Monde » en 1995

FIDÈLE à sa tradition de transparence, Le Monde, comme chaque année, publie ses comptes. Ceux de l'exercice 1995 ont été approuvés lors de l'assemblée générale des actionnaires réunie le 24 juin 1996.

Comme prévu, les résultats de l'exercice 1995 sont négatifs. Les très lourdes charges de restructuration, rendues nécessaires pour assurer l'exploitation du groupe et préserver son avenir, en expliquent l'essentiel. Dès 1996, les pertes d'exploitation du groupe pourront ainsi être sensiblement réduites ; ces deux exercices s'inscrivent dans une tendance de résultat conforme à celle annoncée lors de la restructuration financière.

Dans un contexte économique difficile, Le Monde a fait aboutir plusieurs grands chantiers.

Tout d'abord, la nouvelle formule a été lancée le 9 janvier, peu de temps après la commémoration du cinquantième du journal.

Elle a immédiatement rencontré un vif succès, reprenant 3 % de parts de marché sur ses deux principaux concurrents. L'actualité électorale (au premier semestre) et sociale (au second) a amplifié ce mouvement. Dans le même temps, la rédaction a été réorganisée et la sortie du journal avancée d'une heure, afin d'assurer une meilleure mise en place pour les lecteurs. La diffusion du quotidien, comparée à 1994, a ainsi augmenté de 7,1 % en 1995 (+ 9,5 % sur la vente en France, + 14,9 % sur la vente à l'étranger, + 3,5 % sur les abonnements).

Deux autres publications ont réalisé en 1995 une excellente performance. Le Monde diplomatique, diffusé à 164 000 exemplaires en moyenne sur 1995 (+ 5,7 % sur 1994), et le Monde de voir, à 38 000 exemplaires (+ 28,5 % sur 1994).

Dans le même temps, Le Monde a poursuivi sa recapitalisation. En organisant la montée en puissance des actions financières, la minorité de blocage a été malmenée pour la Société des rédacteurs. Les actionnaires internes (sociétés de personnel et Association Hubert-

Beuve-Méry) restent majoritaires. La société des lecteurs élargit naturellement cette majorité. Les actionnaires financiers ont apporté, en 1995, 250,8 millions de francs en capital (178,7 MF) et en compte courant (72,1 MF), en deux tranches. Ces apports ont permis de compléter la première augmentation, de 22,2 millions de francs, souscrite par la Société des lecteurs fin décembre 1994. Leur nombre et leur souhait de soutenir Le Monde a permis de conserver une répartition du capital qui autorise le maintien d'indépendance du Monde.

Deux autres chantiers étaient en cours au 31 décembre : la restructuration de l'entreprise et son regroupement sur un seul site. La rédaction et l'administration se sont installées, au mois d'avril 1996, dans Paris au 21 bis, rue Claude-Bernard. La rationalisation des organisations se poursuit et se traduit notamment par un plan de départs volontaires de grande ampleur, s'étalant jusqu'en septembre 1996. Ce plan, réduisant de plus de 10 % les effectifs, a reçu l'approbation des instances sociales de l'entreprise et n'a eu aucune incidence sur la production, permettant la réalisation de bons résultats commerciaux. Les allègements de charges auront leur plein effet sur 1997.

Enfin, les conditions d'exploitation de la branche publicité ont été renégociées à l'issue de la période décennale contractuelle. Un accord est intervenu fin 1995 pour poursuivre le partenariat avec Publicis.

1. COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 147,1 MF, en progression de 14,9 MF sur l'exercice 1994, soit + 1,3 %. La bonne tenue de la diffusion est masquée dans la comparaison par les recettes non récurrentes de 1994 liées aux manifestations et publications du cinquantième du journal.

Les charges consolidées pour l'exercice sont de 1 231,2 MF, en diminution de 24,7 MF sur celles de 1994, soit 2,0 %. La réduction des

GROUPE LE MONDE						
BILANS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE (en millions de francs)					1995	1994 (1)
ACTIF	1995		1994			
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	1995	1994 (1)
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>						
Immobilisations incorporelles	59 803	(56 584)	3 219	6 987		
Immobilisations corporelles	563 627	(306 211)	257 416	291 474		
Immobilisations financières	46 979	(8 639)	37 340	36 006		
Titres mis en équivalence	178	0	178	0		
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>669 587</b>	<b>(371 434)</b>	<b>297 953</b>	<b>334 467</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours	21 652	(6 279)	15 373	13 658		
Créances d'exploitation	246 731	(29 498)	216 233	228 647		
Valeurs mobilières de placement	152 795	(8)	152 787	7 442		
Disponibilités	11 975	0	11 975	10 912		
Comptes de régularisation	5 410	0	5 410	5 745		
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>437 563</b>	<b>(35 785)</b>	<b>401 778</b>	<b>265 804</b>		
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 106 950</b>	<b>(407 219)</b>	<b>699 731</b>	<b>600 271</b>		
<b>PASSIF</b>						
<b>FONDS PROPRES</b>						
Capital social	935		855			
Réserves consolidées	156 956		49 587			
Intérêts minoritaires	8 082		9 256			
Résultat consolidé	(63 456)		(71 081)			
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>102 517</b>		<b>(11 583)</b>			
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>1 069</b>		<b>26 250</b>			
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>113 418</b>		<b>62 540</b>			
<b>DETTES</b>						
Emprunts auprès des établissements de crédit	91 068		146 417			
Emprunts et dettes financières divers	76 358		29 338			
Dettes d'exploitation	72 023		90 807			
Dettes fiscales et sociales	151 894		159 755			
Abonnements à servir	82 468		89 316			
Comptes de régularisation	8 905		7 041			
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>482 717</b>		<b>523 074</b>			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>689 731</b>		<b>600 271</b>			

(1) La présentation des fonds propres consolidés de l'exercice 1995 ayant été modifiée, les comptes de l'exercice 1994 ont été retravaillés en conséquence.

coûts engagés, en termes de masse salariale (- 2,6 %) et de coûts de sous-traitance et de distribution, a partiellement été voilée par l'augmentation du prix du papier, qui a atteint près de 50 % entre le 31 décembre 1994 et le 1<sup>er</sup> juillet 1995.

L'ensemble des charges courantes et exceptionnelles liées au plan de restructuration représente 67,7 MF. En conséquence, le résultat courant consolidé est de - 56,5 MF, pour - 80,5 MF en 1994, et le résultat net consolidé, part du groupe, de - 63,5 MF pour - 71,1 MF en 1994.

Les capitaux propres consolidés ont varié sous deux effets inverses : une dégradation liée au résultat et la recapitalisation du Monde S.A. Là où les fonds propres étaient négatifs en 1994 (- 11,6 MF), ils sont de + 102,5 MF au 31 décembre 1995.

La capacité d'autofinancement s'est redressée. Elle est de + 17,5 MF, pour - 9,0 MF en 1994. Cet autofinancement positif s'ajoute à la recapitalisation, les ressources (268,4 MF) ont permis de financer 19,9 MF d'investissements, de rembourser intégralement le crédit moyen terme du journal (35,0 MF à fin 1994), de poursuivre le désendettement de l'imprimerie (19,7 MF) et d'augmenter le fonds de roulement de 166,8 MF.

2. COMPTES DE LA S.A. LE MONDE

Le chiffre d'affaires de la SA Le Monde s'élève à 1 103,3 MF en 1995, en progression de 0,7 % (+ 8,4 MF). Cette évolution se décline de la manière suivante : ventes au numéro + 4,4 %, abonnements + 1,6 %, publicité + 1,8 %, divers - 43,3 %. La variation de ce dernier poste est liée aux produits exceptionnels du cinquantième du journal en 1994.

Les charges d'exploitation sont de 1 188,9 MF, en économie de 1,7 % (- 19,4 MF). Les coûts de papier ont augmenté de 23,6 MF ; les coûts de distribution ont varié de + 11,5 MF (traduisant une amélioration en rapport au chiffre d'affaires). La masse salariale s'est réduite de 6,0 MF (- 1,5 %), et les sous-traitances de 14,8 MF. Comme en 1994, un effort important de provisionne-

ment a été réalisé en 1995. Il explique l'évolution du poste de bilan « provisions pour risques et charges », qui est de 96,7 MF au 31 décembre 1995 pour 57,4 MF fin 1994.

Le résultat financier 1995 est négatif, contrairement à 1994. Cette inversion est la conséquence des provisions pour dépréciation des immobilisations financières rendues nécessaires par l'arrêt de la parution d'Hypermarché.

Le résultat courant est de - 59,9 MF, pour - 76,6 MF en 1994. Le résultat exceptionnel est négatif, prenant en compte des frais de restructuration liés à la relocalisation du journal. Le résultat net est une perte de 67,0 MF, pour une perte de 63,3 MF en 1994.

BILAN

Le bilan établi au 31 décembre constate :  
- une diminution de l'actif immobilisé de 13,3 MF ;  
- un accroissement de l'actif circulant de 131,7 MF, essentiellement sur les valeurs mobilières de placement (excédents de trésorerie liés à la recapitalisation) ;  
- une augmentation des capitaux propres de 97,6 MF, qui intègrent les 178,7 MF d'augmentation de capital ;  
- une hausse de 20,8 MF du passif externe, traduisant la variation du poste « risques et charges », liées à la restructuration, pour + 39,3 MF et la réduction des dettes de 18,5 MF.

La dette « abonnés » est réduite de 10,0 MF, illustrant le succès de la formule de prélèvement automatique proposée aux abonnés et qui concorde, à fin décembre, 30 % de ces derniers.

TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement est restée négative en 1995 (- 10,5 MF), mais s'est améliorée de 22,1 MF sur 1994. La recapitalisation (251,0 MF en 1995) a permis, outre le financement de cette capacité négative, de financer 18,0 MF d'immobilisations, de rembourser 60,2 MF de dettes et de dégager une augmentation de fonds de roulement de 162,5 MF.

S.A. LE MONDE		
COMPTES CONSOLIDÉS		
	1995	1994
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 147 103</b>	<b>1 132 210</b>
Autres produits et reprises sur provisions	38 619	54 535
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 185 722</b>	<b>1 186 745</b>
Coût d'achat des marchandises vendues	(545)	(804)
Consommations de l'exercice	(597 140)	(593 124)
Impôts et taxes	(13 817)	(13 749)
Charges de personnel	(509 455)	(522 825)
Dotations aux amortissements et provisions	(96 115)	(104 360)
Autres charges d'exploitation	(14 091)	(20 888)
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(1 231 163)</b>	<b>(1 256 750)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(45 441)</b>	<b>(69 005)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(11 068)</b>	<b>(11 445)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>(56 509)</b>	<b>(80 450)</b>
Résultat exceptionnel	(33 488)	(2 128)
Impôts sur les sociétés	25 026	8 710
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>(64 971)</b>	<b>(73 868)</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	351	151
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>(64 620)</b>	<b>(73 717)</b>
Part du groupe	(63 456)	(71 091)
Part des intérêts minoritaires	(1 164)	(2 626)

S.A. LE MONDE		1995	1994
<b>RESSOURCES</b>			
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>		17 477	(9 033)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		95	1 170
Variations des immobilisations financières		10	163
Augmentation de capital de la SA Le Monde		178 738	22 228
Augmentation des dettes financières à MT et LT		72 085	35 000
Diminution du fonds de roulement			31 945
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>		<b>268 405</b>	<b>81 473</b>
<b>EMPLOIS</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		12 196	14 717
Remboursements d'emprunts		81 679	56 488
Autres variations des immobilisations financières		7 700	10 258
Augmentation du fonds de roulement		166 830	
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>		<b>268 405</b>	<b>81 473</b>

S.A. LE MONDE		1995	1994
<b>RESSOURCES</b>			
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>		(10 468)	(32 586)
Cessions d'immobilisations ou diminution de l'actif immobilisé			
- Immobilisations incorporelles		39	7
- Immobilisations corporelles			1 119
- Immobilisations financières			100
Augmentation des dettes financières			
-auprès des établissements de crédit		72 537	35 000
- autres dettes financières			
Augmentation de capital		280	36
Prime d'émission		178 458	22 182
Diminution du fonds de roulement			20 481
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>		<b>240 848</b>	<b>46 349</b>
<b>EMPLOIS</b>			
Acquisitions d'immobilisations ou augmentation de l'actif immobilisé			
- Immobilisations incorporelles		2 037	4 397
- Immobilisations corporelles		6 781	7 783
- Immobilisations financières		9 210	11 271
<b>TOTAL DES INVESTISSEMENTS</b>		<b>18 028</b>	<b>23 451</b>
Diminution des dettes financières			
-auprès des établissements de crédit		35 000	
- autres dettes financières		25 288	22 898
Augmentation du fonds de roulement		162 530	
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>		<b>240 846</b>	<b>46 349</b>

**S.A. LE MONDE**  
**BILANS AU 31 DÉCEMBRE**

ACTIF	1995		1994	
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles	28 058	(26 231)	2 827	3 863
Immobilisations corporelles	207 945	(117 232)	90 713	104 367
Immobilisations financières	152 743	(14 202)	138 541	137 175
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>388 746</b>	<b>(157 665)</b>	<b>232 081</b>	<b>245 425</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	11 031	(4 639)	6 392	5 115
Créances d'exploitation	211 476	(27 074)	184 402	200 140
Valeurs mobilières de placement	152 389	0	152 389	7 042
Disponibilités	10 874	0	10 874	10 261
Comptes de régularisation	4 263	0	4 263	4 157
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>390 132</b>	<b>(31 713)</b>	<b>358 419</b>	<b>226 715</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>778 878</b>	<b>(189 378)</b>	<b>590 500</b>	<b>472 140</b>

S.A. LE MONDE		1995	1994
<b>COMPTES DE RÉSULTAT (en millions de francs)</b>			
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		1 103 300	1 094 882
Reprises de provisions, subvention, production stockée et transferts de charges		26 835	36 201
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		1 130 135	1 131 083
Charges externes		(738 526)	(736 880)
Impôts et taxes		(8 338)	(8 336)
Charges de personnel		(374 462)	(380 384)
Autres charges d'exploitation		(1 546)	(8 267)
Dotations aux amortissements et provisions		(65 948)	(74 262)
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 188 870)</b>	<b>(1 208 429)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(58 735)</b>	<b>(77 346)</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		(10)	174
<b>Produits financiers nets</b>		<b>(1 106)</b>	<b>577</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>		<b>(59 851)</b>	<b>(76 595)</b>
Produits et charges exceptionnels		(7 031)	13 246
Provision pour participation des salariés		0	0
Provision pour acquisition d'éléments d'actif		0	0
Impôt sur les sociétés		(100)	0
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(66 982)</b>	<b>(63 349)</b>

مكتبة من الأصول

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

HORIZONTAL

1. La...

2. Le...

3. Le...

4. Le...

5. Le...

6. Le...

7. Le...

8. Le...

9. Le...

10. Le...

11. Le...

12. Le...

13. Le...

14. Le...

15. Le...

16. Le...

17. Le...

18. Le...

19. Le...

20. Le...

21. Le...

22. Le...

23. Le...

24. Le...

25. Le...

26. Le...

27. Le...

28. Le...

29. Le...

30. Le...

31. Le...

32. Le...

33. Le...

34. Le...

35. Le...

36. Le...

37. Le...

38. Le...

39. Le...

40. Le...



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

### MOTS CROISÉS

N° 929

#### HORIZONTALEMENT

1. Là on peut s'envoyer en l'air sans métaphore. - II. Obdiendra l'obéissance. Fait partie de la famille. - III. Douceurs méridionales. Prospère sur l'eau. - IV. Voulu toucher la cible. Sonde. - V. Fait un couvert soigné. Conjonction. - VI. Monnaie. Fil des mécontents. - VII. Une pensée pour une âme. Battit des mains. - VIII. Balourd. Pronom. Plus rarement loin du pays. - IX. Décolore. Habille à l'envers. - X. Brame. Moutonniers. - XI. Torcheons, mais nobles.

#### VERTICALEMENT

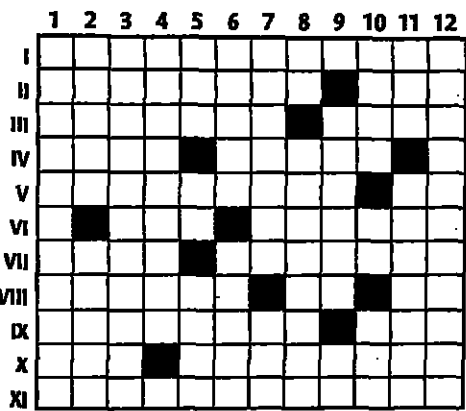
1. Quand la tête change d'idée. - 2. Pousse des cris. Vapeurs. - 3. Font une place aux autres. - 4. On doit, dit-on, s'en débarrasser. - 5. Inconnu du jeune Turc. Doublé chez Colette. Montagne. - 6. N'a

rien de négligé. Rivière d'Espagne. - 7. Arme criminelle. Glacé dans sa plus grande partie. - 8. Pratique la fuite en avant. A tout prévu, même la fuite en arrière. - 9. Oiseau. Sur certains billets. - 10. Nage sur le dos. Répète rapidement. A son pas. - 11. Métal raccourci aujourd'hui commun. Son rayon est horizontal. - 12. Contraintes, donc.

#### SOLUTION DU N° 928

**Horizontalement**  
1. Equarrisseurs. - 2. Purgée. Lavait. - III. Iota. Ecalle. Si. - IV. Th. Slovène. - V. Hué. Me. Trou. - VI. Emallé. Oescl. - VII. Céladon. ENA. - VIII. Ite. Arides. On. - IX. Urcé. Ceignait. - X. Missionnaires. Verticalement  
1. Epithélium. - 2. Quorum. Tri. - 3. Uricacées. - 4. Aga. Hie. - 5. Ré. Sella. - 6. Réel. Largo. - 7. Comédien. - 8. Slave. Odin. - 9. Sale. Omega. - 10. Événé. SNL. - 11. UA. Erse. Ex. - 12. Ris. Cénoue. - 13. Stimulants.

François Dorlet



### SCRABBLE (R)

N° 504

#### SOUS LES FLOTS HARMONIEUX

Lamartine est omniprésent à Aix-les-Bains, où s'est joué le récent championnat francophone : il a sa rue, son carrefour, sa statue et même sa chambre reconstruite au Musée Pasteur, la pension du docteur Perrier ayant disparu. Mais que se passe-t-il sous les flots harmonieux que frappaient en cadence les rameurs suspendus par le poète ? Une vie aquatique intense. Le lac du Bourget, grâce à sa température constante (il ne gèle jamais) et à sa pureté, est l'un des plus poissonneux de France. Une canne à pêche à la main, vous pouvez faire l'inventaire de ses richesses. Si votre séjour à Aix est bref, vous ferez meilleure pioche en allant au musée-aquarium.

Vous y trouverez, sinon des CYPRINS, du moins moult cyprinides, dont le type est la carpe : la VANDROISE au ventre argenté ; le CHEVOT, VAIN, CHEVENNE ou CHEVESNE, qui a une grosse tête (cf. Chevet) ; la BOUVIERE aux grandes écailles ; le CARASSON, qui, lorsqu'il est doré, n'est autre que le poisson rouge ; le ROTANGLE ou ROTENGLE, ainsi appelé parce qu'il a les yeux rouges (allemand : rot ; pour le reste, aucune des deux graphies n'est étymologique : on devrait dire « roteuile »).

ou « roteuile ») ; le HOTU, aux lèvres cornées et coupantes ; la BRÈME, poisson long et plat dont la capture offre plus d'intérêt que la chair. Parmi les salmonides, on note l'OMBLE, qui se distingue du saumon par de très petites écailles, et les CORÉGONES, dont le LAVARET, à la chair très estimée ; la BONDELLE, en revanche, ne se trouve que dans le lac de Neuchâtel. Deux PERCIDÉS (perches) dont la SANDRE, poisson osseux mais savoureux, et la GRÉMILLE, qui, par son aspect, évoque (peut-être) des gruzaux. L'ÉSMINE SILURE est un SILURIDÉ (et non un SILURIEN) : poisson nocturne, il attend que les lumières de l'aquarium soient éteintes pour sortir de sa léthargie. Un seul GADE, ou GADIDÉ, la lotte (tous les autres : morue, églefin, sont des poissons de mer).

Nous finirons par les poissons orphelins, ainsi appelés parce que l'ODS les prive de leur famille : la BLENNIE, dont le mâle monte la garde auprès du nid où le frai est déposé. Quel est son rapport, me direz-vous, avec la blennorragie ? Son corps est couvert de muqueuses. Le STERLET, qui, sous d'autres latitudes, fournit le caviar - La GAMBUSIE, importée d'Amérique en 1927 pour lutter contre le paludisme ; en effet elle détruit les larves de moustique. Enfin l'ÉPINOCHE, qui se pare de vives couleurs au moment de la reproduction pour attirer les femelles.

Michel Charlemagne

Club de Saint-Etienne, 15 mars 1996.  
Tournois le lundi, 20 h 15, au CUP ;  
le mercredi, 14 h 15, 30 h, au Jules-Jarlin.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tirage qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	ESLDNIE	DELIENS	H4	70
2	FORUMEA	FROUMES (a)	H4	68
3	GEMEEBU	EMBUEE	C7	28
4	G+VIOIAS	VOMIS (b)	8A	30
5	GIA+RUQE	QUADRIGE	4E	84
6	RPIUDKA	KALI	6F	33
7	RPUD+SET	PUITS	12	31
8	RDE+HACE	FACHER	A10	51
9	DE+OYNNIS	DOYENNES	L1	71
10	ATEBRNL	ENTABLER (c)	12C	72
11	JOINIVHA	HAVIONS (s)	M7	101
12	EJLOZR	LIEZ	H12	39
13	-EXWANPT	WAX (d)	K11	53
14	ENT+LES	ENSUITE	N9	79
15	OTDLMS	YODS	3L	28
16	TLMI+CFE	LIFTEE	15J	39
17	MC+UTOLR	MUCOR (e)	O5	30
18	TL+ARUL	JUS	O1	30
19	TLARLE	PAREZ	19D	19
20	TL+GTA	BATE	G12	12
				968

(a) Initiales du cri de la chouette ; ou MAROUFLÉ en 6 B ; MOUFLERA 6 D, perd 2 points. (b) Ou VIFS, A 8. (c) Ou RABLENT, V 7, (d) EAUX, L 12, 49 ; (P)ANAX, G 3, 46 ; (U)A, 13 H, 44. (e) Ou MUSC ou CUSTOM, O 1.  
1. Odette Chades, 853 ; 2. Monique Martinet, 842 ; 3. Roger Martinet, 828.

### ANACROISÉS (R)

N° 930

#### HORIZONTALEMENT

1. ACCINOT (+1). - 2. ACEELMSU (+3). - 3. EILNOPU. - 4. AAINPSTU. - 5. EENNRT. - 6. EELNORT. - 7. EEESSST. - 8. BCEILSTU. - 9. AROSSST. - 10. ACEORRS (+2). - 11. CEHNPSU. - 12. AEIPRRV. - 13. DEILOP (+2). - 14. AIIINT. - 15. DDEENOR. - 16. AEEIMNR (+6). - 17. AEEILTT. - 18. CEIPRS (+5). - 19. AEEINOST (+2). - 20. EEFNSTU (+1).

#### VERTICALEMENT

21. EEEOPRTT. - 22. AAGINOV. - 23. ACINOOTT. - 24. EINNOSU. - 25. CFIRSSU. - 26. CEEIORRS (+1). - 27. ACEHNR (+1). - 28. AELNNSU (+1). - 29. IIRIST. - 30. CEPSTU. - 31. BEEIRRRU. - 32. AEINP (+1). - 33. AAEINS. - 34. CILMOSTU. - 35. ACDEHINT (+5). - 36. ABEILRS (+4). - 37. ACCHINN. - 38. EIRRSUU. - 39. ACENORRS. - 40. EEEGIST. - 41. DEEERTV.

#### SOLUTION DU N° 929

1. BAIGNER. - 2. MALIAT. - 3. INDUIT. - 4. USINIERE. - 5. SERINAS (ARSINES INSERAS ISERANS RESINAS). - 6. OURLETS (LOUTRES RESOLUT ROTULES). - 7. FLEITE. - 8. OARISTYS, entretien amoureux. - 9. QUETTES. - 10. NASEAUX. - 11. ELLEBORE. - 12.

### ÉCHECS

N° 1702

(Tournoi des Grands Maîtres, Novgorod, 1996)

Blancs : V. Ivantchouk.  
Noirs : V. Topalov.  
Défense sicilienne.

1. d4	c5	18. Td7 (f)	Dd8 (f)
2. Cf3	d6	19. Md1 (g)	Ed8 (g)
3. d4	c6	20. Fd3	Cd5 (g)
4. Cc4	Cd5	21. Fd4	Cd5 (g)
5. Cc2	a6	22. Cd3	Fd7 (g)
6. Fd3	e6	23. Dd4	Cd5 (g)
7. Fd4	e7	24. g5 (f)	Cd5 (g)
8. Fd4	e7	25. g5 (f)	Cd5 (g)
9. Rb1 (g)	Dc7 (f)	26. Fd5	Dd7
10. a4 (f)	Cd7	27. Fd4 (g)	Td4
11. Fd3 (g)	Td8	28. Dd1 (g)	Dd7
12. Fd3 (g)	Td8	29. Fd4 (g)	Dd7
13. g4 (g)	Fd8	30. Cd4	Dd7
14. g5	Cd7	31. Fd5	Dd7
15. Fd2	Cd7	32. Fd4	Dd7
16. Fd4	Ed8	33. Cd5	Dd7
17. a5	a6	34. Cd4 (g)	Nd4 (g)

#### NOTES

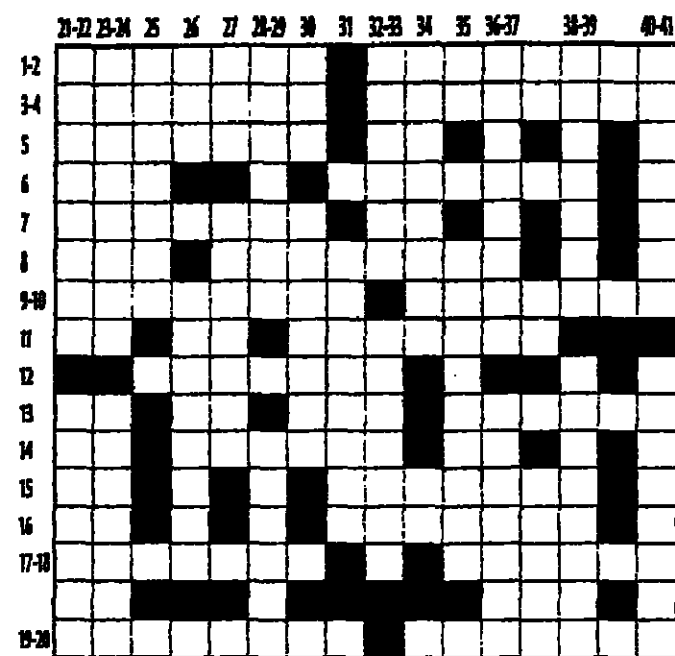
a) Au cœur du système classique de la défense de Scheveningue, que l'on trouve déjà dans une partie Tchigorine - Paulsen jouée à Berlin en 1882, les Blancs ont à choisir entre 9. Rb1 et 9. Fd3. Le coup du texte évite un éventuel clouage sur la diagonale a7-g1.

b) Et non 9... Cc6 ; 10. Cc6, bxc6 ; 11. d5 ! avec avantage aux Blancs.

c) Selon l'excellent plan de Maroczy qui s'oppose à toute initiative des Noirs sur l'aile-D.

d) Maroczy et Kasparov préfèrent le retrait 11. Cb3 qui évite l'échange Cxd4.

e) Un carrefour important 12. Cb3 et 12. Fd3 sont aussi envisageables. Par exemple, 12. Cb3, b6 ; 13. Dd1, Fb7 ; 14. Df2, Cd7 ; 14. Ta-d1, Fb8 (Klovan - Nisipeanu, 1995) ou 12. Cb3, Fd7 ; 13. Ff3, b6 ; 14. g4, Fg8 ; 15. g5, Cd7 ; 16. Fg2, Fd7 ; 17. Dd5 (Tiviakov -



SASSAGES. - 13. SAVATES. - 14. POLOISTE. - 15. INCITEE. - 16. HEURTIONS. - 17. AUAIENT. - 18. NASONNE (ANNONES ANONNES). - 19. NASSES (SENSAS). - 20. RESSACS (CRASSES). - 21. EUNECE. - 22. RESILLE (SELLIER). - 23. SASSEES. - 24. ASSENEES. - 25. BIBERONS. - 26. PAISSES (EPISSAS). - 27. ORAISON. - 28. IDIOMES (IDIOSME). - 29. ALIENONS (LESIONNA). - 30. GUGUSSE. - 31. VOLTAGES. - 32. ALAISÉS (ALESAIS). - 33. LOQUETS. - 34.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Van Vely, Groningue, 1995) ou 12. Fd3, Cb4 ; 13. a5, Fd7 ; 14. Cf3, Ta-c8 (Anand - Kasparov, match de New York, 1995).

f) Ou 12... Fd7 ; 13. Cb3, Ca5 ; 14. Cxa5, Dxa5 ; 15. Dd3, Ta-d8 ; 15. Tf-d1, Fc6 ; 17. b4, Dc7 ; 18. b5, Fd7 ; 19. Ta-b1 (Anand - Kasparov, 9<sup>e</sup> du match New York, 1995).

g) Plus fort que la suite 13. Dd2, Fd7 ; 14. Cb5, b6 ; 15. g4 (Mortensen - Maksimenko, 1995).

h) Les Noirs surestiment leur position et tentent de bousculer les Blancs sur l'aile-D. L'ouverture de la colonne à leur colliera cher. 16... b6 suivi de Fb7 était plus prudent.

i) Une réfutation immédiate. j) Si 18... Tb7 ou 18... Fb7, 19. Cxb5 et si 18... Dc6 ; 19. d5, d5 ; 20. f5 !

k) Fixant le pion b5 et interdisant la case c5 au C noir. L'avantage des Blancs est énorme. Etouffés, les Noirs sont accablés sur leur rangée de départ.

l) D'où cette tentative de se libérer, au prix de l'abandon positionnellement désastreux de la case centrale d5. 19... Cb6 ne vaut pas mieux à cause de 20. Dd3, Cc4 ; 21. Cxb5, Fd7 ; 22. Cc7, etc.

m) Forcé sinon les Blancs poursuivraient par 21. f5.

n) Le C noir entre enfin en jeu.

o) 22... Fd6 était nécessaire mais les Noirs veulent se dégager au plus vite de l'étreinte ennemie par 22... Fg4 et 23... Cc6 chassant la Ta7.

p) Si 23... Cc4 ; 24. Df2 !

q) Une jolie pointe que l'adversaire n'attendait pas et qui met en évidence la vulnérabilité de la case f7.

r) Ou 24... hxc6 (fxc6) ; 25. Fg5, Dc8 (si 25... f6 ; 26. Fxf6, gxf6 ; 27. Cxf6, Rb8 ; 28. Th7 mat) ; 26. Tc7, Da6 ; 27. Tfxf7

(Tf-f7). Ou 24... f6 ; 25. gxc7+, Rxc7 ; 26. Ta6, Cc5 ; 27. Df2, Fc8 ; 28. Ta5, Fc6 ; 29. c3. Ou 24... f6 ; 25. gxc7+, Rxc7 ; 26. Ta6, Fd7 ; 27. Fg3, Ta-c8 ; 28. Cb6, Tb8 ; 29. Cd5.

s) Et non 25... Rxd7 ; 26. Fg5+ avec gain de la D.

t) Ou 27. fxc8=D. La promotion en C est plaisante !

u) Menace 29. Dxc8+.

v) Dernière ouverture des lignes.

w) Jolie interception.

x) Si 34... Txc7 ; 35. Dxf8 mat. Si 34... Fxc7 ; Df7.

#### SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1701

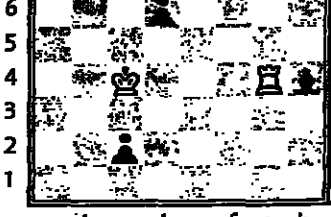
S.M. BIRNOV 1954.

(Blancs : Rh8, Ca8 et d6, Pd5. Noirs : Rh6, Cc3, Pa7, c4, h5.)

1. Cf5+, Rg6 (après 1... Rg5, le pion d se transforme en D avec échec) ; 2. d6, Cc4 ; 3. d7, Cg5 ; 4. Ch4+, Rh6 ; 5. d8=C11, c3 ; 6. Cc7, c2 ; 7. Cd5, g1=D ; 8. Cf5+, Rg6 ; 9. Cf-e7+, Rh6 ; 10. Cg8+, Rg6 ; 11. Cd-e7 mat.

#### ÉTUDE N° 1702

S.M. BIRNOV (1947)



Blancs (3) : Rc4, Tg4, Pa7.  
Noirs (4) : Rc7, Fb4, Fc2, d6.  
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

### BRIDGE

N° 1698

#### COUP DE PROJECTEUR IMMÉDIAT

Si vous prenez l'habitude de vous demander à chaque donne ce que peut signifier la carte d'entame, vous améliorerez votre conduite du coup.

♠ A 9 2	♥ A R 7 6 3	♦ 5 4	♣ A R 2
♠ 8 7 6 5	♥ D 10 9 4	♦ A 7 6	♣ V 5
♠ 10 9 8 7 6 5 4 3 2	♥ 10 9 8 7 6 5 4 3 2	♦ 10 9 8 7 6 5 4 3 2	♣ 10 9 8 7 6 5 4 3 2

Ann. : N. don. E.-O. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
1 ♠ passe 1 SA  
3 SA passe 3 SA passe...

Qu'est-à dire l'entame normale du 8 de Carreau, comment Sud doit-il jouer TROIS SANS ATOUT ?

Réponse

Que signifie ce 8 de Pique ? En principe, c'est la plus grosse carte d'un coupleur troisième ou quatrième, et on doit donc supposer qu'est à la Roi et le Valet. En tout cas la routine vous pousse à fournir le 2 de Pique du mort pour le Roi de Pique d'Est qui continuera Pique. Vous aurez alors soin de faire la levée avec l'As et vous franchirez vos Carreaux afin de réaliser tranquillement votre contrat... sauf si Est est un très bon joueur car il fournira le Valet de Pique à la première levée ! En effet il vous obligera ainsi à utiliser prématurément la précieuse reprise de la Dame de Pique.

Comment trouver une parade à la défense qui consiste à ne pas fournir le Roi de Pique à la première levée ? Tout simplement en prenant l'entame avec l'As de Pique et en jouant Carreau. La Dame de Pique vous permettra ensuite de réaliser quatre levées à Carreau et de gagner 3 SA avec même une levée de mieux !

#### L'EXPLOIT DES ADOS

L'exploit français le plus brillant de ces dernières années a sans doute été le triomphe, en 1994, de quatre jeunes Français dans le championnat d'Europe des moins de vingt ans, et ensuite la victoire de cette même équipe dans la Coupe de France à laquelle 5 000 joueurs avaient participé !

Voici une donne de cette compétition où Jérôme Rombaut a montré comment « la valeur n'attend pas le nombre des années ». Le coup a été joué au cours de la demi-finale.

♠ R D 10	♥ V 9 7	♦ A 7 5 3 2	♣ 5 4
♠ V	♥ A R 10 5 2	♦ 10 8	♣ A D 9 3 2
♠ A 9 7 5 4 3 2	♥ 10 8 7 6 5 4 3 2	♦ 10 8 7 6 5 4 3 2	♣ 10 8 7 6 5 4 3 2

Ann. : S. don. Pers. vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
Rombaut Quantin Bouscarel Abecassis  
1 ♠ passe 2 ♠  
2 ♠ 3 ♠ 4 ♠ passe...

Avec la quasi-certitude que Sud a au moins six Piques et un singleton à Cœur, Bouscarel peut dire « 4 Piques ».

Ouest (Quantin) ayant entamé l'As de Cœur et contre-attaqué le Valet de Pique. Comment Rombaut, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

#### COURRIER DES LECTEURS

La Coupe de France (1673)

Un lecteur, C. Guiraud, propose une deuxième solution pour le chelem à Carreau (petit atout vers le 10 du mort à la sixième levée). Mais cette ligne de jeu n'est réellement valable qu'à quatre jeux.

D'un extrême à l'autre (1683)

« Nickell, écrit Antoine Roux, a-t-il été assez stupide pour couper avec D 7 dans les trois dernières levées, alors que Sud a encore A 9 6 à l'atout ? » Sud a certainement coupé une seconde fois avant de tirer le Roi et l'As de Trèfle, mais ce n'était pas indiqué...

Philippe Brugnol

### LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

300 000 livres :

romans, biographies, essais...

Le Monde Editions :

dessins de Plantu,

l'Histoire au jour le jour.

l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres par Mintel. Recevez-les à domicile.

36 15 LEMONDE

2,23 € la minute

## Soleil sur l'ensemble du pays

LES HAUTES PRESSIONS se sont installées sur la France, rejetant les perturbations du nord des Britanniques à la Scandinavie. Avec l'air très chaud remontant d'Espagne, une tendance orageuse se dessinera samedi soir sur les Pyrénées puis la Bretagne aux Pyrénées dimanche.

Samedi matin, de la brume ou du brouillard se formeront un peu partout. Ils se dissipent rapidement et le soleil dominera ensuite sur l'ensemble du pays. Dans l'après-midi, le soleil brillera largement. Quelques bancs de nuages élevés voileront le ciel des côtes atlantiques en soirée. Sur les Pyrénées, des nuages se développeront et quelques ondées pourront se produire.

Les températures matinales seront de l'ordre de 10 à 15 degrés sur l'ensemble du pays, localement 15 à 20 degrés près de la Méditerranée. Dans l'après-midi, le thermomètre indiquera 26 à 30 degrés sur la moitié nord et 30 à 34 degrés sur la moitié sud.

Dimanche, la matinée sera belle, excepté quelques bancs de brume ou de brouillard sur le Nord et le Nord-Est. Dès la mi-journée, des nuages élevés et moyens remonteront des Pyrénées à la Bretagne. En cours d'après-midi, le temps deviendra lourd sur les côtes atlantiques et les Pyrénées. Des orages éclateront sur les Pyrénées. Des nuages se développeront aussi sur les Alpes du Sud et il y aura un risque d'orage. Les températures seront en légère hausse.

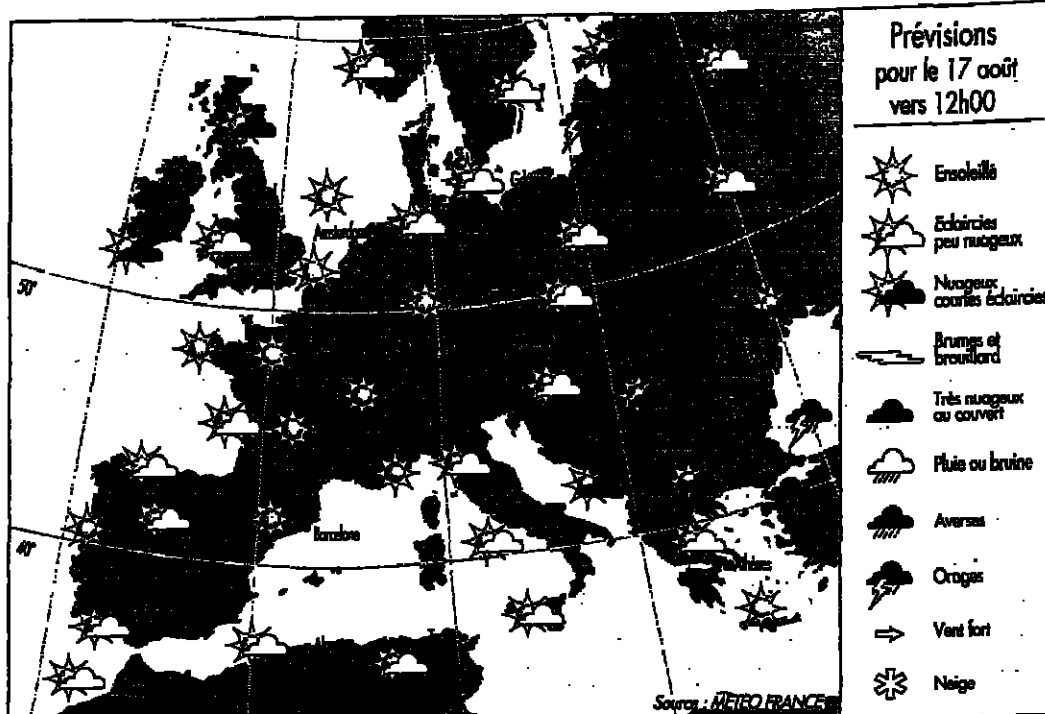
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Prévisions pour le 17 août vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

Terminale pour le 16 août: 118/100



TEMPÉRATURES	GRANDE	TOURS	CHICAGO	LYONNE	PRETORIA
du 15 août	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7
max/min	22/13	26/12	37/20	27/17	19/7



Situation le 16 août, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 18 août, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### L'homme et l'animal

PENDANT longtemps l'homme a établi ses menus selon ses possibilités et ses fantaisies. Les dernières années ont vu naître une science nouvelle, celle de l'alimentation; estimant que l'homme mange pour se bien porter, elle s'efforce de lui donner des conseils qui lui permettent d'atteindre ce but. Elle a donc pu lui apprendre que certains aliments d'origine animale - le lait et ses dérivés, les œufs et la viande - méritaient l'épithète de « protecteurs », en ce sens qu'ils écartaient de lui certaines maladies graves, dites de « carence » (rachitisme, ostéomalacie, anémie, etc.); au contraire, des aliments d'origine végétale très utilisés et très appréciés par l'opinion publique - les céréales (blé et riz), le sucre, les légumes secs - étaient signalés comme de simples fournisseurs d'énergie, incapables à eux seuls d'assurer l'équilibre physiologique de l'organisme. L'animal apparaissait ainsi tel un précieux auxiliaire de la santé humaine.

Or le régime de disette que l'Allemagne a installé en Europe dès 1940, tout en confirmant d'une façon parfois tragique les analyses précédentes des physiologistes, a fait apparaître d'autres considérations qui nous ont amenés à regarder l'animal d'un œil moins confiant: des calculs savants ont montré que, loin de faciliter la vie de l'homme, il se conduisait parfois comme un concurrent redoutable, accaparant pour ses propres besoins les matières nutritives produites par la culture des plantes et n'en laissant à l'homme que des brèves, semblables aux miettes de pain que les hommes des temps heureux distribuaient généreusement à la fin d'un repas aux moineaux du ciel. Ce caractère nouvellement mis en lumière doit influer à la fois sur notre politique générale vis-à-vis de la production animale et sur notre choix des animaux à produire.

Pierre Fromont  
(17 août 1946.)

## PHILATÉLIE

### Les ananas et les bananes de Tonga

LES ÎLES TONGA (ou Friendly Islands, les îles de l'amitié) occupent une place à part dans la philatélie mondiale: nul autre pays n'a en effet émis autant de timbres aux formes les plus variées: ronds dès 1963 pour célébrer les premières monnaies en or de Polynésie, en formes de cœur (conférence des associations féminines du Sud-Est asiatique et du Pacifique, 1964), de banane (1964), de lanceur de poids

(3<sup>e</sup> Jeux du Sud-Pacifique à Port-Moresby, 1969), de derrick (recherches de champs pétrolifères, 1969), d'oiseau (1974), d'ananas (1978) ou de parchemin roulé (125<sup>e</sup> anniversaire du traité d'amitié entre la France et Tonga, 1980)...

Parmi d'autres singularités, pour cause de climat humide, les timbres de Tonga sont souvent autocollants, leurs supports illustrés réservant alors parfois bien

des surprises (cartes géographiques locales, publicités, motifs divers).

A l'origine, ce royaume indépendant, situé en Polynésie, au sud des Samoa et à l'est des Fidji, et composé de près de cent cinquante îles, utilise les timbres de ces dernières à la création de son service postal en 1885.

Puis Tonga émet dès 1886 ses premiers timbres légendés « Tonga Postage and Revenue » à l'effigie de son monarque. Passant sous protectorat anglais en 1900, Tonga accède à l'indépendance le 4 juin 1970 et devient membre du Commonwealth sans que cela change grand-chose à sa politique philatélique, dont dépend une part non négligeable des revenus de l'Etat.

A noter que depuis 1983 l'île de Niuafo'ou, partie intégrante de Tonga, émet ses propres timbres.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.



des surprises (cartes géographiques locales, publicités, motifs divers).

A l'origine, ce royaume indépendant, situé en Polynésie, au sud des Samoa et à l'est des Fidji, et composé de près de cent cinquante îles, utilise les timbres de ces dernières à la création de son service postal en 1885.

Puis Tonga émet dès 1886 ses premiers timbres légendés « Tonga Postage and Revenue » à l'effigie de son monarque. Passant sous protectorat anglais en 1900, Tonga accède à l'indépendance le 4 juin 1970 et devient membre du Commonwealth sans que cela change grand-chose à sa politique philatélique, dont dépend une part non négligeable des revenus de l'Etat.

A noter que depuis 1983 l'île de Niuafo'ou, partie intégrante de Tonga, émet ses propres timbres.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

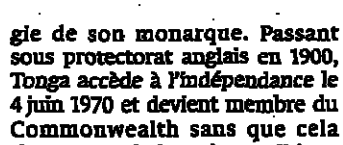
Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.



des surprises (cartes géographiques locales, publicités, motifs divers).

A l'origine, ce royaume indépendant, situé en Polynésie, au sud des Samoa et à l'est des Fidji, et composé de près de cent cinquante îles, utilise les timbres de ces dernières à la création de son service postal en 1885.

Puis Tonga émet dès 1886 ses premiers timbres légendés « Tonga Postage and Revenue » à l'effigie de son monarque. Passant sous protectorat anglais en 1900, Tonga accède à l'indépendance le 4 juin 1970 et devient membre du Commonwealth sans que cela change grand-chose à sa politique philatélique, dont dépend une part non négligeable des revenus de l'Etat.

A noter que depuis 1983 l'île de Niuafo'ou, partie intégrante de Tonga, émet ses propres timbres.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

Service philatélique: Philatelic Bureau, Treasury Building, Nukunono, Tonga, Océanie. Monnaie: 1 palanga = 100 seniti = 4,20 F.

## PARIS EN VISITE

Dimanche 18 août

■ L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).

■ LE VILLAGE DE BELLEVILLE (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Belleville devant La Vieillesse (Paris passé, présent).

■ LES BUTTES-CHAUMONT (50 F), 11 heures, sortie du métro Buttes-Chaumont (La Parisienne).

■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, 11 heures et 15 heures (70 F), sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Vincent de Langlade); 14 heures (60 F), sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Bertrand Beyron).

■ DE LA FONTAINE SAINT-MICHEL à l'Institut en passant par le quartier Saint-André-des-Arts (37 F), 11 heures, devant la fontaine Saint-Michel (Monuments historiques).

■ MONTMARTRE (50 F), 11 heures et 15 h 30, en haut du funiculaire, sortie côté gauche (Claude Marti).

■ L'ÎLE DE LA CITÉ et l'île Saint-Louis (50 F), 14 h 30, Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).

■ MARAIS: hôtel et place des Vosges (50 F), 14 h 30, 1, place des Vosges (Elisabeth Romani).

■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et histoire).

■ L'ACADÉMIE FRANÇAISE (40 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Découvrir Paris).

■ BAGATELLE: le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ LE CIMETIÈRE DU MONTPARNAISE (60 F), 15 heures, sortie du métro Raspail (La Parisienne).

■ LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame (37 F + prix d'entrée), 15 heures, parvis de Notre-Dame devant l'entrée de la crypte (Monuments historiques).



**FESTIVAL.** La ville où l'écrivain Paul Claudel fut ambassadeur, avec pour premier secrétaire la compositeur Darius Milhaud, a longtemps été la capitale du Brésil. Détrônée par

Brasília en 1960, la deuxième ville du pays s'est efforcée de garder son rôle de métropole culturelle, face à sa rivale São Paulo. ● CRÉE en juillet 1996, grâce à des subventions de la muni-

palité, fait rare au Brésil, le premier festival Rio Cerna Contemporânea a fait la part belle au théâtre de rue, un art qui va comme un gant à une ville où ni la violence ni le gigantisme

n'ont exclu la vie en villages et en tribus. Des compagnies françaises y étaient invitées, témoignant de l'intérêt constant des Brésiliens pour la culture française. ● DIX ANS après la

chute de la dictature militaire, le théâtre brésilien reprend de la vigueur après l'indigence artistique des années Collor, comme en témoigne l'actrice Fernanda Montenegro.

## Rio de Janeiro, poumon d'un Brésil francophile

Violente et passionnée, la ville demeure la capitale culturelle du pays. Son premier Festival de théâtre contemporain a attiré les foules en juillet

RIO DE JANEIRO

de notre envoyé spécial  
Dans les docks de Rio de Janeiro, construits par Dom Pedro II en 1870, Joazinho Trinta, metteur en scène qui a bouleversé la scénographie carnavalesque, avait installé son école de samba, Flor da Manhã, réservée aux enfants. Fermé depuis, ce lieu industriel est devenu une zone rouge dans une ville de près de dix millions d'habitants où la violence continue de faire des ravages. Un théâtre, l'Armazem (le dépôt) y a pourtant été réouvert pour les besoins de Rio Cerna Contemporânea, premier festival de théâtre contemporain de Rio qui a rassemblé, du 1<sup>er</sup> au 10 juillet, vingt-deux troupes venues du monde entier pour un budget total de 10 millions de francs. Loin des plages chics de la zone sud, le Teatro Armazem n'a pas hésité à braver les interdits pour applaudir le théâtre sans parole des Catalans Sèmolà ou les cinq heures d'une version délirante des *Bacchantes*, d'Euripide, mise en scène par José Celso Martinez Correia, fondateur du très politique Teatro Oficina au début des années 60.

« CAISSE DE RÉSONANCE »

Mangée de l'intérieur par la corruption et le gigantisme, la ville n'a perdu ses repères qu'en surface. Malgré la force de frappe du modèle nord-américain, elle est toujours imprégnée de culture française. L'exposition Rodin présentée en 1995 a réuni deux cent cinquante mille visiteurs. L'ancienne cité impériale s'est couverte de buildings et d'autoroutes, sauvegardant avec

peine les palmiers royaux de son jardin botanique et une forêt avide qui enserré les mornes. Dernier scandale en date : la destruction des trottoirs de Copacabana et d'Ipanema, pavés de superbes mosaïques portugaises - dessus géométriques figurant des vagues -, décidée par un maire imprévisible, Cesar Maia (naguère à gauche, passé aujourd'hui au très droitier PFL), « afin de rendre la marche plus aisée

### Reconstruire un modèle public et privé

Depuis la chute du régime militaire, la culture au Brésil a été majoritairement financée par des fonds privés. Supprimée par Fernando Collor, la loi Rouanet - des abattements fiscaux sont consentis aux entreprises qui investissent dans ce secteur - a été rétablie par Fernando Henrique Cardoso. Le Brésil s'est aussi doté d'un ministre de la culture, Francisco Weffort, ex-membre du PT (Parti des travailleurs, gauche) jouissant d'un crédit intellectuel certain.

Lors du voyage en France en juin du président Cardoso, Francisco Weffort et Helena Severo, secrétaire de la culture de la ville de Rio, se sont penchés sur le modèle culturel français. La municipalité de Rio consacre aujourd'hui 1,8 % de son budget à la culture (450 millions de francs). Un réseau de huit théâtres municipaux subventionnés, dont la direction a été confiée à des metteurs en scène de renom, vient d'y être créé.

pour les personnes âgées et les femmes portant de hauts talons ».

Profitant des travaux, ou les ayant favorisés, Rio Globo, empire audiovisuel culturel brésilien (et mondial), entame les lignes de son nouveau réseau câblé. Cette « profusion, cette tentative outrancière de « miamisation » de la ville méritée », selon le poète et chanteur Caetano Veloso, bahianais ayant élu domicile à Rio, n'empêche pas la municipalité de clamer haut et fort

son attachement à la culture et au patrimoine. L'ancienne capitale du Brésil craint pourtant de devenir provinciale. Sa puissante voisine, l'industrielle São Paulo, se considère déjà comme le centre de la création brésilienne. Rien n'y fait : Rio demeure « la caisse de résonance du Brésil, selon l'actrice Fernanda Montenegro. Qu'il s'y passe quelque chose, et le pays entier le sait ».

zons symboliquement différents. A côté de talents prometteurs (Emílio de Melo), de célébrités du petit écran (Vera Holz, dans le rôle principal), Mauro Rasi a appelé Sergio Mamberti, mémoire vive du théâtre d'opposition à la dictature (1964-1985), brésilien convaincu et militant culturel engagé dans la bataille des élections municipales (en octobre 1996) aux côtés de Luisa Erundina, femme de gauche (PT), noire et nordestine, qui fut maire de São Paulo.

L'effet de Perola est hilarant, et la critique sociale radicale, bien dans l'humour des discussions de bar, céramoniale consubstantiel de Rio où l'on fait et défait les réputations devant un chopp (un demi). Le bouche-à-oreille est un vecteur essentiel de la propagation culturelle. Pour certains, ces usages et ces styles confinent au superficiel. Le cinéaste Arnaldo Jabor, auteur en 1973 de *Toute nudité sera châtiée*, comédie inspirée d'une pièce de Nelson Rodrigues, dont *l'Ange noir* a été donné à Paris pour la première fois cette année, estime que les artistes carioca ont « perdu l'espoir de changer la société par l'art, comme c'était le cas au temps du Cinema Novo. Aujourd'hui, il est urgent de réconcilier le point de vue critique et la culture de masse ».

NOUVEAU MÉCÈNE

Par ses écrits vitriolés, Arnaldo Jabor fut l'un des artisans de la chute du président de la République Fernando Collor, « un psychopathe qui cultivait le bonapartisme narcis-sique ». Il est familier des bords de la Lagoa, le lac intérieur d'Ipanema : jogging, déjeuner à la Churascaria Esplanada, lieu de rendez-vous bryant de l'intelligentsia de Rio où le créateur de la bossa-nova, Tom Jobim, tenait table chaque jour. Écrivant pour sept quotidiens brésiliens parmi les plus lus, il tient une chronique politique d'une audace impensable en France dans le JN (le 20 heures) de TV Globo, regardé chaque soir par plus de soixante millions de téléspectateurs. « Le vrai miroir du pays aujourd'hui, c'est la Globo », dit l'homme, actuelle cible des politiques pour avoir déclaré en juin dernier que le Parlement n'était qu'un « commerce commercial ».

A Rio surgissait, il y a trente ans, l'idée d'une culture révolutionnaire urbaine. En 1996, les banques et les multinationales sont les mécènes de la vie artistique. Même les réseaux français se sont mis à cultiver le par-



DESIGN : PATRICK LESTERNE

tenariat privé : la compagnie d'électricité Light a donné près de 6 millions de francs pour la restauration de la Maison France-Brazil, et le Banco Real 800 000 francs pour mener à bien « Vive la musique », un programme de concerts classiques se déroulant en ce moment à Rio et São Paulo, coproduit par l'Agence française d'action artistique et l'Alliance française. Nous sommes bien loin de la lutte armée qui était, selon Sergio Mamberti, « au cœur de la réflexion de l'avant-garde culturelle, à l'époque de l'AI 5 (acte institutionnel, qui priva les Brésiliens de leurs libertés fondamentales en 1968) et du mouvement hippie lancé ici par le Living Theatre ».

Finies les cohortes de fumeurs en sandales de cuir, les plages d'Ipanema et de Leblon sont aujourd'hui livrées aux sportifs. Elles font un peu

village. La circulation y est interdite le dimanche, afin de laisser la voie libre aux cyclistes en short fluo et aux néomaniques du patin en ligne. On s'y croise, s'y embrasse, on y commente la semaine culturelle. On s'étonne d'un rien, tout est possible : invités par Rio Cerna Contemporânea, les Gens de couleur, hommes et femmes peints, déambulant dans la rue, de la compagnie française l'Opéra, et les comiques anglais du Natural Theatre Company, ont ainsi accompagné les frustes spectaculaires d'un lac à moteur actionnant deux grands ailes dorsales... Il s'envola, et la plage applaudit beaucoup. Rio venait, une fois encore, de réinventer son théâtre permanent.

Véronique Mortaigne

## Fernanda Montenegro, « carioca » et actrice citoyenne

L'ACTRICE Fernanda Montenegro, soixante-deux ans, est aussi carioca (habitante de Rio de Janeiro) que Ruth Escobar, soixante et un ans, l'autre grande dame du théâtre brésilien, est paulista (de São Paulo). A la « décontraction amusée » de sa ville, l'actrice oppose l'activisme « névrotique »

de São Paulo, seize millions d'habitants, seconde ville du monde par la taille, sa frénésie du « mieu, du plus vite ».

Ruth Escobar s'est rapidement engagée dans la politique. Elle fut députée au Parlement de São Paulo, et dirige un festival de théâtre de réputation mondiale, le Festival d'été de São Paulo. Caractère à haute tension, héroïne du *Bolton* de Jean Genet ou du *Cimetière des voitures d'Arabal* au temps des généraux, elle défend aujourd'hui la cause des femmes et celle de leurs enfants avec une verve meurtrière.

Pour être carioca, reuse et bon-homme, Fernanda Montenegro n'en est pas moins concernée par les moules politiques de son pays, « un grand bateau ivre », qu'elle explore minutieusement à force de « faire du théâtre dans les moindres replis de sa géographie ». Celle qui commença par incarner Antigone pour la télévision Tupi en 1951, joue depuis six ans - un record absolu - Dona Doida, un montage de textes de l'écrivain Adelia Prado, qu'elle interprète en solitaire. En parallèle, elle donne *Oh, les Beaux Jours*, de Samuel Beckett, son auteur de prédilection, « une pièce qui a connu un succès populaire incroyable, jusqu'au fin fond de l'État de Goiás [région agricole du plateau de Brasília], comme Dona Doida, que j'ai dû jouer huit fois en trois jours à l'Opéra de Manaus : le public menaçait de tout casser ». Ses rôles dans les feuilletons de TV Globo, parcours obligé de l'actrice brésilienne, nourrissent cette immense popularité. « C'est notre premier produit d'exportation.

Jusqu'à Saint-Petersbourg, on m'a demandé des autographes ».

En cet hiver brésilien, l'actrice est de retour d'une tournée mondiale - de New York à Copenhague - effectuée avec *The Flash & Crash Days*, une pièce de Gerald Thomas, metteur en scène brésilien né en 1954 d'un père allemand et d'une mère juive. Fernanda Montenegro y tient le rôle d'une mère abusive et incestueuse, aux côtés de sa propre fille, Fernanda Torres (prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes en 1986 pour *Parlez-moi d'amour*, d'Arnaldo Jabor). C'est du haut de son appartement - vue panoramique sur le lac, la Lagoa, qui abrite les arrières de la plage d'Ipanema -, qu'elle évoque avec désolation « le coup de main » sur la culture opéré par Fernando Collor, président de la République destitué en 1992 pour cause de corruption. « Une honte. Toutes les structures législatives et financières qui aidèrent la culture ont été détruites avec une hargne sans pareille ». Ce président frimeur, sportif et dépensier, pour qui les noms qui nous ont tant marqués - Jean Vilar, Jean-Louis Barrault, le mime Marceau - « n'évoquaient sans doute qu'un vague venis de « chic français » ?

« UNE TRIBU RESPECTABLE »

Très influencé par le Living Theatre, le théâtre brésilien a été très combattu pendant la dictature militaire : le Théâtre Arena d'Augusto Boal, les groupes Oficina de José Celso Martinez Correia et Opinao de Ferreira Gullar ont alors manifesté un courage inédit. « Depuis, nous sommes restés une tribu respectable. Il y a peu d'argent, on se débrouille », explique Fernanda Montenegro qui n'a cessé de militer pour le rétablissement de la loi Rouanet sur les avantages fiscaux, mais aussi pour « ce théâtre de divertissement baroque, ces comédies de mœurs intelligentes qui sont à la base du répertoire brésilien, vu de Rio ».

V. Mo.

**FIDELIO**, opéra en deux actes de Ludwig van Beethoven, avec Cheryl Studer (Fidelio/Leonore), Ben Heppner (Florestan), Tom Fox (Don Pizarro), René Pape (Rocco), Ruth Ziesak (Marzelline), Roberto Sacca (Jacquino), Orchestre philharmonique de Vienne, Chœur de l'Opéra de Vienne, Sir Georg Solti (direction), Dietrich D. Gerphelde (chef de chœur), Herbert Wernicke (mise en scène, décor, costumes et lumière). Le 14, 19 h 30, Grosses Festspielhaus.

SALZBOURG

de notre envoyé spécial  
Un quart d'heure avant le début de la représentation de *Fidelio*, quelques musiciens de la Philharmonie de Vienne sont déjà à leur poste de travail dans la fosse du Festspielhaus : leurs doigts glissent sur le manche des contrabasses, mais l'on n'entend rien. Ils se chauffent les doigts en silence et « repassent », sans doute quelques traits ardu de cette partition si difficile. Enfin, Sir Georg Solti surgit : il

salue sous les acclamations, prend la parole pour dédicier cette représentation à « son ami le grand chef d'orchestre Rafael Kubelík ». Un grand parmi les grands, qu'une santé fragile aura empêché de faire la fin de carrière glorieuse qu'un talent hors du commun devait lui assurer. Kubelík méritait cet hommage quelques jours après sa mort (Le Monde du 14 août).

### De Gustav Mahler à Friedrich Cerha

Pierre Boulez à la tête des Wiener Philharmoniker est une expérience intéressante pour les musiciens, pour lui aussi sans doute. Pour le public certainement. Entendre cet orchestre admirable dirigé sans aucune concession à la sentimentalité que certains rajoutent à Mahler est d'autant plus excitant qu'en première partie de concert il donnait *Impulse*, une œuvre de Friedrich Cerha - le compositeur qui a achevé *Lulu* d'Alban Berg. Vingt-cinq minutes « atmosphériques » qui convoquent l'orchestre au grand complet, plus des percussions nombreuses, et qui situent ce maître dans la lignée des grands créateurs de ce siècle.

Solti se retourne vers l'orchestre, les lumières baissent d'un cran. L'ouverture s'élève, bien dans la manière du chef, ferme, la rythmique parfois précipitée poussant dès à présent le drame vers sa résolution. Quelques problèmes de justesse et d'ensemble des violons ne gâchent en rien le plaisir que l'on a de retrouver les Wiener Philharmoniker à l'opéra.

ment et vocalement. Cheryl Studer qui, à force de trop chanter, avait eu quelques problèmes vocaux, les a surmontés et ce ne sont pas quelques aigus négociés difficilement et finalement vaincus par un effort presque palpable qui remettront en cause son incantation du rôle de Leonore. L'humanité, la douleur, la crainte, la force qu'elle lui imprime trouvent un contre-

point idéal chez ses collègues dont une Marzelline, un Florestan (fantastique Ben Heppner), un Pizarro et un Rocco époustouffants de justesse interprétative. Ce que l'on entend sur la scène du Festspielhaus ? Tout simplement ce que l'on aime : une distribution parfaite, déambulant en timbres et en personnalités artistiques. Faisons juste un reproche à Solti : il s'exprime, comme trop souvent, à travers une dynamique orchestrale qui ignore presque toujours le vrai son piano. La mise en scène de Wernicke est d'une justesse et d'une probité assez exemplaires. *Fidelio* a été l'objet de doutes incessants de Beethoven. Sa portée scénique n'est pas sa qualité essentielle. Wernicke se concentre donc sur l'essentiel : la psychologie et, à vrai dire, nérate qu'une seule scène - trop littérale - celle où Fidelio, jusque là grisé en homme, dévoile ses longs cheveux. En revanche, la scène finale, quand le chœur vient en habit de tous les jours occuper tout le plateau, quand les chanteurs chantent au premier rang derrière un pupitre, comme si l'on assistait à une exécution en oratorio, renvoie l'œuvre à sa dramaturgie improbable et émeut par sa modestie même : le metteur en scène rend les armes.

Alain Lompech

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

[illegible]





## British Aerospace et Lagardère fusionnent dans les missiles tactiques

LE BRITANNIQUE British Aerospace (BAe) et le français Lagardère Groupe (Matra-Hachette) ont annoncé, vendredi 16 août, la signature d'un accord portant sur la création d'une filiale commune, Matra BAe Dynamics, regroupant leurs activités dans les missiles tactiques. Annoncée à la veille de la visite officielle de Jacques Chirac à Londres en mai (Le Monde du 14 mai), cette alliance est ainsi juridiquement scellée. Une rapidité probablement destinée à renforcer la crédibilité de la candidature de Matra à la privatisation du groupe Thomson.

Les partenaires franco-anglais ne s'en cachent pas. « Si Lagardère remporte la privatisation de Thomson, Matra BAe Dynamics deviendra une entreprise conjointe entre Thomson-Matra et BAe dans le domaine des missiles guidés », expliquent-ils dans leur communiqué.

Pour l'instant, Matra BAe Dynamics regroupe les missiles guidés des deux groupes, soit un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de livres (environ 7,9 milliards de francs) et un carnet de commande de 2,6 milliards de livres.

Pour assurer la parité entre les deux actionnaires, BAe versera à Lagardère une somme de 80 millions de livres, susceptible d'être abaissée ou augmentée de 30 millions de livres en fonction de la réalisation des contrats respectifs des deux partenaires d'ici à l'an 2000.

C. J.

## Le décret d'application de la loi Robien sur le temps de travail a été publié

Des dispositions permettront de limiter l'ampleur des plans sociaux à venir

ATTENDU depuis la réunion entre les partenaires sociaux sur l'aménagement du temps de travail, le 8 juillet à l'hôtel Matignon - où le gouvernement avait pris l'engagement de le publier au plus tôt -, le décret qui précise les modalités d'application de la loi Robien, du 11 juin, est paru au Journal officiel du jeudi 15 août. Cette loi, qui vise à favoriser l'emploi par la réduction du temps de travail, assouplit les dispositions de l'article 39 de la loi quinquennale sur l'emploi de 1993, jugées trop complexes et qui avaient connu une application limitée : au total, treize accords, dont neuf conclus par la seule entreprise Brioches Pasquier.

Le décret détaille le mécanisme des allègements de charges sociales accordés aux entreprises qui embauchent ou élargissent leurs recours à des licenciements économiques, grâce à des réductions du temps de travail. Il « permet la mise en œuvre d'accords ou conventions conjuguant l'aménagement et la réduction du temps de travail avec un engagement sur la création ou le maintien d'emplois », selon le ministère du Travail. Pour bénéficier de ce nouveau dispositif, les employeurs devront, par convention avec l'Etat, appliquer un accord de branche ou conclure un accord d'entreprise qui comprend une réduction d'au moins 10 % de la durée initiale du travail. Si l'accord est « offensif », conclu en vue de créer de nouveaux emplois, l'en-

treprise pourra bénéficier d'un allègement de 40 % des cotisations patronales (maladie, vieillesse, accidents du travail, allocations familiales), la première année et de 30 % les six années suivantes, à condition qu'elle accroisse ses effectifs de 10 %. Ces taux d'exonération passent respectivement à 50 % et 40 %, lorsque la réduction collective du temps de travail et le volume des embauches atteignent tous les deux 15 %. L'aide accordée par l'Etat porte sur une durée de sept ans, tandis que l'entreprise ne s'engage que pendant deux ans sur le volume des effectifs. Cette aide est aussi cumulable avec les autres mécanismes de soutien à l'emploi, notamment la ristourne progressive sur les bas salaires, mise en place en juillet.

### SURVEILLANCE

La deuxième application du décret a trait à son volet dit « défensif », qui va permettre de recourir à la réduction du temps de travail, en lieu et place de licenciements économiques. Ce second volet n'était pas prévu à l'origine par le député (UDF-FR) et maire d'Amiens Gilles de Robien, instigateur de la proposition qui a débouché sur cette loi, mais il intéresse le gouvernement, dans la perspective de plans sociaux à venir dans des dossiers comme GIAT Industries, le Crédit lyonnais ou Moulinex. Dans ce cas, pour les entreprises en difficulté qui ne créent pas d'emplois, mais cherchent à main-

tenir leur effectif, le décret précise que la durée initiale de l'aide est fixée à trois ans. Par avenant à la convention, elle peut être prolongée d'une année supplémentaire.

Le décret comprend aussi un certain nombre de dispositifs en cas de non-respect des engagements souscrits par l'employeur dans le cadre de sa convention avec l'Etat. Une suspension de l'aide est notamment prévue en cas de non-maintien de l'effectif sur lequel l'entreprise s'est engagée et en cas de « recours significatif aux heures complémentaires ou supplémentaires ». En cas de non-réalisation des embauches, « l'employeur reverse à l'Etat le montant des cotisations dont il a été indûment exonéré », après expiration d'un certain délai.

Le décret définit, en outre, les conditions dans lesquelles les employeurs qui ont conclu des conventions ou des accords avant la promulgation de la loi Robien pourront, malgré tout, bénéficier de l'allègement des charges sociales. Les accords passés en juillet dans l'agro-alimentaire et dans les coopératives laitières y faisaient déjà référence. Un suivi annuel de l'application des conventions doit être assuré par les directeurs départementaux du travail. De même, le ministère du travail a indiqué qu'il procéderait à un « rapport d'évaluation » de la loi Robien.

Alain Beuve-Méry

## Le Vatican se veut rassurant sur la santé du pape

ROME. Du balcon de sa résidence d'été de Castelgandolfo, le pape a béni les fidèles à l'occasion de la fête de l'Assomption, jeudi 15 août, mais il est apparu très fatigué et le visage figé. Sa voix était légèrement tremblante et essoufflée. Peu avant, un communiqué laconique du Saint-Siège avait annoncé que le scanner, auquel le pape avait été soumis la veille à l'hôpital voisin d'Albano (Le Monde du 16 août), « n'a montré rien de particulier qui soit digne d'être relevé, particulièrement en relation avec l'opération abdominale qu'il a subie en 1992 ».

A la suite de cette ablation d'une tumeur au côlon, le pape suivait des examens de routine à la clinique Gemelli de Rome. Le prochain contrôle était prévu dans quelques semaines. Selon un porte-parole du Vatican, le Père Ciro Benedettini, il n'y a pas de « réapparition » de la tumeur. Mais il a expliqué que le « léger malaise » de mardi, qui l'avait conduit à renoncer à dire sa messe, avait décidé d'anticiper l'examen au scanner et de le faire à Albano, à deux kilomètres de Castelgandolfo, par « simple commodité ». (Interim.)

## La Ligue des champions de football sera élargie à vingt-quatre clubs

LE COMITÉ EXÉCUTIF de l'Union européenne de football (UEFA) a décidé, jeudi 15 août à Genève, de porter la phase finale de la Ligue des champions de seize à vingt-quatre clubs dès la saison 1997-1998. Cette réforme, adoptée pour trois ans, est l'aboutissement de longues négociations entre l'UEFA, les huit fédérations les plus puissantes et les grands clubs européens. Un groupe de travail a été désigné pour définir, d'ici au mois d'octobre, les modalités précises d'application de cette décision dont l'économie générale sera la suivante : ouverture de la compétition, lors d'un tour de préqualification au mois de juillet, à la totalité des champions nationaux. Mais, pour répondre aux aspirations de certains clubs et fédérations, huit pays seront autorisés à engager un deuxième club - vraisemblablement le dauphin du champion - à l'occasion d'un second tour de qualification disputé au mois d'août. Les seize équipes rescapées retrouveront alors les clubs qualifiés d'office pour la phase finale, c'est-à-dire les champions des huit fédérations les mieux classées à l'indice UEFA. La phase finale rassemblera vingt-quatre équipes en six poules de quatre. Les premiers de chaque poule et les deux meilleurs deuxièmes (sur des critères à déterminer) joueront en avril les quarts de finale sur deux matches aller et retour.

■ L'AS Monaco a été tenue en échec par Montpellier sur son terrain (1-1), jeudi 15 août, en match avancé de la deuxième journée du championnat de France. Le Montpellierain Franck Sauze (12') a répliqué à un but du meneur de jeu monégasque Enzo Scifo (6').

■ TENNIS : champion olympique à Atlanta, l'Américain André Agassi a été exclu jeudi 15 août du tournoi d'Indianapolis, dont il était le tenant du titre. La décision a été prise par le superviseur du tournoi après qu'Agassi eut insulté l'arbitre de sa rencontre avec le Canadien Daniel Nestor.

■ VOILE : le navigateur Alain Gautier a abandonné, jeudi 15 août, dans la deuxième étape de la Solitaire du Figaro, après être tombé à la mer. Le skipper, qui faisait figure de favori de la course, a été déséquilibré alors qu'il inspectait la coque de son bateau Brocricande, et il n'a dû son salut qu'à un concurrent qui le suivait, Nicolas Béranger sur Challenge espoir Crédit agricole, qui l'a repêché après un séjour d'une demi-heure dans l'eau. C'est Franck Cammas, sur Skipper Elf, qui a pris la tête de la deuxième étape entre Howth (Irlande) et Saint-Nazaire, où les concurrents sont attendus samedi 17 août.

## M. Giscard d'Estaing : la croissance dépend de l'union monétaire

« L'INFLUENCE DES MARCHÉS DES CHANGES et la prédominance des variables financières ont atteint un niveau excessif », déclare Valéry Giscard d'Estaing dans une interview que publie Le Figaro du 16 août. L'ancien président de la République, à l'occasion de l'anniversaire de l'abandon, le 15 août 1971, de la convertibilité du dollar en or, estime que les origines du désordre monétaire actuel tiennent « au fait que le monde a été progressivement inondé de dollars ». Il exprime alors les espoirs qu'il met dans l'euro : « Le fait d'organiser le système monétaire international autour de trois grandes monnaies mondiales, le dollar, le yen et l'euro, devrait rendre le système moins volatil qu'il ne l'est aujourd'hui. L'union monétaire constituera pour les Européens un moyen essentiel de retrouver une croissance économique plus stable, et d'organiser nos échanges extérieurs sur des valeurs plus prévisibles. »

Michel Alberganti

## Microsoft attaque Netscape sur le front d'Internet

« PLUS DE 32 000 INTERNETES ont téléchargé le nouveau logiciel Internet Explorer 3.0 pendant les six premières heures », a indiqué Microsoft, jeudi 15 août, dans un communiqué « d'alerte » à la presse. Le nouveau navigateur de la firme de Redmond concurrence celui de Netscape qui détient l'essentiel du marché. Lancé le 13 août à minuit, il a suscité une telle demande, selon Microsoft, que les capacités informatiques capables de servir vingt mille demandes simultanées ont été saturées.

Un an après le lancement du système d'exploitation Windows 95, Microsoft semble organiser le même tapage autour d'Internet Explorer. La version 3.0 est disponible gratuitement sur Internet. C'est sans doute ce qui explique la ruée des internautes. Le logiciel complet atteint un volume de presque 8 mégaoctets, ce qui représente plusieurs heures de téléchargement dès que le réseau est légèrement encombré. Pour stimuler la demande, Microsoft fournit des abonnements gratuits à différents services en ligne sur Internet et à l'édition électronique du Wall Street Journal. L'entreprise de Bill Gates a également offert des T-shirts aux 32 000 premiers utilisateurs.

« Nous avions anticipé un grand intérêt pour Microsoft Internet Explorer 3.0 mais la demande nous a submergés », a déclaré Brad Silverberg, vice-président de la plate-forme Internet.

« Nous sommes déçus pour ceux qui ont rencontré des problèmes de téléchargement et nous allons augmenter notre capacité dès que possible », a-t-il ajouté. De fait, de nouveaux sites ont été ouverts pour satisfaire la frénésie des internautes pour ce navigateur gratuit. Netscape avait connu le même succès lorsqu'il avait été diffusé, dans les mêmes conditions, son Navigator 2.0.

### BATAILLE À COUTEAUX TIRÉS

Mais la force de frappe médiatique de Bill Gates est d'un autre calibre. Et, en ce moment, elle fait feu de tout bois. C'est encore le 15 août qu'une vingtaine de fournisseurs anglais d'accès à Internet (dont UUNET, Demon et CompuServe) ont annoncé leur basculement de Netscape vers Microsoft. Ils vont proposer Internet Explorer 3.0 à leurs clients à la place de Navigator. De quoi ralentir la croissance des revenus de Netscape. Les fournisseurs de tels logiciels sont en effet rémunérés par les fournisseurs d'accès en fonction du nombre d'internautes qui choisissent leur produit. D'où la bataille à couteaux tirés que se livrent Microsoft et Netscape. Le premier tente aujourd'hui de reprendre l'ascendant dans l'un des rares domaines du logiciel grand public où il n'impose pas une écrasante domination.

Netscape a bien senti le danger. Quelques

jours avant le lancement d'Internet Explorer 3.0, le 7 août, l'entreprise a assigné Microsoft en justice pour violation des lois antitrust. L'affaire concerne les restrictions incluses dans la licence des systèmes d'exploitation de la firme de Bill Gates qui auraient pour objectif de décourager leurs utilisateurs d'acheter les logiciels de Netscape destinés à la création de sites sur Internet. Cette affaire rappelle le tollé de plusieurs prestataires de services en ligne lors du lancement de Windows 95. A l'époque Microsoft tentait d'imposer son propre réseau MSN, et voulait utiliser son quasi-monopole sur les systèmes d'exploitation pour rattraper son retard sur ses concurrents. L'histoire semble donc se répéter.

Le 12 août, Bill Gates a laissé entendre qu'il pourrait investir plusieurs millions de dollars dans la stimulation des éditeurs de logiciels pour Macintosh. De quoi aider Apple à sortir de l'ornière. La démarche ne manque pas de sel. L'entreprise à la pomme fait partie des rares symboles de la résistance à l'hégémonie de Microsoft. Elle est la seule à promouvoir un système d'exploitation différent. La voilà en péril et c'est Microsoft qui vient à son secours. Bill Gates tenterait ainsi de maintenir un semblant de concurrence afin d'échapper aux foudres de la commission fédérale du commerce.

Michel Alberganti

## Bourse : repli à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO était fermée, vendredi 16 août, en raison des fêtes de l'Assomption.

Sur le marché des changes de Londres, le dollar était stable. Il s'échangeait à 1,4580 mark, 5,0855 francs et 107,70 yens. Le cours du franc face à la monnaie allemande était lui aussi inchangé. La devise française cotait 3,4180 francs pour un deutschemark.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de vendredi en baisse. L'indice Nikkei a cédé 0,64 %, victime de prises de bénéfices sur les valeurs des télécommunications.

La veille, Wall Street avait très légèrement baissé (-0,01 %), dans un marché peu actif. Les investisseurs n'avaient pas réagi à l'annonce d'une hausse de 0,1 % de la production industrielle aux Etats-Unis au mois de juillet. Le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans était remonté de 6,78 % à 6,80 %.

Tirage du Monde daté vendredi 16 août 1996 : 414224 exemplaires

## Patrick Poivre d'Arvor assigne en diffamation le paparazzi qui l'accuse de violences et séquestration

SEUL SON AVOCAT, M. Bernard Prévost, Patrick Poivre d'Arvor a assigné en diffamation, vendredi 9 août, Franck Skorpion, un photographe indépendant âgé de trente ans, devant le tribunal de grande instance de Paris. Ce nouvel épisode judiciaire fait suite aux nombreuses déclarations que Franck Skorpion avait faites dans la presse à propos de la plainte qu'il avait déposée, mardi 30 juillet, pour vol, violences et séquestration, contre le présentateur-vedette de TF1 et son frère Olivier. Le paparazzi, qui tentait de les prendre en photo durant leurs vacances sur l'île grecque de Skyros, affirme que les deux frères l'auraient agressé et qu'ils auraient détruit son matériel.

Quelques jours après les faits, il expliquait que Patrick et Olivier Poivre d'Arvor l'avaient battu, séquestré et harcelé pendant près de douze heures. Une version que démentait formellement le présentateur.

Dans son édition du 14 août, Le Canard enchaîné affirme, pour sa part, que certains responsables de TF1 mettraient tout en œuvre pour que cette bataille judiciaire - plainte pour plainte et procédure pour procédure - n'ait finalement pas lieu et pour régler l'affaire à l'amiable. Selon l'hebdomadaire satirique, c'est « par l'intermédiaire de l'ancien photographe Marc Francet, [qui] Etienne Mougeotte a donc fait savoir à Franck Skorpion (c'est le nom du « tabassé ») et à son

avocat que la chaîne était prête à verser un dédommagement financier (au moins 300 000 francs, aux dernières nouvelles) à l'occident du travail en échange de ce beau geste de pardon des offenses ».

### NÉGOCIATIONS

L'article évoque aussi des négociations qui auraient eu lieu, toujours dans le but d'étouffer l'affaire, entre Etienne Mougeotte, vice-président de TF1, et Axel Ganz, PDG de Prisma Presse, la société éditrice de l'hebdomadaire Voici, qui avait commandé des photos du présentateur de TF1 à Franck Skorpion et qui a mis en cause Patrick Poivre d'Arvor dans ses deux dernières éditions. Joint par téléphone, mercredi 14 août dans l'après-midi sur son lieu de vacances à Saint-Tropez, Marc Francet nous a toutefois démenti formellement avoir servi d'intermédiaire entre les deux parties : « Je suis un vieux ami d'Etienne Mougeotte : il était mon pion au baccarat. C'est sans doute pour ça que mon nom a été cité, mais tout ça est complètement fafelu. C'est une his-

toire montée de toutes pièces », explique-t-il. L'ancien photographe ajoute : « Il est vrai qu'Axel Ganz et Etienne Mougeotte se sont effectivement rencontrés, car ils sont tous deux en congés à Saint-Tropez, mais c'était tout à fait par hasard. J'étais présent durant le dîner d'anniversaire dans lequel ils se sont croisés et la question des ennemis de PPDA n'a même pas été abordée. »

L'avocat de Patrick Poivre d'Arvor, M. Bernard Prévost, affirme de son côté poursuivre la procédure engagée par son client - qui participe actuellement à la course transatlantique Québec-Saint-Malo - et n'avoir reçu aucune instruction quant à un éventuel retrait des plaintes. Quant à Franck Skorpion, des proches indiquent qu'il serait, pour l'instant, décidé à maintenir sa plainte mais qu'il n'écartera pas l'idée de négociations pour régler l'affaire à l'amiable. Selon cette source, une première rencontre entre les avocats des deux parties pourrait avoir lieu dans ces prochains jours.

Dorothee Trompent

## Dans « Le Monde diplomatique » d'août

LE MONDE DIPLOMATIQUE d'août propose notamment quatre dossiers : La révolution informationnelle (avec des articles de Joël de Rosnay et Ingrid Carlander) ; Mythologies contemporaines (Marc Augé et Denis Duclos) ; Comment la pensée est devenue unique (François Brune et Susan George) ; L'argent et les médias dans l'élection présidentielle américaine (Thomas Ferguson, Serge Halimi et Marc-François Bernier). Également au sommaire : Double jeu américain en Colombie, par Noam Chomsky ; Matra basse sur le Mexique, par Jaime Avilés ; Guerre aux pauvres ! par Eduardo Galeano ; Qui a peur des Catalans ? par Manuel Vazquez Montalban ; Pour une communauté culturelle méditerranéenne, par Albert Jacquard ; Les ambitions pacifiques de Vancouver, par Florence Beaugé.

\* En vente chez votre marchand de journaux : 22 F.

هكذا من الأصل



# Le Vatican se veut rassurant sur la santé du pape

Le Vatican se veut rassurant sur la santé du pape. Le pape Jean-Paul II est en bonne santé, selon les médecins vaticans. Le pape a subi une opération de la prostate il y a quelques semaines. Les médecins vaticans déclarent que le pape est en pleine forme et que sa santé est excellente. Le pape a même commencé à faire de la marche à pied. Les médecins vaticans déclarent que le pape est en pleine forme et que sa santé est excellente. Le pape a même commencé à faire de la marche à pied.

## La ligue des champions de football

La ligue des champions de football. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine. Les équipes de football de la ligue des champions se préparent pour la saison prochaine.

Le Monde - GALLIMARD

Une nouvelle inédite

de la tête

de la tête

MARCO VILLARD  
Vendredi 23 date samedi 24 août

THIERRY JONQUET  
Vendredi 9 date samedi 10 août

DIDIER DAENINCKX  
Vendredi 2 date samedi 3 août

HENRI RACZYKOW  
Vendredi 26 date samedi 27 juillet

JEROME CHARYN  
Vendredi 19 date samedi 20 juillet

DANIEL PENNAC  
Vendredi 12 date samedi 13 juillet

122<sup>e</sup> Rue. Il fait des petits pains à la viande dont personne ne sait avec quoi ils sont fourrés.

- Tu veux dire...
- Qu'en pleine disette il ne manque jamais de viande.
- Du pâté de tête ?
- C'est ce qu'on dit.
- On va aller goûter. »

Dès la 64<sup>e</sup>, on sentit que la rue se préparait à arriver à Haarlem. Lanterne éteinte, un fiacre entièrement jaune déboula face à eux sans se dérouter. Le cocher fit siffler son fouet au-dessus de leurs têtes en criant... Yeil ! Ho ! Kab !

- « De vrais dingues, ces fiacres jaunes !
- Tu sais, Ed, ils sont réquisitionnés à un sou la course. Ça met le fiacre à la portée du citoyen, mais faut la faire tourner, la voiture.
- Je me suis toujours demandé pourquoi ils étaient jaunes. Pour éviter qu'on se fasse écraser ?
- Non. Pour pas que le roi puisse s'enfuir avec !
- Tu plaisantes ?
- Pas du tout. Ordre de l'Assemblée ! Grâce à cette couleur, qu'ils ont dit, la prochaine fois, on arrêtera le Capet avant Varennes. »
- Ed n'arrivait pas à savoir si Jones était sérieux.

\*\*\*

« Notre négillon, ce n'est pas la peine de le peindre en jaune pour le repérer. Il est toujours là, avec une rue d'avance sur nous. On pourrait en faire un bon volteur. »

En revanche, Ed, le type qui nous colle depuis la gargote ne fera pas de vieux os dans le métier. Les compères se firent trois signes, et l'affaire était pliée. Dès l'angle tourné, Jones se plaqua contre le mur, tandis qu'Ed continuait en faisant sonner le pavé. Quand l'inconnu déboucha, Jones l'agrafa aux épaules. Dans la seconde qui suivit, l'homme avait un canon argenté posé sur chaque tempe. D'un coup, il pouvait se suicider en deux exemplaires. Fossoyeur le poussa à la lumière. C'était le Veuf.

- « Du calme, messieurs. Du calme. Je ne vous veux pas de mal.
- Il manque pas d'air, le citoyen !
- Si, justement, et vous seriez fort aimable de cesser de m'étrangler.
- Qui tu es, toi ?
- Mon nom est affreusement imprononçable et ne vous dirait rien.
- Qu'est-ce que tu nous veux ?
- Bien malgré moi, j'ai entendu votre conversation à la taverne. J'ai cru comprendre que vous cherchiez une tête. Moi aussi !
- La même ?
- Pas exactement. Je suis de la maison du duc de Penthièvre, voyez-vous... »
- Non, Ed et Jones ne voyaient pas.
- « La belle-fille du duc était... la princesse de Lamballe ! Vous en avez entendu parler ? »

Deux fois, ce soir. Ed trouvait que ça faisait beaucoup pour une tête au bout d'une pique.

« J'ai un marché à vous proposer, messieurs. Nous cherchons chacun une tête. Nous savons qu'elles empruntent les mêmes chemins. Allions nos efforts. Le premier qui rencontre la tête de l'autre le prévient. J'ajoute que, dans cette affaire, la générosité de monsieur le duc est... sans limite. Vous me comprenez ? »

Le Veuf se retrouva soudain suspendu à cinquante centimètres du sol. « On comprend surtout qu'on ne comprend pas. Pourquoi tu nous régales avec la cassette du duc alors que tu peux mener ton affaire tout seul ? »

Ed a raison, il y a autre chose là-dessous. Qu'est-ce que ça vient faire avec notre tête de nègre ? Les pieds décollés, le Veuf perdait de l'humour par en dessous.

« Je vais vous le dire, mais j'espère, messieurs, que j'ai devant moi des gentilshommes. » Ed et Jones le firent atterrir et crachèrent à ses pieds pour lui montrer leurs quartiers de noblesse.

« La princesse de Lamballe et Germain, le fils du marquis, étaient... comment dire... Amants ! »

Le mot de Jones postillonna au revers du Veuf. Il s'offusqua. « Je dirais plutôt qu'ils avaient un tendre penchant. »

« Le marquis était au courant ? »

« Non, bien sûr. C'était inconcevable ! »

Ed et Jones se demandaient s'ils n'avaient pas mis les pieds dans une affaire trop compliquée pour eux, avec de la particule semée partout.

« Qu'est-ce que tu attends de nous ? »

« Simplement, que vous me fassiez signe quand vous aurez récupéré votre tête. »

« Et comment ? »

« Ne vous inquiétez pas, messieurs, je vous trouverai. »

Tout à coup, le Veuf tourna sur lui-même, s'enroula dans sa cape, se jeta et attrapa en marche, avec une agilité étonnante, une voiture jaune lancée à pleine vitesse. Yeil ! Ho ! Kab ! Le cocher fouetta. Le Veuf les salua par la portière.

« Bonne chance, messieurs. Et que la meilleure tête gagne ! »

Ed et Fossoyeur en restèrent les bras ballants sur le pavé. Le premier fulmina : « Dès qu'il pourra, cet enfant de ribaude essaiera de nous fancher notre tête de nègre. »

« Tu oublies un truc : il est blanc et nous noirs ! Et il ne connaît pas Fossoyeur Jones ! »

« Ni... Ed Cercueil ! »

« Attention, Haarlem, nous voilà ! »

Ils se tapèrent dans la main. Mais, cette fois, à plusieurs reprises, à la manière des maîtres au marché aux esclaves, pour dire : je le prends tel qu'il est, au-dessus, en dessous, à l'intérieur, sans reproche et sans dédit.





« On le suit. »  
« Et lui, qu'est-ce qu'on en fait ? »  
Fossoyeur monta, devant eux, le négillon à tête de marmotte qui avait  
- Je te l'avais bien dit que tu tomberais amoureux de ce quartier...  
- Pourquoi pas ? Il reste sûrement des choses à voir, là-bas...  
- La seule façon de le savoir, ce serait de retourner à Haarlem.  
- Peut-être qu'il respectait vraiment cette tête de nègre.  
« Je me demandais si DeJongne était au courant pour le diamant... »  
Jones soupira :  
- Ne rêve pas. Avant que les nègres écrivent... »  
- On demandera au fils du général Davy de raconter nos histoires.  
monde.  
- Tu as raison. Il faut déjà bien connaître son quartier avant de courir le  
loin ?  
- Avec tout ce qui se passe à Haarlem, tu crois que ça vaut la peine d'aller si  
loin ?  
« Et si on allait vraiment aux Amériques, Ed ? »  
rouge du gosse.  
On retrouvait leurs pas, quelque part sur le pavé de Paris. Ed Cercueil et Fos-  
soyeur Jones marchaient côte à côte. Ils s'étaient partagé la grosse pomme  
persuade Chester Himes (1909-1984), un auteur noir américain  
Himes se met à l'ouvrage. Et compose en six semaines  
A Five-Cornered Square, qui devient, en français,  
La Reine des pommes. Au centre de ce roman légendaire,  
deux personnages « hétéroclites » : Grave Digger Jones,  
alias Fossoyeur Jones, et Ed Johnson, alias Ed Cercueil,  
deux fils noirs, brutaux et truculents, qui font régner  
un ordre impitoyable à Haarlem.  
à leur créateur d'entrer au panthéon du roman noir.  
Les lecteurs familiers de Himes pourront s'amuser, dans la nouvelle  
qui suit, à repérer les emprunts - nombreux - à son œuvre.  
On ne saurait trop conseiller aux autres de rendre  
un jour visite au grand Chester.]

île de nègre

Au petit Amédée  
et ses jouets manio

- C'est incroyable ! Moi, je fabrique des cercueils. On était faits pour  
s'entendre. »  
Ed et Jones se tapèrent dans la main.  
« Qu'est-ce qui vous amène ici, mes jolis, enfouraillés comme pour une ba-  
taille navale ? Me dites pas que c'est la guerre, la vraie ! Ce serait trop beau.  
- Ne rigole pas, citoyenne. Verdun est tombé.  
- Je sais, et, dans une semaine, il y aura des Prussiens pleins Paris ! La patrie  
en danger ! Passez la monnaie ! La guerre, c'est bon pour le commerce, pas les  
révolutions. Encore moins les émeutes comme en ce moment.  
- T'es du parti de Brunswick, citoyenne ?  
- Attention, mon joli, tu parles à une vraie patriote ! Te fie pas à la tenue,  
mon joli. Je suis un soldat, un vrai. Reconnue « vainqueur de la Bastille » par  
la Constituante. Regarde ! »  
La gargotière montrait, accroché au mur, un parchemin constellé de  
cocardes tricolores. Elle fit un salut militaire impeccable dans sa direction.  
« Mais vous n'êtes pas venus pour m'entendre dégoiser. Qu'est-ce qui vous  
ferait plaisir ? Du boudin aux trois pommes ? Ca tombe bien, je n'ai que ça.  
Mais, d'abord, faites sonner les pièces. Je vous préviens, ici on fait pas l'as-  
signat.  
- Si ton commissaire t'entendait...  
- Qu'il entende, Jones ! En ce moment, avec ces bouts de papier, à peine tu  
tourner le dos qu'ils ont perdu la moitié de leur valeur. Ils les sortent comme  
les petits pains du Mac. Et, une fois sur deux, c'est un faux. Ils ont beau poin-  
çonner ici, timbrer là, les fabricateurs les réussissent mieux qu'eux. Y'a même  
un jolivet qu'a voulu en faire un tricot de soie !  
- Tu exagères, citoyenne !  
- Non, mon joli. Je l'ai lu dans *Le Babillard*. Vous imaginez les tricoteuses de  
la place du Carrousel qui font de l'assignat au point de mousse pendant que  
les cabochons d'aristos tombent dans le panier ? »  
Ed revoyait le Rouquin se débattre dans la sciure.  
« Allez, soldats, faites sonner la monnaie ! »  
Fossoyeur montra sa bourse. La gargotière agita une grosse langue brune de  
ribois en rigolant.  
« A la bonne heure ! C'est la partie de l'homme que je préfère. On y va pour  
deux roulés d'amour ! En attendant, déchaussez-vous les dents avec ça. »  
La vivandière leur servit deux godets d'eau-de-vie au tonnelet et disparut  
dans la cuisine, le menton bien haut. Elle se mit à chanter, à en récurer les  
cuivres, sur l'air de *La Carmagnole* :  
« Mangeons à la Gabelle, vive le son, vive le son,  
Mangeons à la Gabelle, vive le son du canon.  
Savez-vous pourquoi, mes amis,  
Nous sommes tous si réjouis ?  
Savez-vous pourquoi, mes amis,  
Nous sommes tous si réjouis ?  
C'est qu'un repas n'est bon  
Qu'appâté sans façon.  
Mangeons à la Gabelle... »  
Ed s'inquiéta :

Jones ramassa une pierre et traça un quadrillage sur un mur entre deux  
fenêtres.  
« On est là. Derrière nous, au sud, c'est le Parc central. Ce qui part en biais,  
c'est Saint-Nicolas. On va chez le Mac, ici, dans Les Nox. C'est l'ancienne ave-  
nue Les Nox, mais le « i » a dû être décapité...  
- Vous gênez surtout pas, les artistes ! »  
Un vieux morceau de charbon à bonnet phrygien était sorti de la maison,  
une pique à la main.  
« Ça devient une vraie calamité, ces graffitis ! Y'en a partout. Avant, c'était  
« Vive la Nation ! A bas les affameurs ! » Maintenant, on comprend même pas.  
Ça ressemble à rien. Regardez le vôtre ! »  
Ed et Jones ne voyaient que la croix où ils devaient se rendre.  
« Y'a pire ! Y'a une bande de jeunes, c'est : Ta gueule Robespierre ! Ta  
gueule Marat ! Ta gueule Danton ! Tout le monde y passe. On les appelle les  
tagueurs. On croirait qu'y a qu'eux qu'on le droit de s'exprimer ! »  
Ed et Jones laissèrent le vieux fulminer et remontèrent jusqu'à Les Nox. On  
aurait dit que tout le quartier était dehors pour gratter un peu de fraîcheur.  
On s'interpellait d'une fenêtre à l'autre. Au Poulet Roi, on avait sorti les sen-  
teurs ; au Savoie, la musique. L'aboyeur du Paradis racolait devant l'entrée du  
cabaret en contrebass.  
« Entrez ! Entrez ! Venez voir le véritable homme sauvage, qui se livrera  
devant vous, entièrement nu, aux mystères les plus secrets de la nature !  
Mieux qu'au Palais-Royal ! Séance toutes les quinze minutes ! »  
Ed et Jones avaient du mal à se frayer un passage en évitant les tire-laine. Ils  
durent laisser entrevoir leurs flingues pour se donner de l'air. A un coin de rue,  
une colonie de bouises, moulées comme des baguettes trop cuites, faisait de la  
retape. Une experte, au teint de banane juste mûre, loucha sur leur artillerie.  
« Mes petits sucres, si vous avez des engins comme vos engins, ce sera gra-  
tuit ! »  
Ed se laissa harponner. Jones le dégagea.  
« Touche pas, Ed. C'est infecté jusqu'à l'os.  
- Le virus V ?  
- Encore plus que les suiveuses de régiment ! »  
Devant L'Homme Gras, ils furent dépassés par le négillon, qui courait en  
poussant sa roue jaune vers la 125°.  
« On dirait, Fossoyeur, que cette roue nous indique le chemin.  
- Plus la peine, regarde. »  
Jones lui montrait un immeuble à la façade étayée. L'enseigne clamaît :  
« Mac, le roi de l'en-bourgeois rapide ». De grandes paniers en osier montées  
sur roulettes étaient alignées le long de l'établissement. Elles débordaient de  
petits pains ronds. L'odeur de pâte chaude embaumait la rue.  
« Un conseil, Ed : à Haarlem, quand ça sent bon, cherche où ça pue. »  
Un attroupement s'était formé devant l'une des paniers. Elle débordait  
plus que les autres. Et pour cause : des jambes nues et noires en dépassaient !  
Ed et Fossoyeur s'approchèrent. La foule résistait.  
« Deuxième conseil, Ed : ici, tu gueules et tu cognes le premier. A Haarlem,  
si t'es mou, t'es mort.  
- Écartez-vous ! Écartez-vous ! »

plein galop tirèrent sur les rênes. La troupe se figea, les chevaux se cabrèrent, comme bœuf.  
 « Regardez ! Les fantômes ! »  
 Deux rangs de cavaliers en tunique blanche barraient l'entrée du Parc cen-  
 tral, ils avaient le visage dissimulé par de hauts bonnets percés de trous aux  
 yeux et portaient des torches embrasées. Une immense croix de bois était  
 plantée derrière eux.  
 « Raconte-moi, Rossy pour !  
 — Ça, jamais ! J'ai tout crevé !  
 Le gosse s'est piqué le coupé dans la 112 ». Derrière eux, Delorme exhibait ses  
 bouffes.  
 « Vous n'allez pas vous laisser étrayer par ce clan de gougasses ! » Mais per-  
 sonne ne voulait bouger. Un des fantômes embrassa la croix. Les égarés  
 s'enfermèrent en désordre. Delorme hurlait de rage :  
 « Ed Cercueil et Rossy pour Jones, on se retrouve ! »  
 L'artefage s'éloigna de Haarden au trot. Il brandit la Seine et arriva chez le  
 marquis. Le jour se levait. Le négrier mangeait une pomme. Ed se rassura.  
 Déjà, il retrouvait son ciel goughe. Le mitraque de l'onguent des lles...  
 « Comment tu te sens, Ed ?  
 — Je devrais échapper à l'œil de verre... C'est pas vrai ! »  
 Jones vit se précipiter soudain sur la tête de négre enmaillottée et détou-  
 ler le fige.  
 « Qu'est-ce que tu fais ?  
 — Je vérifie si nous ne sommes pas deux imbéciles de négres. »  
 Ed souleva la paupière fermée. En dessous, le bieu avait mangé tout l'œil. Il  
 — Tu trouves ?  
 — Mais... Tu es fou !  
 Ed fit sauter l'œil et montra dans sa main un énorme diamant bieu.  
 chez Delorme. Elle n'avait qu'un œil de femme. Un type du régiment dormait  
 comme ça. Et il avait...  
 Rossy pour, d'abord sidéré, explosa :  
 « On s'est fait rouler dans la scure. Je vais le tuer ! Tout marquis qu'il est, je  
 vais le saigner à bieu »  
 — Et si on lui parlait, d'abord ? »  
 Le marquis les accueillit avec une chaleur retenue :  
 « Mes amis, je ne sais comment vous remercier. Je fais porter immédiatement  
 ment au duc de Penthièvre la tête de sa malheureuse belle-fille. Quant à mon  
 épouse et à moi, vous ne pouvez savoir quel trésor vous nous avez rendu. »  
 Ed et Jones en avaient pourtant une petite idée.  
 « Désormais, je suis votre obligé. Vous pouvez tout me demander.  
 — Nous avons été payés, monsieur le marquis. Nous souhaiterions seule-  
 ment... »

Ed se lança, en bûcheronnant des épaules. Ça grognait chez le quidam.

« Police ! On ne bouge plus ! »

Jones le suivit. Un grand chocolat en forme de coutelas rigolait. D'un coup de crosse en pleine face, Fossoyeur lui émoussa le tranchant. On recula. Sauf un café-au-lait édenté qui fit mine de toucher à sa lame. Ed le cueillit du soulier, là où il était le plus café. Le gars s'effondra face au sol en se tenant le porte-lorgnon.

« Garde-à-vous, fixe, tas de gagne-denier ! Inspecteur Fossoyeur Jones, c'est lui. Ed Cercueil, c'est moi. Le premier qui bouge se retrouve les pattes en l'air comme celui-là. Si vous savez quelque chose, vous venez causer, sinon vous rentrez border vos cafards, pigé ? »

Les clampins en restèrent sidérés, avec toutes les teintes de l'ahurissement. Ils refleurèrent l'œil mauvais, avant de s'évaporer. La rue était vide. Il ne restait plus, un peu à l'écart, que le nœgrillon, le menton posé sur sa roue jaune.

« T'as vu quelque chose, toi ? »

— Oui. Le nègre blanc est tombé du ciel comme un ange. »

Ed se dit que c'était beau d'être gosse, mais que ça ne faisait pas avancer les enquêtes.

« Viens voir, Ed »

Jones était penché au-dessus de la panière au cadavre. Un étrange cadavre. La tête était noire. Les mains et les avant-bras étaient noirs. Les pieds et les jambes jusqu'aux genoux étaient noirs. Mais le reste du corps était... blanc. Ed enjamba la panière et examina l'homme de plus près.

« Le Veuf ! »

Les membres passés au cirage, le corps écartelé comme une girouette mal peinte, c'était bien l'homme qui les avait abordés. A côté de lui reposait un paquet, enveloppé de chiffons. Ed et Jones avaient une petite idée de ce qu'il contenait...

Le corps du Veuf ne montrait aucune blessure, mais portait une corde autour du cou.

« Tu ne trouves pas, Ed, que c'est un peu court pour se pendre ? »

— Il a peut-être changé d'avis, ou on l'a dépendu. »

Un immense gaillard, qui portait la raie au milieu dans ses cheveux décrépés, interrompit leur réflexion.

« Dites donc, les sabreurs, je peux récupérer ma marchandise ? J'ai des livraisons à faire, moi ! »

Le veuf avait plus d'or sur lui qu'une pendulette du château de Versailles. Il s'éclaircissait certainement le teint à l'onguent des lles. Sa peau était devenue léopard.

« Qui c'est, celui-là ? »

Le léopard commandé montra fièrement l'enseigne : « Mac, le roi de l'en-bourgeois rapide ».

« T'es quoi, toi, là-dessus, le rapide ? »

L'autre blêmit, sans crème. Vexé. Quoi ! On ne reconnaissait pas l'inventeur du petit pain rond fourré, celui qu'on mange « en bourgeois », vite fait, sur le pouce, entre deux émeutes. Il avait des carrioles dans tout Paris sur les parcours des manifestations.

Le bruit du cuquetet dévalait du ciel. Un ciel bien qu'il n'attendait que ça pour crever. Le choc percuta les bastions de l'échafaud. Plein centre. L'onde se propagea comme une volve d'araignée au-dessus du crâne de Edmond et du Rouquin. Ils attendaient là, cachés jusque à l'apogée de la guilotine. L'orage roulait au loin. Edmond dress l'oreille pour saisir au passage ce qui retentissait furfur sur l'acier. Le bruit d'un rat qui glisse dans son trou. Une tête venait de tomber dans la paille. Une tête anonyme que le ciel dévorait et se dévorait. Dans l'obscurité, la peau noire du visage d'Edmond n'eut pas même un frémissement. Ce n'était pas pour cette tête qu'il était venu. Dehors, la foule eut un hoquet rageur. Une poissarde janaq un débret de *Carminole* qui retomba aussitôt dans ses plis. On se lassait. Depuis des heures, le rasoir ramentait sur la place du Carrousel. Et le soleil empesait à décliner derrière les Julliettes. L'orage se rapprochait. Edmond regardait le sang goutter paresseusement au-dessus de lui. Il faisait des blocs mats dans la suture à ses pieds. Un sang épais, presque visqueux. Il en avait vu couler de toutes sortes, des râlismes : du moût poissarde au clavier encore vil. A croire que certaines vies avaient été tirées à peine four-lées.

« On n'a qu'à prendre ce sang-là. Qu'est-ce qu'il y verra, ton marquis ? »

L'Edmond ne trouma même pas la tête vers le Rouquin. Une espèce de long barreau d'étreux qui rechignait depuis le début. Il s'était rencoquevilé dans un coin, les poings pressés contre la poitrine pour s'empêcher de tousser.

« C'est vrai, quoi, une fois saigné, on est tous pareils. »

L'Edmond regrettrait d'avoir eumment ce gégnard. D'habitude, il travaillait seul, en voléguem, comme au régnement. Mais le Rouquin avait besoin de quel-ques jours, remplis une gourde de jus d'aristo, et on se sauve d'icel.

— On ne peut pas sortir, il fait encore jour.

4

*Imbroglio negro*

- Le gars avait fait venir sa main-d'œuvre de Guyane hollandaise. Ils ont fait souche. Le quartier a grandi, c'est devenu Haarlem tout court.  
- Il y a encore des tulipes ?  
- Non, mais le Noir y pousse toujours très bien. »  
Ed essaierait de se faire à l'humour de Jones. Ce ne serait pas facile.  
« D'ici, on y va comment, à Haarlem ?  
- Suffit de suivre la roue. »

Les deux hommes se mirent en chemin. Côte à côte, Ils remplissaient bien la rue.

« Ed, tu ne trouves ça pas louche, cette histoire de princesse et de tête à récupérer ? Ça ne t'étonne pas qu'un marquis ait besoin de deux malheureux Noirs comme nous pour retrouver la tête de son fils ?

- Son fils aussi était noir.
- Mulâtre ! Avec des yeux bleus, une particule et des terres comme la moitié de Saint-Domingue. Ça change la teinte.
- A quoi tu penses, Jones ?
- Je crois que le gentil marquis nous envoie liquider Delorme.
- Et alors ? C'est une mission. On a accepté. C'est tout. Dis-moi plutôt comment on va faire pour récupérer cette tête.
- On va d'abord aller manger. Un bon boudin aux trois pommes à la Gamelle de la Révolution, ça te dit ?
- C'est où, ta gargote ?
- Dans la 24<sup>e</sup> Rue.
- Pardon ?
- A l'angle de 24<sup>e</sup> Est et de la III<sup>e</sup> Avenue.
- Mais qu'est-ce que tu racontes ? »

Jones prit l'air penaud du gosse qui cache une bêtise.

« Il faut que je te dise... Je ne sais pas lire !

- Et alors ?
- Comme je ne peux pas lire le nom des rues de Paris, je les ai numérotées du nord au sud et d'est en ouest. C'est pratique, comme système. Je l'ai même proposé à ma section de Mauconseil. Refusé ! Citoyen, qu'ils ont dit, ça établirait une hiérarchie entre les adresses ! Tu parles ! Ils rêvent tous de donner leur nom, même à une impasse. »

Ed restait dubitatif.

« Tu verras, tu t'y feras. En plus, ça a un autre avantage : personne ne sait où on est ni où on va. »

La Gamelle de la Révolution grouillait de vide. Mais la patronne en remplissait un bon bout. Son tonneau d'eau-de-vie en sautoir sur la hanche la faisait ressembler à un gros saint-bernard éméché. Tout pour plaire.

- « Holà, Fosseyeur ! Voilà que t'as trouvé un jumeau !
- Pourquoi elle t'appelle Fosseyeur ?
- Pardi, parce que je le suis ! Y'a pas de meilleur coup de pelle au cimetière de Picpus.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



36

Le gosse avait crié en se dressant sur son siège. Tout à coup, les cavaliers au  
« Les fantômes ! »  
lame qui allait s'abattre sur lui.  
Soudain le feuillage du parc se dessina sur le petit jour. La Providence en  
La rossignole n'en pouvait plus. D'ailleurs, la menteuse était prête pour la chute.  
« Reste aveugle, Ed ! Reste aveugle ! »  
« Raconte-moi, Rossignol ! »  
jaillir des étouffées sur le pavé. Aux fenêtres, on applaudissait le spectacle.  
des dents en or tenta de s'accrocher à la portière. Il fallut le décrocher avec  
Ed n'avait pas le temps de traduire les étonnantes du négro. Un enragé avec  
« Il y a des fantômes dans le parc ! »  
toute pas aller plus loin.  
« Allez, gamin ! Encore un effort. Au Parc central, on sera sauvés ! Ils n'ose-  
plein dedans, Ed !... Bravo !... »  
pousser. Ed mitraillait aux ordres... « À gauche !... Droit derrière !... En  
Le coupé filait au milieu de la rossignole, mais perdait du terrain sur ses  
« Je te guidrai. Ça nous a bien réussi tout à l'heure. »  
« Un aveugle aux pistolets ! Je n'y aurais pas pensé tout seul.  
« C'est toi qui vas tirer. »  
« On va leur répondre, à ces poutis. Ed, comme tu ne peux pas recharger,  
lance. Ça canardait maladroitement.  
fonçait sur toute la largeur de l'avenue. Delorme en tête, le sabre comme une  
Les Nox s'étaient complètement vidés sous la charge. La bande d'égorgés  
« Plus vite, gamin ! Ils se rapprochent ! »  
se donnaient un étrange balser volé.  
rêves dans leurs lignes blanches. Le Veuf voulait les réunir. C'était fait. Les amants  
racha comme un étalon pour la saillie. Jones cala sous la banquette les deux  
Le gosse sourit et fit claquer son fouet. « Ho ! Kab !... La rossignole s'ar-  
« Ouf, Monsieur-Itte, elle est rouge. »  
« Elle est rouge, hein, gamin ? »  
Le gosse tendait une grosse pomme à Ed. Il la prit au jugé et la respira.  
« Tiens ! Pour toi, Monsieur-Itte. »  
Ed dans la voiture.  
cade. C'était la troupe de Delorme qui rappliquait au galop. Rossignol poussa  
Au débouché de la 123<sup>e</sup>, on entendait le fracas d'une caval-  
« Vaut mieux pas ! »  
« Raconte-moi, Jones ! Raconte-moi ! »  
jaune brillait comme un soleil de Fontenoy.  
Le négroillon montra un coupé démantibulé attelé à une rossignole. La roue  
« Là ! »  
« Oh ! t'es mis ta roue, toi ? »  
Haarlem.  
fantôme à trois têtes, ce n'était pas demain qu'ils reverraient ça. Même à  
des cris de frayeur. Il faut dire qu'un furtif à flingues d'argent traînant un  
Il courrait dans la direction du négroillon. On s'écarta sur leur passage avec

3

### La reine des pommes

Ed et Jones sortirent ensemble de l'hôtel particulier. Ils firent semblant de  
ne pas remarquer, un peu plus haut dans la rue, un négroillon à tête de mar-  
motte caché sous un fiacre. Il finissait de dégager la roue du côté de la  
chaussée. L'essieu était déjà sur béquille. Le cocher ronflait sur son siège.  
La roue était maintenant complètement libérée. Une belle roue à rayons  
jaunes.

Tout à coup, le négroillon vit les deux hommes un peu plus bas dans la rue, il  
eut un mouvement de retrait pour se cacher. La roue glissa et lui échappa. Elle  
fila dans la pente, droit sur Ed et Jones.

« Attention ! »

Jones tira vivement Ed en arrière. La masse siffla devant leurs visages. L'en-  
gîn percuta le bouleroue d'une porte cochère, fut propulsé en l'air comme un  
soleil jaune, courut sur le faite d'un mur et retomba sur le pavé en faisant jail-  
lir une gerbe d'étincelles. La roue rebondit bien en ligne et disparut en direc-  
tion de la Seine.

« Bougre de face de ramoneur ! Je vais te montrer ! »

Ed et Jones eurent à peine le temps de se retourner. Le négroillon passa de-  
vant eux en détalant, poursuivi par un gros cocher écarlate qui jouait de la  
chambrière sur le dos du gamin en braillant.

« Tu vois, Ed, ce gosse et sa roue, au train où ils vont, on va sûrement les  
retrouver à Haarlem.

- Où ça ?
- Haarlem, le quartier des Noirs dont parlait le marquis.
- C'est quoi, ce nom ?
- Une ville de Hollande.
- Quel rapport ?
- Il y a longtemps, sur l'emplacement du Parc central, un Hollandais faisait  
pousser des tulipes qui venaient de cette ville.
- Et les Noirs, là-dedans ?

16

« Je suis Mac. C'est moi, le patron de tout ça. »  
D'un geste des bras, il semblait embrasser le monde entier. C'était un peu  
prématuré pour son petit commerce.  
« Tu tombes bien, c'est à toi qu'on veut parler.  
- Par exemple, de ce qu'on trouve dans ton pain.  
- Si tu nous invitais dans ta boutique... »  
Chez Mac, une rangée de femmes en tablier blanc et coiffe de repasseuse  
étaient alignées dans la cuisine devant une grande table. Elles glissaient en  
cadence une tranche de viande et un semis d'oignons frits entre deux  
tranches de pain rond, tout en chantant sur un rythme syncopé de contre-  
danse. D'autres petites mains emballaient ensuite les pains en papillotes et  
les rangeaient dans des paniers d'osier, qui partaient aussitôt au cou  
d'hommes et de femmes attendant, à la file, sur le pas de la porte.  
« Tu vois, Ed, la moitié de la journée, ces dames font de l'"en-bourgeois", et  
l'autre moitié du bourgeois tout court. C'est pour ça qu'on l'appelle le Mac.  
- Belle organisation !  
- Dis-nous, le Mac, qu'est-ce qu'il fait, ce type passé au cirage au milieu de  
tes pains ?  
- C'est avec ça que tu les fourres ? »  
Ed montrait le ballot de chiffons calé au creux de son bras...  
« Ce sont des calomnies de boutiquiers jaloux de mon succès. Il n'y a que  
de bons produits dans mes "en-bourgeois".  
Ed poussa le ballot de chiffons sur la table.  
« A ton avis, qu'est-ce qu'on va trouver là-dedans ?  
- Je... je sais pas.  
- Alors, ouvre-le ! »  
Les deux canons aux reflets argentés appuyèrent la demande. Le Mac  
déroula les linges du bout des doigts en tremblant. Un œil ouvert apparut.  
Le Mac sursauta, tira brusquement sur le linge. Une tête blonde bondit sur  
ses genoux. Il hurla et alla valdinguer, en reculant, dans une pile de tranches  
de viande hachée et une bassine d'oignons frits... « Un Mac, à consommer  
sur place ! »... L'annonce fit rigoler toute la boutique...  
« Un cadavre au cirage plus une tête blonde, t'es mal barré !  
- J'ai rien à voir avec ça. Les têtes de femmes, c'est du mauvais esprit. J'y  
touche pas, ça fait revenir les fantômes ! »  
Le Mac embrassa avec fièvre une amulette qu'il portait autour du cou.  
« Tu retiendras ça, Ed. Ce qui fait le plus peur aux gens de Haarlem, ce n'est  
ni la police, ni le diable, ni les flingues : ce sont les fantômes ! »  
Ed notait. Jones continuait à bousculer le patron.  
« On cherche une tête de nègre aux yeux bleus. »  
Le Mac avait perdu l'envie de se défilier.  
« Oui, je l'ai vue passer. Mais j'ai pas pu la garder.  
- Qu'est-ce que tu voulais en faire ?  
- Une enseignes ! »  
Ed et Jones se regardèrent, interloqués.  
« Imaginez ça : les "En-bourgeois du Nègre bleu". On serait venu de par-  
tout. Je doublais mes ventes.  
- Où elle est passée, cette tête ?





— Chez le Mac, récupérer l'autre tête, et dare-dare ! »  
« On va où ? »  
Ed se tait la tête de nègre dans ses bras et s'accrocha à la ceinture de Jones.  
— C'est peut-être pas le moment de me parler du paysage !  
« Bon Dieu, vu des toits, Haatem est superbe.  
Fossyeur déchira sa chemise en chapite et passa au mieux la tête de son  
ca. »  
— Ces poutres ont dû te balancer de l'acier, c'est pas fol à voir. Faut protéger  
Fossyeur, il fait nuit noire ou je suis aveugle ?  
Fossyeur le congratula à pleines plaies.  
« T'as réussi, Ed ! T'as réussi ! »  
Jusqu'à l'os, il était sacrifié par le vitrail, mais sauté. La bête de l'œil-de-  
éclapper. Mais il sentit dans son dos une longue traînée douloureuse l'arracher  
dans les airs. Il allait s'écraser sur l'estrade au milieu de ces chiens et se faire  
Ed lâcha la chaîne au jugé. Une traction de seconde, son corps resta suspendu  
— Lâche ! »  
— Lâche ! »  
— Je ne vois plus rien !  
« Lâche, Ed ! Lâche !  
la plus complète.  
ressentit une violente brûlure au visage. Une douleur atroce sur la peau et la nuit  
dessus de l'estrade, il vit une main qu'il ne put parer se lancer vers son visage. Il  
Ed donna un dernier coup de reins. Au moment où il passait à pleine vitesse au-  
pait une torche. La pénombre devint plus intime.  
l'œil-de-bœuf, il était un sang-mêlé d'une balle en plein front, tandis que Ed scail-  
Fin d'un primatif. La-tout, Fossyeur s'était récuré de son vol plané. Posté à  
lebard se posta sur l'estrade. Ed le sabra dans l'élan et lui trancha la jugulaire.  
qu'à l'attendre à la descente pour l'écorcher comme un lapin. Un vociférant à ha-  
dans les airs. Mais les égarés avaient compris la manœuvre. Ils n'avaient plus  
milieu de sa bande, s'élança de la chaîne pour prendre de l'élan et se propulsa  
Cercueil attrapa la chaîne à la volée. Il balançait Delorme en bas de l'estrade au  
« A toi, Ed ! »  
Juda L., Alléluia ! »  
comme un archange dans le vitrail. Le choc des fermes charitables. — Allé-  
Fossyeur obéit. On vit son corps à l'horizontale traverser l'œil-de-bœuf  
« Vas-y, Jones, lâche-toi ! »  
hauteur pour atteindre l'œil-de-bœuf.  
deux allers et retours à travers la salle, Fossyeur avait pris assez de vitesse et de  
et s'élança, aidé par Ed qui le poussa aux fesses comme aux balanciers. En  
Fossyeur se chargea de la tête de nègre. Il saisit la chaîne, courut sur l'estrade  
voilàgeur ! »  
« Notre seule chance ! C'est le moment de monter que, toi aussi, tu es un vrai  
grains. Ed tendit la chaîne à Fossyeur et lui montra l'œil-de-bœuf.  
d'un coup la cheville d'un pendu. Le corps tomba sur l'estrade comme un sac de  
glée de phalanges donna une idée à Ed. Il fit rouler son sabre et trancha  
aigu. Ça vibrât sous la crypte. Les autres reculaient en comptant leurs doigts. La

« Incroyable, mes amis ! Regardez ce que nous avons là ! »  
Pas de chance. L'Edmond venait de tomber sur une de ces tribus de jeunes  
débouchaient sans lanterne d'une porte cochère.  
\*\*  
de hasard.  
qu'à la hauteur de la rue Saint-Honoré. Après, ce n'était plus qu'une question  
le nom.  
le parum troublant de cette plante dont Edmond ne retrouvait toujours pas  
curité des frondaisons. Il ne restait plus que l'odeur de la poudre qui masquait  
Une, halte au feu !... Des voix se faisaient écho. Et tout retombait dans l'obs-  
une buche. On se précipitait. Des salves étaient lâchées en tous sens. Section  
C'était le branle-bas de combat, l'agitation. On saisissait son fusil, une pique,  
dansait des sortes de gavottes égrillardes. Parfois, un coup de feu partait.  
naient et buvaient autour des marmites des feux de camp. On chantait, on  
les patrouilles de volontaires. Près du bassin, des hommes et des femmes  
Ca pullulait de petits groupes de souffrards en maraude. Chacun jouait à éviter  
Dans la nuit, le jardin donnait l'impression d'un étrange bivouac à couvert.  
dans son dos. Il se glissa sous les grilles des Tuileries.  
Edmond évita de regarder l'ombre de la guillotine qui devait se découper  
cur de la bourse.  
voir passer les premières charrettes. Au matin, ils s'étudieraient, juste pour le  
ment convertir leur prise en pichets de rouge au Saint-Esprit, en attendant de  
voix disparaissent dans la nuit en tant. Leurs propriétaires allaient certaine-  
Edmond jeta sa bourse. Au bruit sur le sol, il ne lui restait plus rien. Les deux  
« D'accord, mes seigneurs, c'est mon jour de cabossée.  
rien qu'à l'idée de retrouver un jour cette face cabossée.  
histoire de pillage. Un autre Noir avait fait le coup. Edmond tremblait de rage  
Il devait ce service au marquis, qui l'avait sauvé de la pendaison dans une  
« Ça vient, cette bourse ? »  
ter le sang de son fils.  
pouvait couler le risque de la briser. Il avait promis au marquis de lui rappor-  
curité, facile. Mais Edmond sentait pendre à son cou la fiole de verre. Il ne  
Plonger, prendre son couteau à sa cheville. Piquer ces deux-là dans l'obs-  
tores. »  
ton jour, pour les comptes. Alors, laisse tomber ta bourse sans faire d'his-  
« Eh oui, le nègre, toi, t'es plus qu'un, et moi, je suis devenu deux. C'est pas  
prise. Il avait toujours respecté la cavalerie.  
Surement un pistolet de cavalerie. L'autre ne brillait pas mais Edmond lâcha  
La deuxième voix était appuyée par l'extrémité d'un canon contre sa nuque.  
« S'il braille, lâche-le ! »

« Nous voulons donner une sépulture chrétienne à notre fils. Mais une par-  
tie de lui manque. C'est horrible, mais nous devons la racheter. Il y a tout un  
trafic macabre autour des têtes de guillotines. Je vous passe les détails. Nous  
avons des assurances. Mais nous avons été trahis. C'est insensé, mais... on a  
volé la tête de notre fils ! »  
Edmond n'était même pas surpris. Tout le monde savait que ce genre de  
trophées étaient très recherchés par des apothicaires, des chirurgiens, des  
étudiants en médecine, des montreurs de baraque foraine ou simplement des  
collectionneurs. Si le rasoir continuait à fonctionner à ce rythme, chacun en  
aurait un chez lui pour pas cher.  
« Je vous demande de retrouver la tête de mon fils ! »  
Le marquis fixait Edmond dans les yeux. Il y avait autant d'ordre que de  
supplique dans son regard.  
« Je sais ce que cette mission a... d'inhabituel. Vous ne partirez pas au  
hasard. Je sais où elle est et qui la détient. C'est Delorme ! »  
Le marquis en mettait du temps, pour boucler ! Mais, quand c'était fait, ça  
ressemblait joliment à un nœud coulant. Tu es cuit, Edmond. Comment vas-  
tu faire pour refuser ?  
« Ça veut dire qu'il faudra opérer dans ce quartier aux Noirs. Vous ne pou-  
vez pas y aller seul. L'homme qui attend derrière cette porte connaît très bien  
l'endroit. J'ai entière confiance en lui. Vous vous complétez parfaitement. »  
Le nœud se resserrait un peu plus.  
« Entrez, Jonas ! »  
L'homme apparut. Un bloc brutal et noir... La face cabossée !... Edmond  
reconnut l'homme par la faute duquel il avait failli être fusillé. L'autre aussi  
semblait l'avoir reconnu.  
« Edmond, je vous présente Jonas Grave. Jonas, je vous présente Edmond  
Coffin. »  
Les deux hommes ne se serrèrent pas la main.  
« Messieurs, vous connaissez la mission. Je ne vous demande pas si vous  
l'acceptez. »  
Il n'y eut pas de réponse, puisqu'il n'y avait pas de question.  
« Je vous ai procuré des papiers pour vous couvrir. Vous êtes des enquê-  
teurs de police en mission de sécurité nationale. Mais, là où vous allez, des  
armes vous protégeront mieux. C'est pourquoi je tiens à vous faire ce cadeau  
qui m'est très cher. »  
Le marquis tira d'une commode un coffret de nacre marqué au chiffre de la  
famille.  
« C'était à mon fils Germain. »  
Il l'ouvrit. Edmond et Jonas n'avaient jamais vu ça. Deux pistolets à canon  
long en argent massif. De vrais porte-foudre.  
« Prenez-les. Ils sont d'un modèle unique. Faites-en bon usage en pensant à  
mon fils. Je vous attends ici, demain matin, avant la levée du jour. Bonne  
chance. Que Dieu vous bénisse ! »  
Une nuit pour retrouver une tête de nègre aux yeux bleus ! Avec, pour tout  
bagage, une bénédiction qui n'avait plus cours et des flingues à extrême on-  
ction...

Ed et Jones laissèrent le général à son œuvre. Ed récupéra la tête de la prin-  
cesse, qui avait roulé sous le hachoir à viande. C'était moins une pour l'« en-  
bourgeois » ! Ils embarquèrent le Mac dans les étages. Au troisième, le  
patron les conduisit dans un petit débarras. De là, ils pouvaient voir ce qui se  
passait à côté. Félicité officiait. Elle enfournait des liasses d'assignats dans un  
poêle à bois. Assis devant elle, les pigeons avaient la tête de l'emploi. Deux  
replets noir suie auxquels ils ne manquaient plus que l'anneau dans le nez.  
Félicité lança ses incantations :  
« Flammes purificatrices, feu multiplicateur, crache l'abondance dans la  
cendre de ton foyer !  
— Dame Félicité, précisez-lui bien : seulement en certificats de 1 000 et  
2 000 livres ! »  
Le second replet balançait un coup de coude rageur dans les côtes de son  
associé :  
« Tais-toi, imbécile ! Tu vas nous faire gâcher l'affaire de notre vie. Ne  
l'écoutez pas, ô grande prêtresse ! Nous prendrons ce que le feu nous  
donnera. »  
Derrière la porte, le Mac jubilait :  
« Elle est forte, ma citoyenne, hein ?  
— On y va maintenant, Ed ?  
— Attendez, messieurs ! Encore une seconde, s'il vous plaît. »  
Félicité, un flambeau à la main, s'approchait du poêle.  
« Feu multiplicateur, sois généreux avec ces deux pauvres hommes ! »  
Dans la chambre, il y eut soudain une explosion, avec une forte odeur de  
poudre et un large panache de fumée noire.  
« On y va, Ed ! »  
Ils se précipitèrent dans la pièce. La fumée avait déjà bouffé tout l'espace.  
La gorge était saisie comme à pleines mains.  
« Ne bougez plus ! Police ! »  
Félicité s'éclipsa à quatre pattes vers le débarras. Ed et Jones rattrapèrent  
les replets qui rampaient vers la sortie. Ils les plaquèrent contre le parquet.  
Les mollusques tremblaient de toute leur gelatine et imploraient :  
« Ne nous faites pas de mal ! Ne nous faites pas de mal ! Nous ferons ce  
que vous voulez.  
— Ne bougez pas ! Police ! »  
La porte d'entrée de la chambre se fracassa. Surgirent deux épouvantails à  
moineaux, enrubannés de tricolore. Ils lancèrent un : « Ah ! Ah ! Mes gail-  
lards, vous êtes faits ! » qui les aurait fait éjecter de n'importe quel théâtre,  
de la porte Saint-Antoine à la porte Saint-Martin. Dans l'épais nuage noir, ce  
fut une mêlée à grands coups de pied, de poing et de crosse. Les enrubannés  
ne faisaient pas le poids et durent bientôt battre en retraite, profitant du  
brouillard pour s'éclipser.  
« Désolé, messieurs, j'avais oublié ces deux-là. »  
Il n'avait pas du tout l'air désolé, le Mac. Sa Félicité encore moins. Elle  
comptait ses liasses avec un ponce gourmand malgré la fumée qui gagnait  
partout dans le logement. Ed en avait respiré sa dose et commençait à sentir  
remonter son boudin aux pommes.  
« J'ai peut-être un peu forcé sur la poudre à canon. »

maître. À l'instinct repassait la tête du nègre aux yeux bleus. Un oeil grand ouvert.

« Notre Sauveur Universel, mes frères, Agnouilliez-vous ? »

Ed et Jones obtinrent. L'égalisation leur plongerait la tête dans le panier d'« en-pourbois ». L'homme avait une odeur de pâte chaude, mais offrait les nuances au saure de Deloime. Ils sentaient la sueur dessécher des poitrilles autour de leur cou.

« Vous m'apportez à manger, me dit-on.

— C'est plutôt une offrande de notre parton.

— Ce décoloire et sa prêtresse ont tant à se faire pardonner... »

Deloime fit un signe du menton vers les hommes décapés pendus au bout de leurs chaînes. Sans doute ceux qui étaient venus chercher le Veut et l'avaient lassés sauter par la fenêtre.

« Voyons cette offrande.

Deloime prit un « en-pourbois », et l'engloutit d'une bouchée.

« C'est tendre ! C'est chaud ! On dirait un petit cœur de prêtresse. »

Deloime fixa les livres en souriant. Il leva la main comme pour demander la parole. Le chant des femmes s'arrêta net. Ed et Fosseyou entendirent, dans leur détail. Il y avait des plaques, des baïonnettes, des machettes et toute une brassée de trépane-pieds desqu'on n'avait pas eu le temps de se débarrasser. L'abbaye. Et la soirée n'est pas terminée. »

Ed et Jones évaluaient la situation. Pas fameux du tout.

« Ed Carrouel et Fosseyou, Jones. Comment avez-vous pu imaginer qu'on puisse se promener dans Haaram en posant des questions à mon sujet sans que j'en sache ? Vous êtes nafs. Nafs, mais courageux d'être venus ici seuls et sans arme ! »

Sans arme ! La remarque sonna comme une invitation pour Ed et Jones. Sans même se concerter, ils avaient déjà plongé, empoigné leurs engins et balancés les papiers en l'air. Les petits poings se multiplièrent à la volée. Ils sautèrent sur l'estrade, les canons pointés sur les égorgeurs.

« Gardez-vous, fixe, mes indignes ! »

Deloime se retourna avec sa propre haine de sabre sous la gorge. Ça lui écarquillait les yeux et encoeur plus les dents.

« C'est lui bouge envoie le Premier Maître Universel rejoindre les quatre pen-deux.

— Jetez votre attirail par terre ! »

On se serait cru à la reddition des Suisses aux Tulleries.

« À quoi bon, mes frères, vous n'arriverez jamais à sortir d'ici vivants !

Ed traça au moins eu le plaisir de se trancher la gorge.

« On aura Deloime à l'estomac pour prendre un acompte et finir de l'assommer avec la coquille du sabre, par gourmandise. Les égorgeurs en eurent un haut-le-cœur. Le chant des femmes se mit en une longue plainte outrée. « Oh ! sacrilège ! Oh ! sacrilège ! » Pendant ce temps, Ed brisait la cage de verre et récupérait la tête de nègre aux yeux bleus. Un petit sec, avec un amarré à l'oreille, voulait en profiter pour grimper sur l'estrade. Ed abaissa le sabre sur sa main. Deux plaques furent catapultées vers l'œil-de-bœuf comme un boulet de quatre livres. Le murille poussé un hurlement de solitude que le choc des femmes repart en plus.

Ce constat n'empêchait pas Félicité de continuer à enquiller calmement les assignats dans sa ceinture de chasteté.

« Tu crois, Fosseyeur, qu'ils voulaient nous faire repasser par ces deux polichinelles ?

— Ça m'en a tout l'air, et c'est signe qu'on est sur la bonne piste.

« En parlant d'air, le Mac, y'a pas un endroit plus respirable pour causer ?

— Chez nous, au-dessus. »

Ed saisit au vol le regard furieux que Félicité lança au Mac.

« Chez nous » était un euphémisme pour désigner du 120 livres minimum de loyer trimestriel. Côté décoration, ça hésitait entre la maison de maître, la case et le petit Trianon. Ed posa la tête emmaillottée de la princesse sur un guéridon, histoire d'ajouter sa touche à l'ensemble. Soudain, il réprima un énorme hoquet et se précipita à la fenêtre. Il gerba, boudin et pommes, dans le désordre...

« Viens voir, Fosseyeur !

— Je te remercie, Ed ! C'est gentil de partager, mais je n'ai plus faim.

— Viens, je te dis, ça va t'intéresser. »

Jones s'approcha. En bas, le corps du Veuf était toujours dans sa pаниère. Mais, en plus d'être moucheté de frais, on se rendait bien compte qu'il était juste à l'aplomb de la fenêtre. Ed se frappa le front :

« Le gosse à la roue jaune, Fosseyeur !

— Quoi, le gosse ?

— Il a dit : "Le nègre blanc est tombé du ciel comme un ange." Ce gosse a vu dégringoler le corps. Regarde la disposition des fenêtres : le Veuf ne peut venir que d'ici.

— Ne bougez pas, mes agneaux ! »

Jones avait dégainé et mis en joue le Mac et Félicité, qui amorçaient un repli vers la sortie.

« Ça va saigner si vous continuez à nous prendre pour des imbéciles. »

Du canon de son arme, Fosseyeur frappa le Mac à la rotule. L'entrepreneur en viande avariée s'affaîa en couinant comme un porc.

« Quand tu boiteras, tu penseras à moi ! »

Félicité affichait un air calme, mais ses mains portaient en bloblote.

« D'accord, messieurs, ne nous énermons pas. On va prendre un petit verre et causer. »

Avec des gestes d'ancienne taulière, elle servit un ratafia à réveiller le Veuf dans sa pаниère.

« Ce type est venu ce soir. Un Blanc peint en nègre. Ridicule ! Mais on en voit tellement qu'il font ça, pour venir relaquier nos filles, écouter de la musique, ou chercher des sorts. Bientôt, faudra organiser des visites du quartier avec des montreurs comme dans les baraques foraines. »

L'oreille de boutiquier du Mac se dressa. Ce n'était pas une mauvaise idée. Elle était vraiment forte, sa citoyenne...

« Votre Veuf, comme vous dites, avait déjà une tête, mais en cherchait une autre, une tête de nègre. Il parlait d'une histoire d'amour, mais son regard causait d'argent. Là-dessus, les sbires de Delorme ont débarqué etc... »

Enervé, Fosseyeur la coupa :

« Mais pourquoi Delorme tient-il tant à cette tête-là ?

Ils pullulaient ! Et dans tous les métiers. Quelle prétention !  
 — Avant, tout le monde en avait à son service. C'était devenu d'un commun !  
 — Rien qu'à Paris, on dit qu'ils sont des milliers.  
 — Et d'un sale, l'voyez celui-ci comme il empete.  
 — De plus, ils sont fouteux. Quand je pense à cette pauvre Mme du Barry, tra-  
 hie par ce Zamor qu'elle avait comblée de bienfaits.  
 — Vraiment, ces négres sont impossibles ! Je devrais plutôt dire : ces négres !  
 Car vous savez que ces gens-là ne peuvent pas prononcer les « r ». Et pour-  
 ce qu'il faut de la compléation de leur palais, qui n'est pas comme le nôtre, et  
 du grand nombre de dents qu'ils ont dans la bouche. Jusqu'à quarante-cinq. Je  
 l'ai vu dans une gazette comment j'enquie.  
 — Mais, Hyacinthe, comment peut-on réussir à parler ainsi ? C'est impos-  
 sible !  
 — Chère Rolande, je vais vous le montrer céans. »  
 Le Hyacinthe avait sorti son face-à-main et faisait mine d'étudier Edmond. Il  
 puait le musc de catin et la saueur. Il avait le visage empâté avec des morceaux  
 de tatéras noirs qui lui traînaient la face. C'était lui le cheffailillon. Les autres  
 groussaient et minaudaient. Difficile de reconnaître les hommes des femmes  
 tous ces nègres.  
 — Ose-vous le suifer. C'est un male de race noire, d'environ vingt-cinq ans,  
 bien bâti, sans vice morphologique apparent.  
 Edmond se disait que c'était comme ça qu'on avait dû jauger son père au  
 marché aux esclaves de l'Orléans-Royal. Il se rappelait par cœur de son père : trois  
 marches d'eau-de-vie, cent vingt-trois livres de canuts, cinq rolls de tabac et...  
 un chapeau. L'équivalent de 50 livres. Lui aussi avait dû garder la peau de son  
 visage lisse tandis que la rage le bouffait à l'intérieur.  
 — Continuez, Hyacinthe, vous êtes vraiment hilarant !  
 — Et si on s'effraie, mesdames, ce qu'on dit sur le poté-toignon de ces gens-là.  
 Y parait qu'à côté, celui des ânes est une vulgarité veue.  
 La petite tribu nait comme une dégringolade d'escalier. La face truffée faisait  
 doucement remonter le pousseur à sa came entre les cuisses du négre. En-  
 core cinq centimètres, et Edmond planterait ce mignon en pleine frotte-tanche.  
 — Poté-toignon. Poté-toignon ! Vous êtes vraiment impayable, mon cher  
 Hyacinthe. Poté-toignon ! En voilà une... Vate l'ouvaille pour dire le g'os  
 machin !  
 — B'avo, ma chère ! Vous parlez déjà le négre parfaitement.  
 — C'est si d'ôlé, nous dev'ions tous le parler.  
 — Je p'opose, mes amis, que dès que cette chienne se'a retimée nous lan-  
 çions cette mode.  
 — C'est à l'oyable ! Le Tout-Paris parle comme les négres. Quelle idée  
 me'veilleuse, n'est-il pas ?  
 — Excelllent, ma chère Rolande ! Vous avez l'ovue : les femmes se'ont les  
 Me'veilleuses et les hommes les Inc'oyables !  
 — Venez, Hyacinthe, allons vite nous entre'aider à parler négre. »  
 La petite bande s'éloigna en oubliant Edmond sur place comme un jouet. Ils  
 partaient négres couramment. Edmond se dit que maintenant, il regarderait au-  
 tement les porte-torjonnons.

C'était donc à elle, cette tête blonde, encore pleine de morgue, qu'Edmond avait croisée, empalée au bout d'une pique.

« Je ne vous décris pas les autres outrages que le corps de la princesse a subis. C'était une personne de qualité... et sa famille fut la seule à nous recevoir, la marquise et moi, après notre union. »

Edmond se demandait si cette histoire de couleur changerait... après. On aurait dû ajouter le noir au tricolore.

« Une partie de ces égorgeurs ont Delorme pour meneur. Le plus sanguinaire de tous, semble-t-il. »

Edmond ne voyait toujours pas le lien avec le fils du marquis.

« Pour tout vous avouer, nous avions formé le projet de faire évader la princesse de la prison de l'Abbaye, ou tout au moins de soudoyer ses geôliers pour qu'elle soit épargnée. C'est mon fils Germain qui s'est chargé de toutes les tractations. Il était très attaché à la princesse. »

Edmond ne voyait plus maintenant le lien avec Delorme.

« Excusez ma confusion, Edmond. Tout ceci est trop, pour un époux et pour un père. Germain a eu l'imprudence de confier le sort de son entreprise à ce Delorme. Il a été dénoncé, arrêté et condamné après un simulacre de procès. Au moins, dans son martyre, n'aura-t-il pas su quel aura été le sort funeste de la pauvre princesse. »

Edmond s'apprêtait à demander ce que le marquis attendait de lui quand Thomas entra, toujours plus hagard et débrillé. Il portait sa perruque à la main comme un chiffon de ménage.

« Monsieur le marquis, l'homme que vous attendiez... si c'est bien lui... est arrivé. »

- Comment ça « si c'est bien lui » ?

- Il faut dire, monsieur le marquis, qu'il est pour le moins inquiétant. Je dirais même effrayant !

- Dites que j'arrive, mon ami. Et rajustez-vous, on dirait un souillon. Attendez-moi ici, Edmond, dans un instant vous allez comprendre. »

Pour l'heure, ce que comprenait surtout Edmond, c'était la raison de tant de couloirs, de cabinets et de vestibules chez les aristocrates : pour faire attendre ! Le marquis disparut.

« Qu'est-ce qu'elle a ma tenue, Edmond ? »

- Approche, soldat. Inspection. Garde-à-vous ! Fixe ! »

Le Thomas claqua comme à la parade. Edmond le rajusta avec de la douceur de brigadier.

« T'étais soldat où ? »

- Nulle part, pour mon malheur. Cinq pieds huit pouces sous la toise. J'aurais même pas à la balonnnette du fusil. Sans me vanter, que je leur ai dit, j'ai le complément ailleurs, et de quoi faire grenadier ! Mais z'ont pas voulu me prendre. »

Le Thomas en rigolait. Son sourire lui faisait de jolies talonnnettes : il le grandissait. Le marquis réapparut, plus soucieux, mais moins abattu. Il reprenait du jabot.

« Approchez-vous du lit, Edmond. Je vais vous expliquer. »

Il était temps.

[illegible]

C'est horrible ! Affreux ! » par le parquet par le travers. Cette maison était devenue folle, il était temps qu'Edmond parte, avec ses 50 livres en poche. Mais il devait d'abord tenter ce fantastique mécanique.

Car, comme dit son entendant, chaque son le piquait les yeux aux verrous de la porte. Il se figura donc la position supplémentaire : les yeux fixés à terre, il sautait sur le parquet, se penchait en avant et courait la distance de la porte. Les deux

des « partis » de l'étranger » d'après

## Succès au Japon pour la VPC

## Nouvelles vagues

## Histoires de produits

M 0146-818-7,00 F

100



**Table 1**

هكذا من الأصل